CONVENTION NATIONALE
14 février 1982
SURESNES
Sommaire

Robert PONTILLON 2
Michel Françaix 12
Paul QUILES 15
Nicole BRICQ 20
Louis MERMAZ 24
Lionel JOSPIN 32
André LEDRAN 45
Jean MATOUK 47
Jean MATOUK 49
Alain BARRAU 51
Alain DUNNEL 56
Jean-Paul BACHY 59
SANTONI 62
SANTONI 65
Michel DE LA FOURNIERE 66
Jacques BAHRY 68
Bertrand DELANOË 70
Michel COFFINEAU 72
Colette AUDRY 75
Pierre GUIDONI 76
CLERMONT 79
Jean-Luc MELENCHON 80
Jacques HUNTZINGER 82
Eugène. TEISSEIRE 84
Paul QUILES 86
Gérard HOUTEER 88
Pierre JOXE 89
Daniel VAILLANT 90
Gérard DELFAU 92

CONVENTION NATIONALE DU PARTI SOCIALISTE
SURESNES - Dimanche 14 Février 1982
(Matin)
La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.
Mes chers Camarades, je déclare ouverte la convention Nationale, et je donne tout de suite la parole au. Sénateur Maire de Suresnes, Robert Pontillon qui nous accueil aujourd'hui.
(Applaudissements)

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Robert PONTILLON

Mes chers camarades, il est toujours agréable à un Maire Socialiste d'accueillir dans a ville une Convention Nationale du Parti.

Mais peut-être la chose est-elle plus facile à exprimer ici à Suresnes qu'ailleurs compte tenu de l'étroite complicité qui lie historiquement cette ville à nos entreprises communes et à nos actions militantes.

Il y a soixante-trois ans qu'Henri Sellier conquérait pour la première fois Suresnes aux Socialisme. Cette présence s'est maintenue sans défaillance jusqu'à aujourd'hui comme s'est poursuivie au travers du temps, l'expérience pratique du Socialisme municipal, à l'époque à peine amorcé et si riche aujourd'hui de réalisations et de conquêtes exemplaires.

Je faisais l'autre jour au moment où nous nous préparions à vous accueillir le décompte des manifestations de caractère national qui se sont tenues dans cette ville.

En 16 ans, plus de 12 congrès ou conférences nationales ont trouvé place à Suresnes.

Et comment ne pas évoquer ici la présence fréquente de celui qui préside aujourd'hui aux destinées du pays et dont la première visite à Suresnes date du 1 décembre 1966, quand François Mitterrand prononçait le discours de clôture de la Convention de la Jeunesse organisée à l'époque par la F. G. D. S.

Comment ne pas évoquer encore tous ces colloques tenus dans cette ville, qui préparèrent le Congrès d'unité à Epinay en 1971.

Celui du CERES en 1967.

Celui sur l'unité des Socialistes organisé en 1969 par le C.D.E.P.

Le Congrès de la Convention des Institutions Républicaines en 1970 et enfin, la Convention Nationale qui fixa le programme du Nouveau Parti les 10 et 11 mars 1972, précédant le Congrès ordinaire de 1972.

Et ce rassemblement international d'économistes organisé par Jacques Attali et présidé par François Mitterrand en 1975 sur le capitalisme moderne.

C'est-à-dire également combien de Socialistes Suresnois sont heureux, de vous accueillir aujourd'hui, à un moment où, après sa longue marche, le Parti porte désormais en lui les espérances et les moyens du changement.

Qu'il me soit permis d'ajouter seulement que le département qui vous accueille aujourd'hui, après avoir remporté aux élections législatives de juin dernier un succès exceptionnel qui lui a permis de conquérir deux sièges de députés, aborde avec confiance la prochaine étape électorale qui devrait permettre un renforcement appréciable de sa représentation au Conseil Général, conforme à l'importance de son audience politique dans le département.

Bienvenu donc camardes et bon travail.

Le Président - Merci à Robert Pontillon.

Je vous rappelle l'ordre du jour de la Convention :

Examen de la situation politique, rapport d'activité de la Direction nationale, qui va être présenté par Jean Poperen et vote du quitus, comme il est d'usage dans les conventions.

Nous avons, d'autre part, un certain nombre de problèmes touchant aux modifications statutaires et aux problèmes de contentieux pour lesquels une commission des résolutions va être désignée aussitôt après l'intervention de Jean Poperen.
Sans plus attendre, la parole à Jean Poperen, pour le rapport d'activité.

Jean POPEREN
Chers camarades, cette convention est notre première instance large depuis le congrès de Valence, voilà près de quatre mois et donc la seconde depuis le changement politique du printemps dernier. La question qui est devant nous elle est importante, mais il n'y a pas lieu de la dramatiser comme on l'a fait ici et là, c'est de savoir comment le parti a joué et joue son rôle huit mois après la mise en place du pouvoir à direction socialiste ?
D'abord, constatons qu'après le Congrès de Valence et après peut être un certain tâtonnement dans la période qui avait précédé, on peut dire que le Parti est tout à fait maintenant en ordre de marche : des équipes renouvelées, souvent profondément, se sont mises en place sur le plan national, dans les Fédérations, de nombreuses réunions de secrétaires fédéraux par spécialisation ont eu lieu et hier encore une réunion des premiers secrétaires a eu lieu, en même temps que se tenait une Commission nationale d'entreprise.
L'amélioration du fonctionnement du Parti a été poursuivie notamment dans le secteur organisation des Fédérations par la mise en place du fichier informatique, tout indique que la péréquation maintenant s'est bien organisée et à l'avantage, semble t-il, des Fédérations qui l'apprécient.
Les stages de formations se succèdent à un rythme très rapide et il faut dire que de très nombreux responsables ont en quelques mois pu bénéficier de ces sessions.
Le Congrès de la Fédération des élus socialistes et républicains qui s'est tenu début septembre à Toulouse a été une manifestation de la puissance de cette organisation et aussi de son efficacité.
J'ajouterai que continuent à se tenir dans tout le pays, et votre serviteur en a eu l'expérience à deux bouts de la France en quelques semaines, de très nombreuses et très réussies réunions publiques, à l'évidence là où nous allons, la principale critique qu'on pourrait faire aux camarades des Fédérations, c'est qu'ils prennent des salles trop petites et que nous avons beaucoup de monde pour venir entendre ce que nous avons à dire, pour savoir ce que nous faisons.
J'ajouterai que dans toute cette période, y compris à propos de la préparation des élections cantonales, dont nous nous occuperons un peu dans la journée, le nombre de contentieux a été infime et je ne pense pas que le camarade Quilès, responsable de ce secteur, me démentira.
A ce sujet, j'indique que sans doute la convention suivant en cela la demande qui a été faite unanimement par la Fédération du Morbihan, aujourd'hui mise en place sur des bases nouvelles et efficaces, souhaitera que dans une prochaine séance et en tout cas avant l'été, le Comité directeur réexamine la demande de réintégration de Giovanelli et de quelques autres camarades.

(Applaudissements)
Tout cela s'est fait dans quel climat général ?
Eh bien, mes chers camarades, avec les deux caractéristiques que nous avions déjà constatées lors de notre rencontre au comité directeur de décembre, la reprise économique, et là le changement se poursuit et se développe, disons que l'INSEE elle-même constate maintenant que dans le secteur industriel cette reprise, que nous avions constatée au niveau de la consommation populaire, se développe et que nous continuons à vérifier que nous obtenons ces résultats qui ne sont plus contestés par personne sans flambée inflationniste.
Après les très bons chiffres de novembre et décembre, le 13 de janvier signifie qu'il a fallu enregistrer un certain nombre de hausses structurelles, mais témoigne lui même qu'il n'y a pas du tout accélération de ce point de vue, au contraire. Nos adversaires en sont amenés à dire : oui, c'est vrai pour le moment, cela ne va pas mal, mais vous verrez dans un an ! Et M. Deniau parle de la drogue douce, ce qui est une façon à lui de reconnaître que nous avons réussi, et ce n'était pas évident, chers camarades, rappelez vous notre état d'esprit au départ, à opérer la première phase du changement en passant d'un régime à l'autre, en mettant la Gauche en position de gouverner, sans la catastrophe économique, bien au contraire, que nos adversaires avaient toujours prévue.
C'est là leur seconde défaite, ils ont perdu les élections du printemps, ils ont perdu la bataille pour nous faire chuter dès les six premiers mois sur le plan économique, et c'est un résultat considérable.
Dans le même temps, nous continuons de développer le changement, je n'y ferai qu'une allusion pour les dernières semaines : le gouvernement a fait voter par le Parlement, Assemblée Nationale et Sénat, la loi locataires-bailleurs ; c'est une loi qui signifie un changement de situation important pour des millions de familles ouvrières, de gens modestes et je fais une première remarque sur l'activité du Parti - on me dira si je me trompe ou si je suis pessimiste - je n'ai pas le sentiment que pour une loi aussi importante, nous ayons tiré tout l'avantage, je ne trouve pas qu'on en ait assez parlé et j'ai le sentiment, que même nos candidats aux élections du mois de janvier, au moment où cette loi était en discussion, n'ont pas tous tiré tout l'avantage d'un document, d'une décision aussi importante.
Il ne suffit pas, chers camarades, et je pourrais le dire à propos d'autres décisions, mais je le dis une fois à propos de cette loi, de prendre des dispositions qui correspondent a ce que veut la masse des gens qui nous a fait confiance, encore faut-il le dire, informer, expliquer.
Et puis, naturellement, nous avons fait avancer les grandes réformes, la décentralisation, le statut de la Corse et finalement la loi sur les nationalisations.
J'imagine, chers camarades, que notre convention nationale deux jours après la promulgation de cette décision aura à cœur de marquer l'importance considérable de cette extension du secteur public qui était un des aspects essentiels de notre programme, des engagements de notre majorité, des engagements de François Mitterrand et qui malgré toutes les batailles de retardement des forces de la Droite et des structures conservatrices, est

aujourd'hui acquise. c'est une grande victoire, camarades.
(Applaudissements)
Alors, bien entendu, parce que c'était un grand enjeu, cela a été un des points de fixation, des tentatives de contre attaque de nos adversaires et le second aspect de la situation des derniers mois, c'est qu'après que nous ayons su surmonter ce que j'appellerai l'offensive du début de l'automne... Rappelez-vous les secousses du mois d'octobre, déjà à propos des nationalisations... Nous avions créé en fin d'année / début d'année, une situation nettement plus favorable, mais le deuxième assaut est venu et il est venu en même temps d'ailleurs, et ce n'est sans doute pas un hasard, que ce coup bas des élections du 17 janvier, à nouveau sur les nationalisations.
Prenant occasion de la décision du Conseil constitutionnel, nous avons vu toutes les forces de la Droite se déchaîner pour une seconde fois, essayer de mettre en cause cette volonté populaire et je dis ici que dans ce bilan dont nous avons à parler d'activité du Parti, le groupe parlementaire à l'Assemblée nationale, d'ailleurs aussi celui du Sénat, mais essentiellement le groupe parlementaire à l'Assemblée nationale et la direction du Parti ont bien fait leur devoir en marquant fortement qu'en aucun cas nous ne laisserions mettre en cause cette volonté populaire, que nous n'accepterions pas cette tentative d'enlisement dans laquelle on voulait perdre la loi. sur les nationalisation.
Nous avons eu raison d'intervenir fortement, le groupe parlementaire a eu raison d'intervenir fortement, car nous exprimions là ce que veut la majorité qui nous a mis au pouvoir et c'est ainsi d'ailleurs qu'ils n'ont pas insisté et que cette loi, ils ont dû la laisser passer. Il fallait le faire et nous avons bien fait de le faire.
Naturellement, c'est dans ce climat que les secteurs qui sont les moins favorables au changement essayent de pousser tel ou tel avantage, et nous devons y être attentifs ; nous devons être attentifs, bien sûr, à ce qui se passe du côté des agriculteurs mais, là encore, consultez ce qu'ont été nos décisions et, en particulier, celles du bureau exécutif du 3 février et vous verrez à quel point nous avons été attentifs à répondre aux préoccupations du monde paysan mais, en même temps, même s'il faut le faire avec quelques précautions de langage et avec le minimum de diplomatie nécessaire, nous ne pouvons pas laisser passer l'attitude des dirigeants de la fédération des syndicats d'exploitants agricoles dont nous savons les liaisons avec les gros agrariens, mais dont nous savons aussi combien ils étaient patients avec l'ancien pouvoir. 4 milliards d'aide l'année dernière, c'était bien, 5 milliards cette année, ça n'est pas suffisant, et c'est la misère pour leurs paysans. Voilà leur point de vue et de ce Président qui, sortant de chez le Président de la République, n'a pas un mot pour condamner l'agression dont a été victime le Ministre de l’Agriculture Edith Cresson, à qui je vous demande de témoigner ici votre sympathie et votre soutien pour le combat courageux qu'elle mène.
(Vifs applaudissements).
Merci pour elle, et je crois que cela a aussi, bien entendu, une signification politique.
De même, je pense que nous avons répondu, mais nous devrons le faire peut-être

de façon plus précise, à des remarques comme celle de Paul Marchelli, l'un des dirigeants de la CGC,, qui dit que nous n'avons pas de politique industrielle, alors qu'on sait tout ce qui a déjà été fait ou entrepris, y compris d'ailleurs les nationalisations et pas seulement pour remédier à la politique de casse qui avait été celle de nos devanciers.

Là, nous sommes devant une offensive politique que, bien entendu, essaye d'exploiter notamment le R.P.R.

Ces messieurs viennent nous parler de notre sectarisme, de notre fanatisme, mais la vérité c'est que la liberté dont ils se réclament, - et vous savez bien qu'ils sont en train d'engager une grande campagne sur le thème de la liberté, c'est leur liberté de gouverner ; la liberté, pour eux, c'est quand la Droite gouverne.

La Droite considère qu'elle n'est plus libre quand le suffrage universel la prive du pouvoir.

Voilà le fond de l'affaire !

C'est la liberté, pour le patronat, de ne pas appliquer la loi des 39 heures sans réduction de salaires et c'est la liberté d'organiser des commandos de choc pour matraquer les travailleurs en grève ! (Applaudissements) Et, de ce point de vue, le bureau exécutif, dès le.10 février, a dit, avec toute la vigueur qui s'imposait, mais je pense que la convention le répétera aujourd'hui exprimant plus largement encore le sentiment du parti, que nous n'accepterions pas de telles pratiques, celles que nous avons vues la semaine dernière à Isigny et que nous demanderons au gouvernement, dans le cadre de la loi républicaine, de prendre toutes les mesures pour mettre fin à des pratiques honteuses et fascisantes,

Eh bien, dans ce climat, oui, nous avons connu pourtant ce qui est appelé le faux pas des élections législatives partielles, nous en avons fait l'analyse, je ne m'y attarderai pas davantage, sauf pour rappeler qu'à l'évidence - et toutes les études faites depuis lors aboutissent à cette même conclusion : l'électorat qui est le nôtre l'est de façon stable, mais celui que nous avions su gagner dans la grande bataille de l'année dernière, - à quelques exceptions près, il y en a forcément - n'est pas repassé ou passé de l'autre côté, mais n'est pas entré en mouvement ; une partie de cet électorat n'a pas été suffisamment motivé.

A cela, il peut y avoir des raisons, comme on dit, objectives, mais quand il y a un tel phénomène et qu'il prend une certaine ampleur, même si naturellement il s'agissait de circonscriptions que le conseil constitutionnel, sans doute très bien informé sur la carte électorale du pays, avait judicieusement choisies - et en toute objectivité, cela va de soi - il y a donc un phénomène qui marque une certaine ampleur de déplacement ainsi de pourcentage de voix et il nous faut bien sûr y être attentifs.

Alors, c'est là qu'on dit - et de divers côtés, disons - que le Parti tiendrait-il vraiment sa place ?

Moi, j'ai le sentiment qu'il tient sa place et il y a quelque chose d'un peu comique à voir un observateur politique - je parle d'un homme ici - un observateur politique qui d'ailleurs n'a jamais su très bien trouver le chemin du Parti Socialiste, découvrir qu'il n'existe plus. Je n'avais jamais eu le sentiment que, pour cet observateur, le Parti Socialiste existait beaucoup, en tout cas pas celui

tel que nous l'avons construit et qui, d'Epinay au printemps 81, a fait ce que vous savez et que nous avons fait ensemble.
Mais il est vrai, au-delà de cette observation qui, je le répète, ridiculise surtout son auteur, il est vrai que nous avons le sentiment que le Parti n'a pas joué pleinement son rôle de principal force d'entraînement populaire pour le changement et que quelques dispositions sont nécessaires à cet égard. Le Premier Secrétaire Lionel Jospin fera quelques unes de ses propositions et j'ai le sentiment qu'elles correspondront à l'attente et à la volonté du Parti.
Mais tout de même, ayons d'abord la volonté de voir ce qui s'est fait. Je faisais allusion tout à l'heure à un certain nombre d'acquis ces derniers mois, mais je dirai en quelques jours, chers camarades, que le Gouvernement et le Parlement, ou le Parlement, ont décidé l'adoption définitive de la loi sur les nationalisations, le livret d'épargne rose indexé, une augmentation des allocations familiales pour les familles de deux enfants, l'application réelle de la loi des trente-neuf heures. Tout cela en une semaine. Et j'entendais ce matin aussi bien dans "Le Nouvel Observateur" que Monsieur Raymond Aron dont on connaît les sentiments qu'il nous porte, constate qu'en huit mois, le bilan est impressionnant et que jamais, en effet, en si peu de temps, on n'avait aussi complètement tenu les engagements pris. Cela, mes camarades de la Convention, c'est la réalité. Serions-nous les plus timides à le constater et à en tirer l'avantage ? C'est de là qu'il faut partir, tout ce qui est déjà fait et qui, je le répète, est énorme. Nous devons à partir de là être offensifs, ne pas nous contenter de répondre aux critiques que nous font les adversaires, sinon nous sommes dans cette situation un peu ridicule mais en plus très dommageable que le Parti au pouvoir et solidement installé au pouvoir, qu'il réalise, qui fait ce qu'on attend de lui, est un peu mal à l'aise et constamment en train de se gratter là où nos adversaires essaient de nous démanger. Non. Nous avons à aller hardiment vers l'extérieur montrer ce qui se fait et l'expliquer.
A Valence, nous avions dit : informer, expliquer, agir.
Informer. On peut nous dire, et on nous dit beaucoup naturellement, ce sont les médias qui doivent entre autres informer, et nous n'avons pas là à essayer d'en faire un instrument de parti ou de pouvoir. Nous avons pourtant une exigence à formuler et celle-là, je crois que l'opinion la comprend parfaitement, c'est qu'au moins les médias expliquent honnêtement ce que fait le Gouvernement. Je prendrai un exemple tout récent.
Quand un accord sur le gaz algérien est signé à 10 h. du matin, et qu'à 13 h, sur TF1, c'est Monsieur d'Ornano qu'on fait venir pour expliquer la signification de cet accord, vous m'accorderez qu'il y a quelque chose qui ne va pas... (Applaudissements)... Donc, nous ne demandons rien de plus, mais rien de moins, c'est quand même le minimum incompressible, que ce soit de préférence Edmond Hervé ou tel autre Ministre qui explique ce que le gouvernement a voulu faire ; il est mieux placé que Monsieur d'Ornano qui n'expliquait déjà pas très bien ce que l'ancien gouvernement voulait faire... (Applaudissements). Le gouvernement doit expliquer naturellement et peut-être là avons-nous pu avoir telle ou telle remarque à faire; je ne m'y attarde pas.
Informer, expliquer, c'est d'abord nous.

Camarades, nous sommes là pour tout nous dire et je pense bien que les délégués dans la journée diront tout ce qu'il ont à dire, ils doivent le faire, mais en partant de bases objectives et honnêtes entre nous.
Le Poing et la Rose.
Pour des raisons qui tiennent aussi à la lourdeur financière, si le Poing et la Rose ne paraît plus régulièrement, c'est seulement dans quelques jours qu'un Poing et la Rose pour tous les militants va sortir, je sais qu'il aidera beaucoup, mais nous avions tiré beaucoup dans la période de préparation du Congrès, nous avions beaucoup engagé à ce moment-là, dans le même temps pour l'information des militants, à apporter régulièrement toute une série de fiches d'information sur ce qui se fait ou ce que doivent faire les Socialistes, en tel ou tel secteur, et Point Fort constitue un nouvel élément de l'information des militants.
Enfin, il y a une feuille destinée à la presse, mais dont il est évident que les militants eux-mêmes pourront tirer tout bénéfice, "P.S. Aujourd'hui" va paraître dans quelques jours.
Donc, Camarades, il existe beaucoup de choses.
Dans la période qui vient de s'écouler, la Direction du Parti de ce point de vue a fait un effort important, mais ce qui existe pour informer, ce n'est pas seulement pour informer les militants. Si à partir de là, information intérieure sous toutes les formes que je viens d'indiquer, on ne sort pas vers l'extérieur, je dirai : à quoi bon ? Cela enrichira nos archives et pas davantage. Il faut aller vers l'extérieur.
Expliquer. Eclairer.
Nous entendons dire beaucoup que, cette fois, en effet, le Gouvernement réalise, mais que, par exemple, il n'a peut-être pas apporté dans la vie quotidienne des gens autant qu'avait fait en quelques semaines le Gouvernement de Front Populaire, référence qui a toute sa valeur.
D'abord, j'ai montré tout à l'heure que certains des changements importants, j'ai parlé de la loi locataires-bailleurs, n'étaient pas toujours utilisés comme il le faudrait, mais j'ajoute que nous avons là un élément d'explication important à donner, que nous avons commencé à donner, qu'il faut que le Parti donne, c'est vrai que nous avons choisi cette fois une autre méthode, et pour des raisons bien connues, que nous avons la durée, la stabilité politique, la certitude de jouer sur cinq et sur sept ans, et le Président de la République, François Mitterrand, a dit : je demande à être jugé sur sept ans et pas sur six mois. Cela va de soi. Nous avons donc voulu d'abord assurer ce que Pierre Mauroy Premier Ministre appelait il y a une dizaine de jours le "socle du changement", c'est-à-dire faire d'abord les grandes réformes de structures. Alors, il est vrai que, de ce point de vue, un certain nombre de changements dans la vie quotidienne ont parfois été repoussés un peu plus tard. La Sécurité Sociale, cela va être maintenant. La réforme de la fiscalité, cela va être cette année, etc. Mais cela, c'est le choix de base que nous avons fait ensemble et permettez-moi de vous dire, à la lumière de ce qui se passe, que nous avons eu raison de le faire. Alors, cela nécessite que nous venions à la rescousse.
Eclairer, cela veut dire aussi éclairer parfois notre Gouvernement, le pouvoir, sur la façon dont réagissent les forces auxquelles nous nous adressons. L'exemple de

ce que je prendrai à ce sujet, c'est ce qui s'est passé pour les trente-neuf heures.
Je crois que le Parti, là aussi, comme il l'a fait pour les nationalisations, a eu raison d'intervenir. Dès la semaine dernière, l'autre semaine plus exactement, dans l'éditorial du Poing et la Rose, Lionel Jospin en notre nom, disait ce qu'était le sentiment du Parti, puisqu'il y avait un certain nombre d'interrogations et disons d'interprétations diverses sinon contradictoires. Il disait qu'il n'est pas possible qu'un gouvernement de Gauche à direction socialiste apporte, dès la réduction d'une heure du temps de travail une réduction si faible fut-elle du salaire des travailleurs. C'est la position sur laquelle le Parti, la Direction du Parti exprimée par Lionel Jospin, s'est engagée dès ce moment et, c'est vrai, je crois pouvoir le dire ici, que la façon dont nous l'avons fait, dans toutes les formes normales de nos rapports avec le Gouvernement, avec le Pouvoir n'a pas été sans influence sur ce qui s'est passé ensuite.
En tout cas, je pense que la Convention, là aussi, dira son sentiment et j'espère qu'il sera d'approbation chaleureuse à l'égard de ce qu'a été la position affirmée notamment par le Président de la République lui-même, puis par le Chef du Gouvernement. Les patrons auraient tort de spéculer sur dés réformes qu'ils tourneraient à leur avantage, contre les travailleurs.
Il est clair que notre grande revendication de la réduction du temps de travail, ce ne sont pas les salariés qui doivent la payer.
Voilà notre position. (Applaudissements).
Mais, camarades, j’en viendrai à ma conclusion car vous allez avoir un texte écrit plus développé et nous avons le souci et que la Convention débatte, mais aussi que le plus rapidement possible elle soit saisie des propositions, des indications que va donner le 1er Secrétaire Lionel Jospin.
J'insisterai pour que tout ce qui est fait, et dont je fais état dans le rapport écrit, dans des secteurs aussi essentiels que le Secteur entreprise, pour mettre l'ensemble du Parti réellement en ordre de marche, les multiples réunions préparatoires à la grande convention des entreprises qui se tiendra au mois de mai prochain, le soit en liaison avec la participation du parti.
Et puis, tout cela branche sur la consultation électorale que nous avons dans quelques semaines chers camarades, pourquoi à cet égard trop s'interroger ?
Enfin, nous avons souffert, quand nous étions l'opposition, serions-nous un petit peu gênés et engourdis, maintenant que nous sommes le pouvoir ?
C'est la question qu'on se pose de temps à autre.
Non, il n'y a aucune raison, plus je fais le tour du problème, plus je constate qu'il n'y a vraiment aucune raison, alors, allons-y à ces cantonales, quoi, avec tout ce bilan dont j'ai parle tout à l’heure, avec la façon dont évolue la situation, y compris la conjoncture économique !
Alors, tout de même, est-ce que nous devrions, là aussi, être gênés ?
La direction du parti a fait un très gros effort pour une bataille qui va être évidemment politique, nous le savons bien, des camarades s'interrogent : "est-ce que ça va être des élections politiques ?"
Ecoutez, il y a des questions qu'il est bon de se poser, il est bon de se poser toutes ces questions, mais il y en a vraiment qui ne se posent pas sérieusement !

Nous n'avons d'ailleurs pas le choix, nous savons bien que nos adversaires ont décidé d'en faire une épreuve, et moi je vous le dis, à moins que nous soyons bien niais et bien engourdis, comme je le disais à l'instant, il n'y a aucune raison qu'ils la gagnent cette bataille, la vraiment aucune, alors, le matériel. il est dans les chemises, il va être distribué éventuellement, mais entre ce qu'a fait le secteur entreprise, tâche spéciale, notamment, tâche spéciale pour la crise, tâche spéciale pour les personnes âgées, le dépliant général, le document édité par le secteur information, le document argumentaire édité par le secteur formation, vraiment je crois que nous disposons de toute la panoplie, pour faire quoi ?
Pour refaire ce que j'appellerai la campagne "fourbi", aller partout porter nos explications.
C'est ce qu'on a fait l'année dernière, on n'aurait pas gagné si on ne l'avait pas fait, et par rapport à nos adversaires et par rapport à nos partenaires de la Gauche.
On est allé partout, dans chaque foyer, dans les entreprises, en demandant : qu'est-ce que vous voulez ?
L'important c'est ce qu'ils veulent et ce qu'ils ont déjà fait et vous verrez les documents, ils sont de ce point de vue, même pour nous qui nous trouvons à la direction du Parti, impressionnants... On dit : c'est vrai, il y a tout cela.
Alors il faut qu'on le sache autour de nous et nous le ferons savoir, dans ce qui est notre politique constante, vous le savez, la politique de rassemblement populaire et nous jouons ce rôle mieux que jamais ; à cet égard le secteur des relations extérieures a multiplié les contacts, les rencontres avec les formations, les organisations les plus diverses.
Nous avons eu une rencontre, je dirai dans de bonnes conditions avec le M.R.G. - je sais bien, pour avoir suivi notamment une partie de la réunion d'hier, mais je le savais même un peu avant, que l'excellence de ce climat ne se retrouve pas toujours dans les départements, notamment de certaines régions de l'hexagone, mais ce sont là de petits problèmes que nous savons bien seconder -. Nous avons eu une rencontre que pour ma part je considère comme tout à fait positive, avec le P.S.U. et le communiqué auquel nous avons abouti - j'attire votre attention, c'est une formation modeste, mais compte tenu des attaques que nous subissons naturellement de certains côtés, la reconnaissance par ce parti du côté positif de tout ce qu'il y a de positif dans le changement engagé, l'accord sur tout une série d'aspects delà politique extérieure de l'actuel gouvernement de la France - croyez moi ce n'est pas négligeable et là aussi nous pouvons en tirer avantage.
Nous avons eu enfin une rencontre sur laquelle beaucoup a été dit, c'est pourquoi j'en dirai fort peu, avec la direction du Parti Communiste Français. Elle a vérifié ce que nous constatons au gouvernement et sur le terrain, à savoir que dans l'état actuel des choses, et à moins de faire un procès d'intention - et nous n'avons pas à en faire, ni de ce côté ni d'aucun autre - les choses se passent comme elles doivent se passer du point de vue de l'application de la politique gouvernementale. Alors évidemment, cela étant dit, aussi bien dans nos conversations que lors du congrès qui a été suivi par une importante délégation du Parti Socialiste, lors du XXIVème congrès du P.C.F., demeurent

naturellement de grandes interrogations avec lesquelles nous avons déjà l'habitude de vivre, j'ai même l'impression que cela fait, si l'on regarde le fond des choses, cela fait un bon demi siècle que l'on vit avec, à savoir : comment concilier cela et puis le refus d'admettre que la direction du Parti Communiste n'a peut-être pas - voyez la modération de mes termes, mais je sais combien il faut être modéré dans les termes - eu tout à fait le comportement qu'il fallait en certaines périodes, par exemple en 1977-1980.
La deuxième interrogation : comment concilier cela avec cette approbation et, ce qui a frappé mes camarades - je n'étais pas membre de la délégation - ce n'est pas l'approbation de la direction du Parti Communiste, mais c'est l'approbation unanime, enthousiaste, chaleureuse, de l'ensemble du congrès, donc un congrès d'appareil, de structures figées, de ce qui se fait en Pologne, en Afghanistan, bref de ce qui est la politique globale du camp soviétique.
Là, il y a aussi une interrogation, nous vivons avec, ce qui ne veut pas dire d'ailleurs que l'on doive s'endormir sur cette interrogation, d'autant plus, et ce sera mon dernier mot, que naturellement si les choses de ce côté-là n'évoluent pas très bien, et c'est vrai qu'elles n'évoluent pas très bien, il n'est tout de même pas très bon qu'une conférence comme celle de Madrid, qui est la suite d'un acte international à Helsinki, auquel nous nous associons nous, Socialistes, dans laquelle nous avions fondé beaucoup d'espoir, tourne comme elle tourne et elle ne peut pas tourner autrement, à partir du moment où certains participants refusent l'ombre d'une application des principes sur lesquels on s'est engagé.
Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Seulement maintenant nous éprouvons, et comment ne pas l'éprouver, mais cela c'est une autre affaire, au-delà du bilan d'activité qui est le nôtre et avec lequel nous devons vivre maintenant et qui pèse, et qui risque de peser beaucoup, y compris sur ce que nous avons entrepris pour changer ce pays, la plus grande fragilité de la paix. Il est vrai, j'entendais le résultat d'un sondage, ce n'est qu'un sondage mais c'est tout de même une indication, paru aujourd'hui à cet égard, que c'est le sentiment de l'écrasante majorité de l'opinion.
Oui, la paix est redevenue plus fragile et, dans un monde tellement interdépendant, cela n'est pas indifférent, mais peut-être aussi la réussite bien engagée de ce que nous faisons en France, ne sera-t-elle pas sans influence sur la paix internationale.
(Applaudissements)

Le Président - Chers camarades, merci d'abord à Jean Poperen.
Je suis heureux en votre nom à tous d'accueillir ici Pierre Mauroy, Premier Ministre, qui nous fait le plaisir de venir participer aux travaux de notre Convention. Qu'il en soit remercié.
(Très vifs applaudissements)
Avant d'engager le débat, je voudrais vous donner la liste des membres qui sont proposés pour la Commission des Résolutions, qui doit être réunie tout à l'heure pour traiter des modifications statutaires et des problèmes de contentieux. Cette Commission des Résolutions se réunira en fin de matinée.

Voici les noms qui vous sont proposés : 21 membres titulaires et 10 suppléants. (Lecture de la liste des membres de la Commission des Résolutions).
Ces membres seront donc invités à se retrouver en fin de matinée pour examiner les problèmes qui les attendent.
Nous allons maintenant engager sans plus attendre le débat politique et je vais prendre les inscriptions.
Qui souhaite intervenir ?
(Inscription des orateurs)
Nous allons arrêter là une première liste et s'il y a d'autres orateurs, nous verrons ensuite.
Je donne tout de suite la parole à Michel Françaix

Michel Françaix
Etant particulièrement d'accord avec les analyses qui ont été faites par Jean Poperen, vous ne serez pas étonnés, camarades, que je n'insiste pas aussi lourdement que lui sur les points positifs qui me paraissent particulièrement importants, mais que je fasse quelques remarques qui ne doivent pas être considérées comme des remarques négatives, puisque je l'ai bien dit je prends en compte tout ce qui a pu être dit par Jean Poperen.
Mais l'examen de la situation politique doit appeler notre réflexion sur quelques événements de la récente période, tant sur le plan national que sur le plan international.
Sur le plan national, nous l'avons dit, la période a été marquée par plusieurs événements significatifs :
- L'échec des récentes législatives partielles, qui ne remet pas en cause, nous l'avons dit, la stabilité du nouvel ordre politique.
Par contre, comme Jean Poperen l'a remarqué, cet échec révèle la mobilisation relative de l'électorat de Droite et, par voie de réciprocité, le désintérêt de l'électorat populaire, d'une part, et d'autre part l'erreur d'avoir mêlé le gouvernement à une opération principalement électorale, en leur donnant ainsi une importance démesurée.
Il constitue pour nous un double avertissement,
- d'une part de la Droite, placée sous l'hégémonie du mouvement le plus autoritaire, c'est-à-dire le R.P.R.,
- d'autre part du Parti Communiste, qui n'acceptera jamais une certaine tendance à faire de sa marginalisation un but politique, et il ne faut donc pas s'étonner - s'il ne faut pas le regretter il ne faut pas s'étonner - si l'on ne peut pas "pilonner" le Parti Communiste sur sa position sur la Pologne et mobiliser son électorat
D'autre part, la réunion récente des Cadres à Pantin, exprime la versatilité de ces couches sociales, dont le malaise résulte notamment de l'exercice de plus en plus difficile de l'autorité de la hiérarchie, de l'appréhension unilatérale du phénomène de solidarité nationale marqué par le sentiment d'injustice des mesures fiscales.
En effet, l'approfondissement de la lutte des classes remet en cause les

Collection Jean Jaurès

phénomènes d'hégémonie culturelle par lesquels les couches moyennes ont tendance à assimiler leurs intérêts à ceux de la bourgeoisie.
Les mesures fiscales prises pour assurer le financement des dispositions sociales sont exploitées bien sûr de façon démagogique par l'opposition, pour donner aux cadres l'impression qu'ils sont une cible privilégiée du pouvoir.
Les conséquences de ce malaise agissent au niveau de la cohésion du front de classe qui avait permis la victoire du 8 mai.
Je n'insisterai pas sur l'intervention agressive de groupes organisés contre les travailleurs de la Fromagerie d'Isigny. Je dirai que de tels procédés appellent de notre part la vigilance de toutes les forces engagées dans le processus du changement et donc du Parti Socialiste, et je pense qu'il faudra y veiller fermement.
Je dirai quelques mots du problème des ordonnances.
Les ordonnances, moi qui suis responsable d'une petite entreprise, je les ai ressenties comme un flottement en ce qui concerne les décisions prises par le Gouvernement sur le problème des 39 heures, mais peut-être encore plus sur la 5ème semaine de congés payés.
Il faut savoir que dès le lendemain nous recevions des instructions de toutes les instances du patronat, nous disant : voilà, ligne 3, alinéa tant... Alinéa 4.... Ils ont oublié de préciser ce point-là... Allez dans ce sens-là... Vous allez pouvoir récupérer très facilement ce qui n'a pas été dit....
Et je dois dire que j'ai été surpris d'entendre notre Ministre du Travail, quelques jours après, avoir l'air de ne pas savoir si cette cinquième semaine de congé payée, c'était l'hiver qu'il fallait l'accorder,, ou s'il y avait une période de deux jours et en ce sens j'avais l'impression qu'il était entouré de camarades qui avaient préparé son texte, mais qu'il ne savait pas que les vacances dans une entreprise cela se passe dans une période qui va de mai à mai et qu'il fallait qu'il puisse expliquer que la loi devait être rétroactive pour que l'on puisse bénéficier dès 1982 d'une semaine de congé supplémentaire, ce qui n'est pas du tout apparu d'une façon nette et définitive dès le début.
La réorganisation de l'opposition autour de son pôle le plus autoritaire redonne donc espoir aux éléments traditionnellement hostiles à la Gauche.
Cette unité apparente ne repose sur aucun projet sérieux, elle est essentiellement négative mais elle est rendue possible par l'activité du seul mouvement de masse organisé à Droite, par le formidable appui des groupes de pression qui agissent sans vergogne dans les ordres économique, institutionnel et culturel.
Ces groupes de pression (fidèles gardiens des intérêts de la classe dominante) ont placé leurs meilleurs éléments dans les principaux appareils de l'Etat,
Leur attitude provoque deux effets liés :

- elle retarde le changement en le freinant, et produit une sorte d'apathie des forces populaires ;
- elle crée le sursaut nécessaire à une Droite jusque là très traumatisée.

Ces trois éléments liés globalement entre eux reflètent la dislocation progressive du front de classe.
Le mouvement des masses parait gelé autour d'une vision purement statique du

changement, venu de dispositions exclusivement législatives et réglementaires.
Les militants voient leur tâche contenue dans un rôle d'explication sans que, par ailleurs, les sources principales de l'information participent à cette explication nécessaire des phénomènes économiques, sociaux et politiques.
Il en résulte une vision manichéenne de l'action gouvernementale, et une réduction du rôle du Parti à une simple fonction de relais.
Les militants - confrontés comme les autres travailleurs à la réalité quotidienne - doutent. L'opinion publique devient de plus en plus sensible aux surenchères démagogiques et contradictoires, faute d'explications et de perspectives concrètes.
Ainsi donc, ce rapide examen politique des événements récents autorise quelques interrogations sur l'action gouvernementale rendant parfois malaisé notre effort d'explication :

- volonté d'approfondir le changement mais difficultés à réagir devant les groupes de pression ;
- volonté d'élargir et de consolider le font de classes... oui, volonté d'élargir et de consolider le front de classes, mais tentation d'atténuer la lutte des classes ;
- volonté de renouveau dans les institutions mais recours aux compétences les plus marquées par la technocratie;
- volonté d'affirmer notre désengagement mais nécessité de préserver la stabilité mondiale ;
- volonté d'aider les mouvements populaires mais nécessité de prendre en compte les rapports de force pour ménager les perspectives de paix ;
- volonté de désarmement mais primauté de l'indépendance nationale.

Cette série non exhaustive de contradictions fondamentales donne le sentiment d'une politique incohérente. En réalité, nous savons qu'il n'en est rien. En réalité, aucune politique ne peut s'inscrire en dehors du temps et se critiquer en dehors de son contexte.
"L'impatience n'est jamais révolutionnaire"disait Lénine ; rien n'est plus vrai aujourd'hui, mais il faut le faire savoir. Il faut donc juger les actes de nos gouvernants sur la ligne politique des réformes entreprises. Cette ligne politique ouvre-t-elle la voie du changement ? Oui. Cette voie s'inscrit-elle dans le choix fondamental, affirmé à chacun de nos congrès, de la rupture anticapitaliste ? Sans doute !
Ce sont là les vraies questions à partir desquelles s'accroît ou se résorbe, peut se résorber, le malaise d'un certain nombre de militants.
Par ailleurs, et je conclurai là, l'action de notre parti est elle-même saisie par un certain doute. En effet, nos dirigeants nous proposent-ils une analyse rigoureuse du développement national et international de la lutte des classes ? Sommes-nous les éléments dynamiques de la mobilisation populaire ? Voulons-nous que notre parti soit un parti de masse ? Sur quels thèmes ? Avons-nous les moyens réels de l'explication politique nécessaire auprès des masses ?... La formation ?... Un journal ?... Le changement dans les média ?...
Le parti ne doit pas nous enfermer dans le dilemme de la patience et de la confiance. Il faut qu'il excite notre intelligence par un effort de réflexion sans

précédent, sur la situation présente marquée par la surenchère démagogique de l'opposition, l'inertie de la Haute Administration, et le poids des lobbies. Merci.

Le Président - La parole est à Paul Quilès.

Paul QUILES

Mes chers camarades, je voudrais vous rendre compte en quelques instants très brefs d'une journée importante qui s'est déroulée hier. Je veux parler de la réunion des premiers secrétaires fédéraux.

Je peux vous dire que cette journée - je crois que je ne serai pas démenti par les premiers secrétaires fédéraux qui sont encore là aujourd'hui - a été très riche, très utile, et certainement très efficace.

Pour la première fois nous avons travaillé en groupes de travail, groupes qui ont fonctionné, l'un sur les cantonales avec Eugène Teisseire, sur le problème de la disponibilité des premiers secrétaires fédéraux, avec Yannick Bodard, le troisième sur les relations entre Parti et Gouvernement, avec Michel Debout, et le quatrième sur le système d'information des militants, avec Guy Allouche.

Je crois que ces quatre thèmes, et cela est apparu hier, regroupent bien les préoccupations actuelles, non seulement des premiers fédéraux, mais de la plupart des militants et des cadres de notre Parti.

Et je voudrais, au nom des 90, je crois, premiers secrétaires fédéraux qui étaient présents hier à cette réunion, essayer de vous résumer brièvement les travaux et de les verser en quelque sorte à la réflexion de notre Convention nationale d'aujourd'hui. Je reprendrai donc les quatre thèmes.

Premier thème : celui de la préparation des Cantonales.

Jean Poperen rappelait justement tout à l'heure que c'était des élections politisées et qu'il fallait être bien naïfs pour penser le contraire. D'ailleurs la Droite elle-même le dit, et je feuillette là un texte qui a été diffusé hier aux premiers secrétaires fédéraux, qui est un projet d'article type pour les cantonales… Pas un projet d'article type du Parti Socialiste, mais de l'U.D.F, qui est très intéressant à lire puisque ce texte explique clairement que ces élections seront des élections politisées.

Tout au long de ce document on voit apparaître les thèmes qui seront précisément développés par les candidats de l'opposition U.D.F., probablement aussi du R.P.R. Il s'agit en fait d'une déclinaison au niveau local de toutes les critiques que nous entendons actuellement au niveau national.

Je vous lis quelques phrases significatives.

Par exemple :

"Nous allons assister, avec ces élections, à une nouvelle étape vers le mainmise de l'Etat Parti Socialiste sur tous les pouvoirs"...

Un peu plus loin :

... "Les Socialistes veulent étendre l'emprise des théories socialistes sur le pouvoir local"...

Et un peu plus loin, on parle, bien évidemment, de lutte des classes :

... " Les Socialistes veulent étendre 1'affrontement politique et la lutte des

classes aux décisions locales".
Et tout le reste est du même acabit. On nous parle "des Socialistes qui veulent tisser les mailles d'un Socialisme dont on ne pourra plus sortir",..
... "Les socialistes (toujours) veulent supprimer le Préfet et le remplacer par un élu délégué du Parti Socialiste"…
Et enfin, ils nous disent que "la décentralisation se traduira par une régression des libertés locales".
Voilà donc le premier travail qui sera celui de nos candidats et des militants Socialistes : répondre à ces attaques, répondre à la Droite, qui existe toujours…
Je vous rappelle ce qui s'est passé il y a quelques jours à Isigny ; il est quand même assez extraordinaire, assez inquiétant, de voir cela. Le Parti, vous le savez, a réagi très vigoureusement par un communiqué du bureau exécutif. Nos camarades ont également réagi sur place, dans le Calvados. La Droite existe toujours. Regardez le renouveau, en quelque sorte, des idées de la nouvelle Droite, Regardez cette campagne de dénigrement systématique. Je crois que nos candidats et nos camarades auraient tort d'oublier que la Droite, malgré ses difficultés, est toujours présente.
Nous aurons également dans cette campagne des élections cantonales à expliquer la politique du Gouvernement, et les premiers secrétaires fédéraux ont demandé, et la direction nationale essaiera d'y répondre rapidement, qu'il soit fourni aux candidats des argumentaires détaillées sur la politique gouvernementale en ce qui concerne les différents secteurs : l'agriculture, les artisans, l'école, etc.. Je crois qu'il faut que nos camarades candidats aient rapidement ces documents à leur disposition.
D'autre part, le thème delà décentralisation a été évoqué, et nous sommes convenus que ce thème serait probablement aussi au centre des discussions au cours de cette campagne. On rappelait même le slogan de François Mitterrand en 74: rendre le pouvoir aux citoyens. Et il faudra peut-être que les candidats Socialistes expliquent en quoi ils sont mieux placés, eux candidats Socialistes, pour faire en sorte que ce pouvoir, que la Droite veut reprendre, soit rendu aux citoyens.
Et ce thème, "La décentralisation", s'il est correctement développé, permettra d'être une réponse efficace à l'accusation de la Droite, à savoir : que les socialistes veulent mettre la main sur tous les pouvoirs et veulent faire régresser les libertés locales.
Autre sujet abordé en ce qui concerne les élections cantonales - Jean Poperen y faisait allusion tout â l'heure -, le problème de l'alliance avec les radicaux de Gauche qui, comme vous le savez - je pense surtout à nos camarades du sud-ouest et de quelques autres départements - est une alliance qui pose quelques problèmes assez délicats.
Je pense, et cela a été dit hier, que la proportionnelle réglera certainement bien des problèmes avec nos alliés radicaux de Gauche, mais malheureusement la proportionnelle ne s'appliquera pas aux élections cantonales, donc il faudra essayer de régler au mieux localement tous ces problème:
Deuxième thème : celui de la disponibilité des premiers secrétaires fédéraux.

Ceux, ici, qui ne sont pas premiers fédéraux, considèrent peut-être que c'est un thème second. Les premiers secrétaires fédéraux qui en ont discuté hier, avec certaine passion, considèrent bien au contraire que c'est un sujet fondamental parce que, depuis le 10 mai, on demande beaucoup plus au Parti, pas seulement au niveau national, mais aussi dans les fédérations, et ils le savent très bien. On demande beaucoup plus à l'extérieur du Parti... Je pense à l'administration, à l'opinion publique, et j'en parlerai dans un moment... Mais on demande aussi beaucoup plus à l'intérieur du Parti, et le premier secrétaire fédéral est celui sur qui repose toute la pyramide des responsabilités dans une fédération, dans un département.

De nombreuses suggestions ont été faites hier pour améliorer cette disponibilité, pour trouver des moyens concrets afin que le premier secrétaire fédéral soit plus disponible.

A cette occasion a été rappelé hier - et je veux le faire aujourd'hui à la tribune de cette Convention : le principe de la prééminence, inscrite dans les statuts, du pouvoir politique sur le pouvoir des élus, à tous les niveaux. Et en disant cela aujourd'hui, comme nous l'avons dit hier, nous ne voulons pas rechercher quelque conflit que ce soit entre ce pouvoir politique et le pouvoir des élus, mais simplement faire en sorte qu'il soit possible et effectif que les instances politiques du Parti - qu'il s'agisse des premiers secrétaires fédéraux, des commissions exécutives fédérales, du comité directeur ou du bureau exécutif du Parti puissent effectivement, dans une période qui est vitale pour le Parti et pour la France, puisque nous avons la majorité absolue à l'Assemblée nationale et que nous allons de plus en plus avoir de larges majorités dans les départements, faire en sorte que le pouvoir politique puisse, comme je l'ai dit tout à l'heure, exercer sa prééminence, de façon aussi à ce que l'on évite les dérives que l'on a connues, que les partis Socialistes ont connues dans d'autres pays, et que nous avons connues dans notre propre pays à une autre époque de notre histoire.

Troisième thème évoqué hier : les relations entre Parti et Gouvernement.

La discussion s'est surtout concentrée, vous l'imaginez bien, puisqu'il s'agissait des premiers secrétaires fédéraux, sur ce qui concerne les relations entre le Gouvernement et le Parti au niveau départemental, Et la discussion a été particulièrement passionnée, vous l'imaginez bien.

Nous avons commencé en analysant la situation, par constater qu'actuellement régnait une certaine confusion dans l'opinion publique, que nous le voulions ou que nous ne le voulions pas, c'est-à-dire que quand les gens parlent dans la rue, sur les marchés, tous ceux que l'on rencontre, les Socialistes, c'est autant le Président de la République, que le Premier Ministre, que les Ministres, que le Parti Socialiste… On dit : "les Socialistes pensent… Les Socialistes disent… Les Socialistes font…" pour les gens de la rue, pour le Français moyen, c'est autant nous, ici, que le Gouvernement.

Nous pouvons dire et répéter, nous le faisons fréquemment, qu'il y a une différence entre les deux et ce sera un des thèmes de discussion de cette journée, que vous le vouliez ou non, dans l'esprit populaire, cela est un, et nous sommes obligés d'en tenir compte, car on exige, du fait de cette confusion, beaucoup du

Parti Socialiste, on exige beaucoup des responsables locaux du Parti Socialiste et, en conséquence, ces responsables se doivent d'être correctement informés. C'est tout le problème de l'information mutuelle qui est posé à travers cette remarque.

Il faut informer les dirigeants du Parti de la politique gouvernementale. Il faut aussi, bien que ce ne soit pas l'objet de la discussion, que le gouvernement informe correctement l'opinion publique et à plusieurs reprises, hier, nos camarades ont fait remarquer qu'il y avait actuellement un problème de stratégie, de communication, que beaucoup de choses se faisaient, beaucoup de décisions étaient prises, mais qu'il n'était pas évident que l'opinion publique était correctement informée et de ce point de vue là nous avons pensé hier qu'il y avait un effort à faire.

Mais j'en reviens au problème de l'information même du Parti et des responsables fédéraux.

Plusieurs réseaux de communication existent à travers le Gouvernement :

- le premier réseau est celui du contact entre le gouvernement et les élus : nous sommes arrivés à la conclusion que ce réseau là fonctionnait correctement,
- le deuxième réseau est celui qui fonctionne entre le gouvernement et l'administration, celui là aussi semble t-il marche bien.

Par contre, le troisième, entre le Gouvernement et le parti, toujours au niveau local, semble présenter quelques failles et de nombreux exemples ont été cités hier de Ministres qui se déplaçaient dans les départements en n'en informant pas les fédérations ou en les informant trop tardivement ou en ne demandant pas leur avis.

Que l'on me comprenne bien et qu'on comprenne bien la démarche des premiers secrétaires fédéraux, il ne s'agit pas de dire : le Gouvernement doit soumettre ses décisions à l'accord ou à l'avis des fédérations, il n'en est pas question, mais nos camarades pensent et je crois qu'ils ont raison, qu'un contact préalable avant une visite peut être particulièrement utile, y compris pour le Ministre d'abord pour analyser l'opportunité au moment d'une visite à tel ou tel endroit, ainsi que pour définir le contenu politique de certaines interventions

Nos camarades parlaient de l'effet annonce et de l'effet chaleur.

L'effet annonce, c'est la possibilité pour la fédération pour les militants Socialistes, d'utiliser l'annonce qui est faite d'une information utile pour le département, l'effet chaleur, c'est la possibilité, pour un Ministre de rencontrer des militants Socialistes d'une fédération.

Je crois que le Parti Socialiste, c'est ce que disaient nos camarades hier, c'est cela aussi, c'est la possibilité de cette chaleur dans les contacts qui manque il faut bien le dire de temps en temps lors du déplacement de certains de nos Ministres.

La solution quelle est-elle ?

Certainement dans une meilleure information dans les deux sens, à la fois montante, de la fédération vers le Parti vers le Gouvernement de façon que le Gouvernement soit mieux informé des préoccupations des militants, donc de la population, et une information descendante du Gouvernement vers le Parti vers les fédérations et, de ce point de vue là, nos camarades souhaitaient hier que les

fédérations soient prévenues de certaines décisions prises par le Gouvernement, par certains Ministres en même temps que les élus, a fortiori lorsque les élus du département sont des élus de Droite, de façon à ce que nos camarades puissent mieux expliquer les décisions et les accompagner, en quelque sorte, en les amplifiant par des campagnes d'explication.

Quatrième thème, un thème dont nous parlons depuis des mois dans le Parti et qui commence à aboutir à un certain nombre de décisions : le problème de l'information des militants.

Je l'ai dit, il y a un instant, c'est une nécessité pour expliquer la politique du gouvernement et pour expliquer aussi, ne l'oublions pas, les positions du Parti Socialiste, car, comme l'a fait remarquer notre camarade Barry hier, il est indispensable dans la période actuelle, et on le perd un peu de vue en s'obnubilant sur des questions d'information gouvernement / Parti, de ne pas oublier que le Parti a un rôle d'élaboration politique aujourd'hui autant qu'hier, et si le Parti perd de vue ce rôle d'élaboration politique, il y perdra aussi son identité et une de ses fonctions essentielles.

Je crois que cette intervention de notre camarade hier était importante, parce qu'elle recentrait bien le rôle du Parti dans la période actuelle. Les propositions qui ont été faites, ont été multiples, Jean Poperen évoquait la reprise du Poing et la Rose mensuel, la lettre hebdomadaire aux militants. Il y aura des problèmes de finances, tout cela est loin d'être réglé, mais bonne note a été prise de l'ensemble des suggestions.

Voilà tout ce qui a été discuté et élaboré par les premiers secrétaires fédéraux;comme vous pouvez le constater, la journée a été très riche et la phrase de François Mitterrand qui disait que les journées des premiers secrétaire fédéraux étaient certainement les instances du Parti où on travaillait le plus… J'espère que la Convention ne s'en offusquera pas… D'autant qu'on y retrouve en partie les premiers secrétaires… S'est trouvée encore vérifiée hier.

Il me semble que la qualité des travaux, le dynamisme que nous avons constaté des principaux responsables du parti au niveau fédéral et leur volonté d'animer un parti vivant et un parti bien dans sa-peau, malgré toutes les difficultés que nous avons rencontrées à effectuer notre mutation de parti d'opposition en parti au pouvoir… Je crois que tout cela est une bonne réponse à toutes les critiques que nous entendons ici et là et à toutes les interrogations pour savoir si le. Parti Socialiste existe ou n'existe pas.

Chers Camarades, le Parti Socialiste je pense qu'il existe et moi je pense comme vous que je le rencontre tous les jours.

Le Parti Socialiste, nous le rencontrons, nous le voyons, nous le faisons vivre, nous l'entendons.

La difficulté que nous rencontrons - et je crois que nous pouvons le dire, puisque nous sommes à huis-clos - c'est que les médias ne s'intéressent au Parti Socialiste et à d'autres organisations que lorsqu'il y a des scandales, lorsqu'il y a des affrontements. Or, depuis le Congrès de Valence que voulez-vous, il n'y a au moins en théorie plus de courants, donc il n'y a plus d'affrontements susceptibles de passionner les médias.

D'autre part, et cela est bien normal, depuis le 10 mai, les feux de l'actualité sont plutôt tournés vers le Gouvernement et cela je pense ne surprendra personne.
La voie que nous avons à suivre - et je pense que Lionel Jospin y reviendra dans son intervention - est très étroite entre trois écueils.
Le premier écueil est celui de ce que j'appellerais l'hégémonisme, la volonté de notre Parti d'imposer ses solutions et de faire pression en permanence de façon publique sur le Gouvernement.
Le deuxième écueil serait celui de l'inexistence de l'absence d'un Parti timoré qui n'oserait pas s'exprimer et faire savoir ses positions.
Le troisième écueil c'est celui du suivisme.
Un Parti qui en permanence prendrait la défense du Gouvernement quoi qu'il advienne et quelles que soient les décisions du Gouvernement.
Entre ces trois écueils, la voie est effectivement étroite mais je suis sûr que ces deux jours, je veux dire la réunion des premiers secrétaires fédéraux, hier la réunion de la conférence nationale entreprises et également Jean-Paul Bachy en parlera peut-être tout à l'heure et la convention nationale, je crois que ces deux jours qui ont vu un intense travail et ont vu un débat important se dérouler entre nous. Nous avons lancé de façon significative la campagne pour les élections cantonales.
Je souhaite que ces deux jours marquent aussi un tournant dans la nouvelle phase de la vie de notre Parti depuis le 10 mai.
J'espère en tout cas ne pas me tromper. Je suis sûr de refléter le point de vue des premiers secrétaires fédéraux, qui ne l'oublions pas, constituent l'armature de notre Parti.
(Applaudissements).

Le Président - La parole est à Nicole Bricq

Nicole BRICQ
Mes chers camarades, on nous parle beaucoup de démobilisation. Il vaudrait mieux parler d’une absence de mobilisation dans la mesure où la victoire du 10 m n’a pas joué dans le sens auquel nous donnons toute sa valeur au mot, dans le sens actif et populaire.
Comment s’en étonner, alors même que cette victoire était avant tout celle du Parti, le nôtre, et celle du candidat François Mitterrand.
Dans un climat de désunion syndicale et politique qui dure encore aujourd’hui. Les conditions de la victoire pèsent lourd, car si le mouvement d’en haut est perceptible, celui d’en bas se fait toujours attendre.
On l’a bien vu dernièrement lors de l’application de l’ordonnance sur les 39 heures.
Il était un peu facile de dire aux travailleurs : luttez pour obtenir la compensation salariale et le maintien des avantages acquis. Mobilisez vous pour obtenir ce à quoi vous avez droit.
Ces travailleurs ont du mal à comprendre que le Gouvernement s’en remette aussi facilement à eux alors que les résistances patronales sont toujours aussi

fortes, sont toujours aussi prenantes.
Cette absence de mobilisation n'est donc pas nouvelle. Ce qui est nouveau c'est que notre Parti en ressente quelque peu les effets.
Cela n'a rien de surprenant dans la mesure où il est plongé dans une société qu'il reflète et il est normal qu'il en reflète les difficultés et les contradictions même si en même temps, il a vocation à transformer cette société.
C'est donc une période difficile que nous vivons, période difficile parce que sans point de repère historique mais aussi compte tenu de cette attente généralisée.
Nous l'avons assez dit et répété : sans mouvement d'en bas, le mouvement d'en haut se heurtera fatalement au mur de la bourgeoisie dont l'expression politique a certes pris un sérieux coup en mai / juin dernier mais dont les relais sont intacts, qu'ils soient institutionnels, corporatifs ou idéologiques.
Nous sommes réunis ici pour faire le point par rapport au mandat qui nous était confié au Congrès de Valence.
Au milieu des réalités auxquelles nous sommes confrontés tous les jours et ces réalités ont été significatives d'une évidence quelque peu occultée bien qu'elle n'ait jamais été aussi profondément à l'ordre du jour : celle d'un affrontement avec la bourgeoisie qui, chaque fois que nous avons une étape à franchir dans le processus de Gouvernement de la Gauche a la charge de conduire depuis que le Front Populaire lui en a confié la tâche.
Je veux parler ici d'une bataille qui met bien en jeu une conception de la société et qui, si elle se place sur le terrain des réalisations pour le Gouvernement, se place aussi et surtout sur le terrain des idées pour le Parti, et c'est sur ce terrain là que le Parti doit raffermir sa présence de la même manière qu'il s'y était positionné avec le projet Socialiste en 80 ans, analysant la société contemporaine et e posant le principe de la lutte des idées dans notre pays comme une donnée fondamentale du combat des Socialistes.
Nous ne disions pas autre chose à Valence.
Je lis : la rupture avec le capitalisme ne doit pas seulement transformer le fonctionnement économique et politique de la société française. Elle ne sera effectivement que si se produit, dans le même temps une transformation profonde des modes de pensée.
Force est de constater aujourd'hui que la bourgeoisie est à l'offensive sur ce terrain là et que nous ne savons pas encore lui faire pièce alors que nous incarnons le pouvoir avec toute la légitimité que lui confère le vote de juin dernier.
Quel exemple significatif dont le rapprochement nous permettra de cerner cette offensive qui si nous n'y prenons garde pourrait devenir beaucoup plus spectaculaire.
Je prendrai trois exemples.
Il me semble que cette offensive idéologique de la bourgeoisie et de la Droite par conséquent a commencé au moment de l'affaire Fillioux. Je ne rappelle pas ce qu'elle a été à propos d'une émission de télévision où un Ministre de tutelle donnant son avis sans plus provoqua un tollé alors même qu'il ne faisait

qu'exercer les prérogatives de sa charge.
Tollé dans un milieu qui n'avait pas été particulièrement de notre côté lors de la campagne et qui a souvent tendance à ériger en valeur universelle la pensée d'une petite élite intellectuelle.
Plus significative est l'affaire de Pologne où l'on a vu à cette occasion, la Droite relever la tête et vouloir nous donner des leçons de démocratie. Je crois que sur ce terrain, le terrain des Droits de l'Homme, nous n'avons à recevoir des leçons de la Droite et nous l'avons montré. Mais il nous semble que sur ce même terrain où la Droite se pose là en redresseur de torts, nous avons quelque chose à dire parce que nous sommes Socialistes. Nous avons à donner une dimension de Gauche à notre intervention en insistant sur le changement en France.
La meilleure manière - et Jean Poperen l'a rappelé tout à l'heure - d'aider le peuple Polonais est de réussir le changement, montrant ainsi au monde et particulièrement au peuple des Pays de l'Est qu'entre Communisme et Social-Démocratie nous ouvrons ici et maintenant en France une voie originale au Socialisme.
Cela ne nous dispensera pas d'une solidarité active avec la Pologne mais nous permet de remettre l'explication sur un terrain qui est le nôtre : celui des Socialistes.
Le dernier exemple est bien sûr la décision du Conseil Constitutionnel de janvier sur les nationalisations. Le parti a eu raison de dire que c'était une décision politique et que c'était là une atteinte à la volonté populaire.
Posons-nous quelques questions et demandons-nous si partout dans nos fédérations nous avons supporté cette décision du Parti au niveau national, si nous avons su réagir partout où nous avions des entreprises nationalisables, si nous avons su nous mobiliser à cette action ?
Toute l'exploitation politique de ces événements par la Droite renforcée par le résultat des élections partielles n'a qu'un seul but : faire accroire dans l'opinion l'idée que les Français ont voté le 10 mai sur une illusion et qu'une fois revenus de leur déconvenue, ils sauront réagir.
C'est la vieille opposition entre pays légal et pays réel. Cette entreprise idéologique vise petit à petit à encercler le Gouvernement qui serait sommé à chaque initiative de la justifier alors même qu'il a reçu du pays un mandat clair et déterminé.
La Droite cherche à accréditer l'idée que le Gouvernement mène une expérience certes mais sans lendemain. Cette pression ne s'exerce pas uniquement sur le terrain des idées, elle descend aussi dans la rue, manifestations paysannes orchestrées, manifestations patronales.
Nous devons agir vite et fort. La Droite ne peut avoir le monopole de cette pression idéologique. Nous avons les moyens de l'amener dans le sens du changement, d'abord en ne nous comportant pas nous-mêmes comme des expérimentateurs, en inscrivant l'action du gouvernement dans la durée, et en en faisant ressortir la cohérence dans le cadre de notre projet politique, ensuite en rejetant l'idée d'un gouvernement sur la défense. Personnellement, l'image d'Edith Cresson, battant en retraite en hélicoptère, m'a fait froid dans le dos. Il

faut que la Convention montre son appui et sa détermination à notre camarade Ministre.
Mais là aussi sommes-nous sûrs qu'à l'occasion de cette manifestation, nous avons su, dans nos fédérations - moi, je suis dans une fédération de Paris, c'est un peu différent, mais dans les fédérations concernées par le problème - sommes-nous sûrs que le Parti a su réagir là où il le fallait, quand il le fallait, en se mobilisant, auprès des délégations de la F.N.S.E.A., en leur montrant ce que le gouvernement avait fait depuis huit mois pour les agriculteurs ?
Agir vite et fort, cela signifie aussi que le Gouvernement prépare mieux les décisions qu'il prend, par une prédisposition de l'opinion, ce qui ne signifie pas forcément mise en condition, mais cette lutte là, le Gouvernement doit aussi la mener.
Je me souviens il y a un an - il y a un parti très fort pour mener cette idéologie, c'est le Parti Communiste - quand il revendiquait partout où il parlait, partout où un dirigeant s'exprimait, il ne disait qu'une chose: nous voulons des Ministres au Gouvernement. Ils sont arrivés à la chose suivante, c'est que si François Mitterrand, le soir du 10 mai n'avait pas annoncé qu'il prenait des Ministres communistes dans son gouvernement, l'opinion en eut été étonnée. Je crois que c'est un bon exemple de pression idéologique.
Mais qui peut mieux que le Parti mener cette nécessaire bataille d'idées ? Cette dimension est de plus un intérêt mobilisateur parce qu'elle est le sens même de notre action militante. Aujourd'hui, on a un peu tendance à bannir de notre langage le mot "lutte". Je crois que le titre de cette Convention, c'est "consolider le changement". Nous ne devons pas oublier, nous, militants socialistes, nous direction du Parti, que le mot "lutte" est plus que jamais à l'ordre du jour. Nous consoliderons le changement par la lutte, précisément. Ainsi, chaque changement politique doit donner lieu pour le Parti à une explication en trois volets :

- ce que nous disions hier, dans l'opposition,
- ce que fait, le Gouvernement aujourd'hui, pourquoi il le fait, comment il le. fait, quelles sont ses contraintes,
- enfin, dernier volet, le plus important car c’est là que l’action du Parti prend tout son sens, le rappel de nos objectifs et la mise en perspective dans notre projet de société.

Ce travail là, seul le Parti Socialiste peut le mener.
Nous ne devons pas nous transformer en techniciens de l’action gouvernementale. Un militant Socialiste, quel qu’il soit, est précisément Socialiste parce qu’il est capable, à partir d’un événement politique, d’en donner une explication ponctuelle, certes, mais aussi de la relier à une analyse globale et de la projeter dans l’avenir.
Nous avons à substituer un projet politique à un autre projet, œuvre pour laquelle il faut du temps et de la ténacité, mais pour laquelle le Parti Socialiste devrait être particulièrement armé, lui qui, hier, a su rompre avec une logique infernale que, pendant des années, la droite avait tenté de faire croire aux masses qu’elle était fatale.

Aujourd'hui nous avons une formidable chance historique. Nous devons nous en saisir et nous sommes armés pour le faire.
Faites un retour en arrière. Rappelez-vous il y a un an, ce n'est pas vieux, comme par sa ténacité, le Parti Socialiste a su porter son candidat à la victoire. Aujourd'hui l'histoire s'ouvre à nous et nous devons être les agents moteurs de cette histoire.
(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Louis Mermaz.

Louis MERMAZ
Chers camarades, la question qui est, en quelque sorte, au centre de notre convention de Suresnes, est bien la suivante : est-ce que nous avons tenu nos promesses ? Le fait qu'un hebdomadaire l'affirme ne nous dispense pas, bien sûr, de nous livrer nous-même à un examen et je voudrais, très brièvement faire une série de remarques sur la stratégie de rupture, l'union de la Gauche, le bilan de l'action gouvernementale, le rôle du Parti dans des temps nouveaux et la bataille des cantonales qui s'engage.
Si nous relisons les motions de nos précédents congrès, qu'y trouvons nous ? Stratégie de rupture affirmée et ré-affirmée au congrès de Metz, puis au congrès de Valence, qu'une certaine presse a trouvé congrès de colère et de fureur, rupture graduelle, compromis. Un terme pacifique et bien tranquille.
Est-ce que la rupture graduelle, le compromis de la motion de Valence se retrouve, est-ce que c'est la même chose que le changement ? Est-ce que, les yeux sur les sondages, nous n'avons pas oublié la nécessaire rupture qui a nourri les motions de tous nos congrès depuis dix ans ? (Applaudissements)
Eh bien ! Au risque d'en décevoir certains, j'affirme que le Parti, le Gouvernement, le Président de la République sont restés fidèles à la stratégie de rupture, même si le Conseil Constitutionnel à un peu noyé la clarté des données initiales.
Les nationalisations sont un événement de portée considérable dans notre vie politique et notre vie économique. C'est l'événement essentiel du septennat depuis neuf mois et il n'est qu' a entendre les déclarations, les exhortations, les mises en garde d'un homme comme monsieur Gattaz, s'exprimant au nom du C.N.P.F., pour dire que, oui, là, il y a un changement, un bouleversement en profondeur. mais ces nationalisations ont été tellement attaquées, tellement critiquées, tellement déformées, qu'il faut aujourd'hui les resituer et qu'il faut que le parti entreprenne une grande campagne pour les resituer, pour les défendre et pour les illustrer.
J'affirme aussi que la décentralisation ressort bien à la stratégie de rupture, et c'est tellement vrai que, dans les trois et quatre années qui viennent, nous aurons a mener un combat incessant à la base, sur le terrain, si nous voulons être assurés que ce qui est en train de se réaliser n'est pas entamé par toutes les forces qui s'opposeront, y compris dans l'administration et la haute administration, à une véritable décentralisation qui donne le pouvoir aux élus.

Sur la stratégie d'union de la Gauche, quelques remarques, nous avons tenu bon, comme le rappelait la motion du Congrès de Metz nous avons tenu bon face au Parti Communiste de 1977 a 1981, pour imposer quoi qu'il en coûte cette stratégie d'union de la Gauche, et nous l'avons emporté sur le plan politique et sur le plan moral. On comprend que, de ce point de vue, lors de son dernier congrès, le Parti Communiste ait été particulièrement discret.
A l'appel de François Mitterrand, nous avons mené jusqu'à la victoire cette stratégie d'union de la Gauche. alors, nous n'allons tout de même pas avoir des états d'âme aujourd'hui où André Lajoinie, président du groupe parlementaire Communiste, nous déclare que les relations entre le Parti Socialiste et le parti Communiste ont pris leur vitesse de croisière.
Vous remarquerez que ce n'est pas une formule aux accents particulièrement révolutionnaires.
J'estime pour ma part que nous sommes loin d'avoir épuisé tout le dynamisme et toute la dynamique contenues dans l'union de la Gauche. et quelles que soient les différences d'analyse ou d'appréciation historique que l'on puisse avoir sur nos relations avec le parti Communiste et sur l'histoire du parti Communiste, je pense que nous devons veiller a préserver l'unité de notre ton et la cohérence de nos propos. Gardons nos ministres Communistes, gardons nos ministres Communistes car le changement continue de passer, continuera de passer par la stratégie d'union de la Gauche qui, seule, nous permet d'être en prise directe sur les masses populaires et de les mobiliser pour le changement. (Applaudissements)
Dans ce climat d'unité préservée, le bilan de l'action gouvernementale me paraît tout à fait positif, même si l'heure des difficultés est venue, nous l’ignorons pas, et d'ailleurs, nous en verrons d'autres, car si nous continuons de tenir nos promesses, si nous continuons de vouloir changer la société, soyez certains que les difficultés, les obstacles et les entraves ne manqueront pas, qu'ils viennent de France ou de notre environnement international.
Le gouvernement, le parlement ont accompli une somme de réformes très importantes en l'espace de quelques mois. l'action du gouvernement de Pierre Mauroy et l'action de Pierre Mauroy pour le redressement de l'économie française où une première stabilisation a été obtenue, pour la réduction des inégalités sociales, est une action dont il faut souligner le caractère éminemment positif. Certes, il y a parfois des précautions à prendre, et c'est vrai qu'après quelques jours de flottement, nous avons respiré d'aise, et nous avons été soulagés lorsque le Président de la République et Pierre Mauroy lui-même ont dit les choses clairement, en ce qui concerne les trente neuf heures, diminution de la durée hebdomadaire du travail sans réduction de salaire. nous sommes en droit d'attendre que les mêmes précautions, des précautions infinies soient prises, lorsque viendra la discussion, l'élaboration de l'ordonnance sur la retraite.
Je me permettrai d'ailleurs de vous faire remarquer - cela ne vous étonnera pas, comme parlementaire, que je dis cela - que je préfère pour ma part la procédure par la loi, que la procédure par l'ordonnance, je sais parfaitement qu'il fallait aller vite et que les Français avaient le droit, là aussi, en matière sociale, à un

changement rapide, et j'ai parfaitement conscience que pour que l'Assemblée Nationale puisse demander, que la majorité des Socialistes puissent demander qu'on procède essentiellement par la voie législative, il faut que l'Assemblée Nationale modernise ses méthodes de travail, et c'est un souci du groupe parlementaire, soyez-en certains.

Les Français ont conscience que le changement est bien en route, mais les Français attendent aussi des modifications dans leur vie quotidienne, une transformation des relations entre le citoyen et la haute administration, entre le citoyen et l'administration ; plus de liberté d'initiative pour les fonctionnaires à l'intérieur de leur administration, des relations nouvelles dans les entreprises entre les patrons et les salariés. c'est pourquoi le projet de loi sur les droits nouveaux des travailleurs est attendu avec impatience.

Et puis, on le dit beaucoup ces temps-ci, et cela correspond à une aspiration profonde : une télévision plus objective, mais une télévision, c'est vrai, un peu plus gaie, car les Socialistes ont assez dit que le Socialisme, c'était aussi la fête, et ce n'est pas tous les soirs la fête a la télévision... (Applaudissements)

Il est vrai que si ceux qui ont la responsabilité des programmes - n'étant pas de l'exécutif, je peux le dire sans être accusé d'exercer même un timide droit de censure - des programmes télévisés, voulaient bien, une fois pour toutes, se dire que la plupart des salariés en France se lèvent entre 5 h,30 et 6 h, du matin et qu'effectivement il faut leur donner les bonnes informations et les films, en gros dans un créneau de l9 a 22 h., ce serait déjà une considérable amélioration.

Et puis, nous sommes en droit d'attendre de notre gouvernement non seulement le changement, tout le changement promis et annoncé, mais c'est vrai aussi une plus grande cohérence dans l'expression extérieure, et je sais que le Premier Ministre en est très soucieux.

C'est vrai que des déclarations, tantôt sur la pause, tantôt sur l'accélération des reformes, troublent l'opinion publique, c'est vrai que des appréciations diverses, en quelques jours, sur la situation polonaise et le rôle de la France dans le drame polonais, troublent l'opinion publique.

Il faut veiller à cela, mais il faut se dire aussi que l'état de l'opinion, par rapport à l'action de François Mitterrand et du gouvernement de Pierre Mauroy, est bonne à l'heure actuelle, quelques remarques très rapides sur le rôle du parti.

La formule est dans tous les esprits : ni godillots, ni contestataires, bien sur un parti qui soit capable de soutenir l'action du gouvernement, de l'expliquer, de la défendre, même si certaines mesures sont parfois plus difficiles à expliquer que d'autres, c'est cela le devoir de loyauté et de cohérence entre le parti et le gouvernement.

L'explication : c'est aussi une certaine distanciation, une distanciation certaine du parti par rapport au gouvernement. Il revient au gouvernement d'impulser, d'avoir des idées, d'imaginer, tout en contrôlant.

Et comment le parti contrôlerait-il vraiment s'il n'est pas capable d'inventer, d'imaginer, d'expliquer.

Tout à l'heure Lionel Jospin fera vraisemblablement des propositions en ce sens, donc je serai excessivement bref. J'ajouterai cependant qu'il revient au parti de

donner l'explication théorique et idéologique de l'action gouvernementale, de la politique de transformation en cours et de la resituer dans le continu historique.
Mais il faut aussi ne pas laisser se développer le moindre climat de morosité chez les militants.
Etant allé dans beaucoup de fédérations, depuis le mois de juillet dernier, moi je trouve des militants, parfois certes irrités, parfois impatients, mais en bonne santé politique, des militants prêts à se battre, des militants qui sont prêts à se mobiliser chaque fois qu'il le faut, et des militants qui se souviennent bien que nous avons voté suffisamment de motions depuis dix ans, dans lesquelles il était dit : le changement ne viendra pas seulement de l'appareil d'Etat et du haut, mais il viendra du travail des militants et du travail des masses.
Je n'ai jamais vu un congrès du Parti Socialiste au cours duquel on n'ait pas retenu une thèse sur l'autonomie des masses, mais le parti a toujours été unanime pour dire que son rôle au sein des masses était fondamental et nous ne devons pas, dans nos fédérations, être les spectateurs passifs, tantôt satisfaits, tantôt inquiets de l'action du Président de la République ou du gouvernement. Nous devons être des acteurs sans cesse mobilisés du changement, mais pour cela il faut que le parti renforce ses moyens d'action, il faut que le parti fasse circuler - vieux problème - de plus en plus vite l'information à travers nos rangs.
En conclusion, si vous le permettez, quelques mots sur la bataille des cantonales. Soyons offensifs, soyons très offensifs, soyons sans complexe.
D'abord nous avons une forte dose de sécurité qui nous est apportée, je le dis dans ce congrès de travail, sans aucune hésitation: la rectification de découpages cantonaux injustes et anciens rétablit dans une certaine mesure, ou commence à rétablir l'équilibre de représentation des populations. Cela nous aidera très certainement à conquérir de nouvelles présidences de Conseils Généraux, ce qui sera très important à l'heure de la décentralisation.
Mais nous ne comptons pas sur ces rectifications administratives pour mener à bien la bataille des élections cantonales.
Seront-elles un test national qui permettra d'apprécier ou non la popularité de l'action de François Mitterrand et de son gouvernement ? Peut-être. Mais ces élections cantonales ne seront-elles pas plutôt un test qui permettra de mesurer le degré de combativité de la Gauche contre la Droite. Je crois que c'est là qu'il faut situer le test, si test national il doit y avoir.
Le propre de la Droite, c'est d'ailleurs Pétain qui l'a dit en son temps, dans les temps tragiques, c'est d'avoir la mémoire courte. Chirac et Valéry Giscard d'Estaing ont la mémoire courte, Barre un peu moins, lui se souvient au moins d'avoir entendu parler d'un certain accord sur le gaz franco-soviétique.
Giscard d'Estaing, dans une succession de déclarations à Stern, à Match et au Figaro, a vraiment tiré en quelques jours une salve d'impostures, quant à son comportement passé, dans l'affaire polonaise ou dans la guerre du gaz franco-soviétique, il faut leur rappeler cela.
Je ne sais si les élections partielles qui se sont déroulées sur un terrain soigneusement choisi par le Conseil Constitutionnel ont marqué pour nous la fin de l'état de grâce, mais j'ai la conviction que pour la Droite l'état de disgrâce

n'est pas terminé et qu'il faudra encore beaucoup de temps à M. Giscard d'Estaing, à M. Barre et à M. Chirac, pour se renflouer au niveau de l'opinion publique.
Oui, les élections cantonales seront un combat de la Gauche contre la Droite et nous nous souviendrons que nous avons préparé le changement par dix années de succès au niveau des élections locales, cantonales et municipales, et nous savons que nous renforcerons la politique du changement en conquérant de nouveaux pouvoirs locaux, car la conquête des pouvoirs locaux, reliée par une stratégie d'ensemble, une stratégie au service de l'union de la Gauche, sur un projet global de transformation de la société, c'est cela l'apport historique du Parti Socialiste, même à l'occasion d'élections locales, il faut le confirmer. (Applaudissements)

Le Président - La parole est à Montoya des Hautes-Pyrénées.

Pierre MONTOYA (Hautes Pyrénées)
Mes chers camarades, il y a tout de même dans la situation actuelle, qu'on le veuille ou non, des situations concrètes celles-ci et une contradiction apparaît dans le rapport d'activité, c'est cette même contradiction entre l'idée et la pratique. Je veux parler de celle qui consiste à porter une quelconque réflexion sur l'action gouvernementale et constater l'étendue des luttes, ainsi que les réponses que l'on est en mesure de fournir au plan gouvernemental.
C'est particulièrement le moment, pour des Ministères, de lier la théorie du parti et l'ensemble de nos débats, et leur pratique concrète sur le terrain. Eh bien croyez-moi, camarades, il y a parfois un déphasage très important.
Mais là aussi, militants Socialistes, il faut être en lutte, il faut être en lutte et non pas être spectateur de ces luttes, à condition bien sûr que nous ne soyons pas en présence de positions qui parfois vont à l'encontre des luttes ouvrières dans lesquelles sont engagés les vaillants militants socialistes.
Je veux parler, dans mon département, ce la CERAVER, du conflit de la CERAVER, lutte dans laquelle les militants Socialistes qui sont en guerre occupent l'usine, avec les militants Communistes et avec les militants de la C.G.T.
La Fédération des Hautes Pyrénées du Parti Socialiste, consciente du problème économique que cela pose pour notre département, que cela pose pour un millier de travailleurs, a pris position il y a deux ans, sous Giscard d'Estaing : non licenciement de la CERAVER. Eh bien nous maintenons notre position, quel que soit le gouvernement.
C'est vrai aussi que des têtes auraient dû tomber.
C'est une revendication qui se renforce et qui trouve chaque jour un large écho dans nos rangs, et essentiellement dans la classe ouvrière.
Depuis plusieurs mois les travailleurs de la CERAVER sont en lutte pour l'emploi, on nous annonçait plus de 800 licenciements, eh bien on nous les annonce toujours, au nom d'une stratégie industrielle. Hier aussi c'était au nom d'une stratégie industrielle. Si ce n'est pas la même, qu'est-ce qui a changé par

rapport aux travailleurs licenciés ?
Si quelques améliorations sont proposées, il ne nous semble pas que la logique ancienne ait été remise en cause et c'est aussi cela que dénoncent les travailleurs.
Les spécialistes actuels, mes camarades, sont les spécialistes d'hier. Ont-ils changé, y compris ceux qui hier faisaient violence contre les militants Socialistes, dont on constate que toujours les Socialistes sont en tête sur les listes de licenciement.
Nous voulons nous une toute autre logique et nous l'avons répété : vivre, travailler et décider au pays.
Nous voulons une autre logique, un effort conséquent pour développer les commandes intérieures, au détriment d'importations qui nous privent d'instruments comme la CERAVER, une usine qui a été construite sur un programme de commandes de cinq ans, qui a été amortie en cinq ans, qui n'a que cinq ans et qui va être cassée.
Mais nous voulons aussi, à travers ces conflits sociaux, puisque nous sommes dans les luttes, et que c'est là aussi notre mission historique, avoir d'autres relations avec certains Ministères.
Nous ne sommes pas des kleenex, nous sommes le Parti, nous sommes ceux qui avons arraché la victoire face à la Droite, nous sommes ceux qui représentons les forces vives du Socialisme, et pas l'inverse.
Je regrette aussi de constater que les militants Socialistes, mes camarades ouvriers de la SNIAS, sont encore pourchassés vivement par les R.P.R. et autres réactionnaires de service, qui eux progressent encore dans les structures de cette entreprise.
Les antisocialistes et antisyndicaux sont toujours en place et sont renforcés par une politique trop timorée, là où nous laissons du vide, ils s'incrustent. C'est vrai, poussons la démocratie à outrance, il arrive un stade où c'est vraiment du masochisme.
Dans les différentes interventions, ce qui a été dit, nous le pensons tous pour l'essentiel, mais enfin il y a des problèmes concrets, c'est cela la réalité et c'est à nous mais aussi au gouvernement, à en prendre conscience, car ce sont des situations que nous subissons ; et c'est toujours aux mêmes, c'est nous militants ouvriers à qui l'on demande encore, pour le moins dans mon département, des sacrifices.
Comme cette contradiction, par exemple, qui consiste à affirmer que mon département est prioritaire pour le développement industriel, alors que dans le même temps on liquide une grosse usine, dans un département de Gauche, et dans une commune socialiste !...
Que pouvons-nous dire aux travailleurs de la CERAVER ? C'est contre notre propre combat de classe ? C'est le chômage qui vous attend ?... Vous resterez 300 ouvriers à l'intérieur de l'usine, avec 280 cadres ?... Dans une usine moribonde, à ce que les spécialistes affirmaient !... Ils en ont décidé ainsi, au nom de cette fameuse stratégie industrielle. On nous affirme que nos capacités, à nous militants ouvriers, ne nous permettent pas d'en juger. Voilà l'exemple typique d'une démarche autogestionnaire et hautement démocratique !....

Eh bien ! Non, je peux vous dire que nous tiendrons bon, par tous les moyens, nous ferons intervenir le rapport des forces, avec l'ensemble des fédérations de Midi-Pyrénées dont la majorité déjà nous apportent leur soutien.
Nos élus aussi prennent part aux luttes. Ils y prennent une part active, très actives, même s'ils sont face à une attitude ministérielle, car le 10 mai pour eux représente quelque chose qui n'est pas seulement à usage interne.
Ceci ne peut pas durer. L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs, eux-mêmes, et il est: évident que partout où il faudra avoir un rapport de forces sociales, face au patronat, il faudra appeler non seulement à la vigilance la classe ouvrière, mais l'appeler aussi à la combativité.
Et, croyez-moi, dans nos fédérations ne nous ne sommes pas démobilisés, nous sommes mobilisés activement au travers des problèmes d'emplois, au travers de l'occupation des usines, dont nous voulons qu'elle réussisse.
Alors, concernant cette usine en conflit depuis plusieurs mois, 4 jugements en référé. On fait appel y compris aux forces de police pour faire évacuer l'usine. Heureusement, cela vient d'un Ministère peut-être conséquent, lui, les travailleurs n'ont pas été expulsés par les forces de police. Ils y sont toujours. Mais quelle est cette attitude d'un Secrétaire d'Etat local qui se permet, sur la poussée des "jaunes", de demander l'intervention des forces de police pour "vider"les travailleurs en lutte de l'usine, alors que les piquets de grève étaient composés de militants Socialistes ?
Là aussi, notre fédération a élevé une protestation. Et nous n'admettrons pas de telles attitudes. Quitte à mettre en cause quelqu'un du Gouvernement et à demander publiquement la démission d'un camarade qui serait dans l'incapacité de répondre aux aspirations des travailleurs, alors qu'il a été élu pour les défendre.
Mes chers camarades, j'ai aussi une motion de la commission exécutive fédérale de la Haute-Garonne, que je vais vous lire :
"La commission exécutive fédérale de la Haute-Garonne, et l'ensemble des secrétaires de section, réunis en convention fédérale le vendredi 12 février, tient par la présente motion à témoigner de leur inquiétude sur l'évolution du climat social de la SNIAS (Toulouse) et des conséquences pour l'économie régionale de cette détérioration.
Depuis plusieurs mois, les parlementaires, les responsables du Parti, attirent l'attention des pouvoirs publics sur cette situation.
Après la victoire aux élections législatives, la mise en place d'un gouvernement de Gauche, l'annonce des réformes, autant d'éléments positifs porteurs de l'espoir des travailleurs !...
Hélas ! A la SNIAS-Toulouse, le changement n'est pas prouvé. Pour une entreprise nationale, les mots-clés sont : sélection, filtrage politique à l'embauche, nomination aux postes de responsabilité de cadres du R.P.R.
La C.R.E. Haute-Garonne demande : arrêt de la ségrégation politique à l'embauche, arrêt de la chasse aux syndicats, promotions et avancements rétablis, au sens entier, respect des organisations syndicales, sans privilège pour aucune d'entre elles.

Voilà, mes Camarades, ce que l'on peut penser, ce qui existe, aussi concrètement que possible, sur le terrain.
Alors, quand on parle de luttes et d'actions gouvernementales, il ne faudrait pas qu'il y ait distorsion et contradiction, il faut que l'action du Parti et de l'Etat soit une action tournée dans le même sens, et non dans le sens contraire. Cela, c'est une réalité concrète, mes camarades.
Et je vous invite en particulier à discuter avec les militants ouvriers de vos fédérations, à discuter avec les délégués syndicaux, à faire des études concrètes sur le terrain, des propositions. Les grandes idées sont très bonnes quand effectivement on peut les appliquer.
Je prends exemple de la visite que j'ai eue la semaine dernière de la part d'une organisation syndicale, me demandant de signer et d'approuver publiquement un communiqué du Ministère de l'Industrie sur la situation de la CERAVER, visite proposée à ce syndicat à l'initiative du Ministère lui-même.
Nous avons refusé d'approuver ce communiqué, mais nous avons aussi refusé de le dénoncer publiquement, pour le moment.
Savez-vous ce qu'on vient nous proposer, mes camarades ?... On vient nous proposer ouvertement, camarades Socialistes, ceci :
"Vous êtes conscients de la situation, nous vous demandons, devant l'attitude du Parti Communiste, de vous joindre à nous pour faire et pour construire dans ce département un front anti-Communiste et anti-C.G,T.".
Ceci est scandaleux.
Le rapport des forces passera forcément par la mobilisation des militants Socialistes à l'intérieur de ce syndicat, pour démontrer aussi que le Parti dispose des moyens de pression, pour faire une démonstration convaincante. Quelle est cette situation qui permet à un Ministère de ne pas prendre en compte le rapport des forces politiques et syndicales ?... On exclut de la discussion une centrale syndicale qui représente 80% des votants ! On discute ardemment et on aboutit à un accord avec une organisation syndicale qui, sur 1400 travailleurs, dispose de 24 cartes syndicales ! Voilà la réalité.
Ce que nous demandons c'est, dans la fédération, dans l'ensemble des fédérations, que les propositions et les discussions soient accueillies plus favorablement par les Ministères. Car, également, quelle est cette attitude qui consiste à ne pas informer la fédération concernée des problèmes et des décisions prises ? Quelle est cette même attitude qui consiste à envoyer le communiqué, en premier, à une U.D. départementale, sans en avoir informé le Parti, ni les élus, ni la préfecture, en pleine nuit, à 22h.30 ? En pleine nuit ces gens-là reçoivent le communiqué du Ministre ! La préfecture, le Parti, ne l'ont pas reçu. L'administration départementale ne le reçoit que le lendemain. Y aurait-il des privilèges ?
Ou alors, effectivement, serions-nous des gens chargé d'expliquer et de mettre en place une politique contre laquelle nous avons lutté ?
Ce que nous voulons c'est que les règles du Parti soient respectées, que les règles de la bienséance et de la démocratie soient également respectées, qu'enfin les militants Socialistes voient leur dignité reconnue en tant que telle. Dignité des

militants Socialistes, dignité des fédérations, concertation démocratique, nous ne demandons pas autre chose !
(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Lionel Jospin.

Lionel JOSPIN
Chers camarades, cette tribune ne tient pas compte des progrès de la nutrition, de la santé, des conquête des travailleurs, et a été faite visiblement en fonction de ce qui était la taille moyenne du Français et du militant Socialiste il y a 20 ans. Vous me pardonnerez donc, comme aux autres camarades, le côté"penché vers vous", et peut-être donc un peu "prêcheur", que cela risque de donner à mon propos.
Chers camarades, le 10 mai, il y a 9 mois, la Gauche est au pouvoir, son installation est faite, sa politique est lancée. Il est possible, il est même nécessaire, donc, de faire un premier bilan, et cette convention nationale, de ce point de vue, vient à propos.
Que l'euphorie de mai/juin se dissipe, qu'il y ait des problèmes et des difficultés, comment s'en étonner ?... L'Euphorie, pas plus que l'état de grâce, ne sont l'état normal d'un peuple ou d'une démocratie.
Na sacrifions pas trop, dans nos analyses, à la pensée magique, contentons nous de conserver, par notre action collective, par son explication, la confiance du pays. Pour le moment elle nous est acquise.
J'ai dit que les difficultés étaient nombreuses. Voyons d'abord celles qui viennent du dehors, à l'extérieur de nos frontières, car nous ne sommes pas venus au pouvoir dans une conjoncture extérieure favorable.
Après dix ans de crise, c'est-à-dire de croissance économique ralentie, d'inflation et de chômage grandissant,, d'instabilité monétaire, de poussées spéculatives sur les monnaies, de concurrence commerciale anarchique, et souvent même déloyale, dans un engourdissement progressif du grand projet que représentait la Communauté Economique Européenne, rien n'est véritablement, dans le monde occidental, plus largement même dans la communauté internationale, réglé. Aucun ordre cohérent ne s'esquisse à l'issue de cette crise.
Le dollar américain rêve à restaurer sa puissance, mais à des taux et au prix d'une politique monétaire qui affectent non seulement son économie, et, croyez-le, bientôt sa santé, mais aussi celle de ses partenaires européens.
Le chômage continue à croître dans la C.E.E.,dépassant 10 millions d'hommes et de femmes, et dans l'O.C.D.E plus de 20 millions.
Cette crise économique pénètre même les pays du COMECOM, les pays de l'est, ceux que d'autres appellent les pays Socialistes, pays chez qui on accuse l’absence de liberté, les erreurs de gestion et le poids énorme de la bureaucratie sur la direction du pays.
Dans ce qu'on appelle le tiers monde, dans les zones périphériques, elle élargit progressivement les zones de désespoir et elle multiplie les confusions qui, retentiront sur nous.

Dans ce contexte de crise, les 2 super-puissances durcissent leur politique.
A Moscou, une équipe vieillissante, dans un système bloqué, tant au plan économique que politique, voyant que depuis vingt ans, pas un pas en avant n'a été fait en direction des libertés dans ce pays, ou dans ces pays, ou lorsqu'ils ont été faits, comme en Tchécoslovaquie ou en Pologne, - ils ont été brisés, édifie une capacité militaire qui excède de beaucoup les besoins de la défense du pays, notamment à l'égard de l'Europe occidentale, et même des actions internationales dangereuses pour la détente, par exemple en Afghanistan, sans rien dire de ce qu'elle a approuvé et sans doute aidé techniquement en Pologne.
A l'autre bout, de l'autre côté et proche en même temps, à Washington, une administration très conservatrice, fermée au mouvement d'émancipation qui se cherche un chemin en Amérique du sud, relance à grands frais la course aux armement. Pour la 1ère fois, en 1982, les dépenses consacrées à la dépense, dans le budget américain en temps de paix, atteindront pratiquement un tiers de ce budget. C'est le record absolu depuis la 1ère Guerre Mondiale, c'est-à-dire depuis que les E.U. se sont lancés dans une politique planétaire.
Cette équipe. poursuit une. politique, déflationniste et monétariste - dollars et taux d'intérêts élevé qui met en danger l'économie occidentale.
La fermeté des E.U. sur l'arène. internationale, que je ne juge pas nécessairement négative,, n'a d'intérêt pour nous, peuples européens, que si elle se fonde sur des principes et des actions qui soient acceptables pour la communauté internationale, sinon c'est un facteur supplémentaire de troubles.
Cette tendance à la bi-polarisation sur le plan international, ce retour partiel à l'esprit de guerre froide, il faut comprendre qu'ils peuvent créer un problème à l'union de la Gauche, dans la mesure ou un gouvernement où siègent ensemble Socialistes et Communistes, est un gouvernement qui transgresse un certain nombre de tabous internationaux.
Lorsque la contradiction, lorsque la tension se fait sentir aux extrêmes, elle risque de peser aussi sur la distribution des forces politiques en France et sur notre solidarité.
Nous avons amorcé nous-mêmes, par rapport à de vieux tropismes, un changement d'orientation à travers les années ; il serait souhaitable que cela soit fait aussi ailleurs. En tout cas, à cette situation, non seulement les socialistes doivent y réfléchir - et j'appréciais tout à l'heure le propos de Mermaz - mais aussi les Communistes doivent l'avoir à l'esprit.
C'est une situation qu'il nous faudra savoir gérer, sur le plan international, en donnant toute sa place à l'Europe et en des relations fécondes avec le tiers monde, sur le plan interne, et les positions de la direction du Parti Communiste sur la Pologne ne facilitent pas la tâche, en maintenant clairement notre conception du Socialisme, notre attachement aux libertés, sans céder en même temps aux campagnes anti-Communistes sur la Pologne ne facilitent pas la tâche, en maintenant clairement notre conception du Socialisme, notre attachement aux libertés, sans céder en même temps aux campagnes anti-Communistes intéressées, et parfois même hystériques de ceux qui voudraient décider à notre place ce qui est bon pour nous, ce qui est bon pour les

travailleurs et pour les Français.
Sachons en tout cas que les réalités internationales pèseront sur notre politique.
Certes, nous pourrons nous même les influencer ces réalités, si notre politique extérieure est un succès, notamment si notre politique économique est un succès, car elle nous donnera la marge d'action nécessaire. Souvenez-vous comment De Gaulle, dans un autre concept, sur une autre politique, avec d'autres principes, a dû en rabattre de ses ambitions lorsque son échec intérieur, politique, social, avec 1968, économique, avec la dévaluation du Franc, lui a rogné les ailes !
Les secousses du monde extérieur, de toute façon – Iran, Pologne, Proche-Orient, Amérique Centrale – nous serons, dans notre action, autant d'aléas, d'autant, et c'est mon second point, qu'il faut gérer l'héritage intérieur… J'allais dire aussi l 'héritage antérieur, qui est mauvais.
Là non plus, rien qui ne doive surprendre les militants Socialistes, s'ils y réfléchissent.
La France est un pays conservateur à sauts brusques, qui a toujours avancé, à certains moments par pulsations, secouant des périodes d'inertie et de conservatisme.
Il n'est pas d'exemple que la Gauche dans notre histoire - voyez 1936, voyez 1945 - soit arrivée au pouvoir à l'issue d'une phase d'euphorie économique ou sociale. C'est seulement quand la crise est là, quand la vie devient, pour des millions d'hommes et de femmes, insupportable, que les Français arrachent les bandelettes du conservatisme, les bandelettes de l'habitude et se décident à s'engager dans une politique de transformation avec les forces de changement que nous représentons.
Nous gagnons toujours en France au moment où nous trouvons une ardoise et il faut bien dire que la dernière est particulièrement salée, et si j'insiste sur ce point, camarades, c'est que l'opposition voudrait nous faire croire dès maintenant, neuf mois après, que tout est effacé de la gestion d'avant.
Or, nous ne sommes pas devant une table rase, je pense à la véhémence de ce que disait notre collègue Montoya tout à l'heure, il nous faut montrer la démagogie et l'irresponsabilité de ceux qui nous ont tant parlé quand ils étaient au pouvoir de la rigueur des choses économiques, de la lenteur de leur évolution et qui maintenant qu'ils sont dans l'opposition agitent à grand bruit la baguette du magicien comme si tout pouvait être réglé en quelques mois.
Or, les retards pris à l'école, dans les crèches, dans le logement social, les frustrations accumulées dans notre société par le maintien des injustices, la baisse du revenu agricole, le recul industriel, le chômage croissant, les habitudes inflationnistes pénétrant l'économie, voilà ce qui nous a été légué par nos devanciers. Cela pèse encore sur nous et cela pèsera encore, il faut le savoir, longtemps.
Il faut dire à l'opinion que nous assumons nos responsabilités, mais seulement les nôtres, ne laissez pas, chers camarades, de côté le thème du bilan de la Droite, vous commettriez, nous commettrions une erreur politique.
Ce point est d'autant plus important que logiquement les impatiences qui étaient illustrées avant moi à la tribune, elles sont justement à l'intérieur de notre propre

camp.
Quand Giscard est élu, la majeure partie de ceux qui ont voté pour lui, dans la mesure où ils appartiennent aux milieux les plus privilégiés ou aux milieux confrontés à l'aisance, peut d'une certaine façon attendre, mais lorsque c'est François Mitterrand qui est élu, une masse de gens, oubliés, maltraités, négligés, confrontés à la dureté de la vie sur le plan quotidien, espèrent des changements rapides dans leur vie, alors qu'au même moment, d'autres venus également vers nous des couches intermédiaires de la société, moins nombreux, mais plus prompts à s'exprimer, sont peut-être plus sensibles aux arguments du modérantisme développés notamment par l'idéologie de Droite.
C'est pourquoi bien caler notre politique dans cette situation contradictoire est une tâche délicate pour les responsables gouvernementaux, bien sûr, mais aussi pour le Parti.
Notre victoire, c'est évident, a provoqué une grande joie populaire, mais elle dérange en même temps de puissants intérêts et provoque chez d'autres d'acres bouffées d'hostilité, parfois même de haine.
La plupart des médias ne sont pas pour nous, je ne m'en plains pas, je le constate et je cherche enfin où pourraient dire quotidiennement leur espérance et leur confiance les millions de gens humbles qui, eux, croient en ce changement ?
La législation démocratique sur la presse, née des aspirations de la résistance, est toujours bafouée par certains dans ce pays ; là aussi, il faudra le moment venu y songer. Et puis, la Droite, ce n'est pas le passé, elle est là, elle combat présentement la société Française, elle est dans le système institutionnel, les nominations anciennes dans certaines instances ou les choix démocratiques légitimes lui ont donné sa place, un Président élu pour sept ans, disions-nous au début, une majorité élue pour cinq ans, nous avons cru que c'était trop facile ! Et de ce point de vue, pour se garder des naïvetés optimistes, le coup de semonce du Conseil Constitutionnel, les freins et les lourdeurs administratives que nous constatons, sont de bons révélateurs. Certes, les partis conservateurs ont reçu un rude coup en mai et en juin, mais tous les hommes, chers camarades, sont adaptables et la Droite continue à exprimer un courant d'opinion important dans ce pays, un courant politique profond, appuyé sur des réalités sociales qui n'ont pas encore bougé.
Le rapport de force Gauche-Droite en France reste certainement celui du premier tour des élections présidentielles et non pas celui des élections législatives. Disons le à nos militants et à nos sympathisants. Ainsi, l'excès d'illusion ne conduira pas à l'excès de déception, comme lors des élections législatives partielles, et préparons les cantonales pour mesurer notre vraie force, car je crois qu'il s'agira cette fois d’un test très significatif.
La Droite combat, je le disais ; je ne pense pas qu'il faille exagérer son impact, ni le talent de ses leaders. Face à notre politique, qui a sa cohérence et des contours bien marqués, bien définis, les partis conservateurs n'ont au fond qu'un discours négatif. Ils n'osent pas revendiquer leur gestion ancienne ; elle a conduit à la défaite et ils n'ont pas encore fait l'effort de réflexion et de débat qui leur permettrait de présenter une nouvelle alternative, plus convaincante et cette

fois constructive.
En outre, les fruits amers de la politique économique conservatrice suivie à Washington et à Londres ne facilite pas leur démonstration auprès du pays. Mais la Droite hésite à trouver son ton ; parfois, elle voudrait faire croire qu'après cet accident de l'histoire, elle reviendra normalement par le bon sens des Français, au pouvoir. Bien plus souvent, elle marque par la violence de son ton, par la caricature de ses attaques, par les tentations singulières qui naissent sur ses marges, que c'est d'autres recours qu'elle voudrais espérer trouver dans la situation Française.
La vieille tentation dorgeriste, dont parlait dans une conversation Pierre Joxe, que cherche à faire surgir à nouveau en milieu paysan un certain nombre de leaders, les réflexes qu'on cherche à susciter à nouveau chez les cadres ou dans certaines couches moyennes indépendantes, beaucoup plus grave cette intervention d'un commando armé à Isigny, témoignent aussi d'une pente d'une partie de la Droite.
Je pense, et je l'ai dit aux responsables, qu'il faut être impitoyables avec les tentatives du type de celle qui a été perpétrée à Isigny et écraser ce genre de tentation dans l'œuf. Je trouve que le monsieur qui a mené ce commando a un peu trop paradé sur les marches d'un palais de justice et je trouve qu'il faut aller plus loin que la mise en cause de cette personne.(Applaudissements)
Je pense aussi d'ailleurs qu'il faut demander à ceux qui s'approprient, il est vrai qu'ils ont le sens de la propriété, avec tant d'impudeur le vocable de républicain, le drapeau de la République, alors qu'ils sont les héritiers historiques de ceux qui étaient contre la République quand le problème de la République se posait, ce qu'ils pensent du commando d'Isigny, car je les trouve singulièrement silencieux sur cette affaire et je m'étonne d'ailleurs qu'un journaliste ait tendu son micro ou prêté une page de son journal au leader des partis conservateurs en France pour demander quel était son point de vue sur ce qui s'est passé dans cette petite ville du Calvados ! (Applaudissements)
Je disais qu'il ne fallait pas exagérer l'impact des leaders de la Droite, je pense qu'il ne faut pas non plus s'exagérer leur talent.
Certes, Jacques Chirac a du talent dans l'art publicitaire. C'est un maire très imparfait, qui sait presque faire croire qu'il est bon. Mais n'en faisons pas une montagne de Jacques Chirac. Il est l'homme qui a fait perdre à son Parti la Présidence de la République, le poste de Premier Ministre et Matignon, et la majorité à l'Assemblée Nationale.. pour le même homme, c'est quand même une triple couronne !
Et puis, il manque de vraie conviction politique, sa carrière sur dix ans l'a d'ailleurs montré et de cette qualité de caractère qui appartient aux gens qui prennent leurs responsabilités. A Paris, où un certain nombre d'entre nous militent, nous devons constater qu'il les fuit sur deux problèmes très importants, par exemple, comme ceux de la sécurité et du logement social, et j'ai un peu l'impression que Jacques Chirac s'inspirant de cette ritournelle qui avait cours avant la Révolution Française - je cite à peu près, les puristes me critiqueront peut-être - "Je suis tombé par terre, c'est la faute à Voltaire, le nez dans le

ruisseau, c'est la faute à Rousseau", va partout répétant : "C'est la faute à Defferre, c'est la faute à Quillot".
On le sait, sa force c'est l'opportunisme, mais elle sera aussi sa faiblesse et d'ailleurs Marie-France Garaud le lui a déjà dit.
Et puis, les choses pour Jacques Chirac sont vraiment trop faciles pour le moment : tout l'espace à Droite lui est laissé, cela ne durera pas. Qui surgira dans l'autre horizon de la Droite ? Giscard ou un autre ? Il est difficile de le dire, mais on voit bien ce dernier, Giscard, comme un papillon ébloui, venir à nouveau se heurter, et se heurter est le mot juste quand on voit avec quelle maladresse il a répondu au Sunday Time à propos des problèmes qu'il a eue avec le Centre-Afrique, à cette source de lumière qui lui donna son énergie ancienne : la fascination du pouvoir.
On peut en être sûr, les contradictions à Droite vont renaître.
Pourtant, il faut convenir que dans la bataille politique, cette Droite pratique la caricature de l'opposition et la simplification du discours de façon efficace. Il nous faut y réfléchir, il faut adapter à cette réalité notre langage et nos explications, non pas pour devenir à notre tour simplificateurs et grossiers dans l'analyse, mais pour savoir faire simplement moins abstrait, moins brouillon.
Cela est vrai du gouvernement comme de nous mêmes, car la politique suivie par le gouvernement est positive, et c'est le troisième point que je voudrais développer. Elle est positive et elle est en tout cas, chers camarades, ne l'oublions pas, celle que nous avons voulue.
Bien sûr, nous n'avons pas toujours accepté d'enthousiasme telle ou telle mesure, je pense, par exemple, au 1% supplémentaire de cotisation pour la sécurité sociale et nous avons pu juger telle ou telle déclaration inopportune ou maladroite, mais, chers camarades, la politique et sa mise en oeuvre se charge toujours des scories du réel et il en va du gouvernement comme du parti ou des autres institutions que nous incarnons, elles ont forcément leurs faiblesses.
La politique du gouvernement, celle de la Gauche a pleinement notre accord ; elle a sa cohérence : grandes réformes de structures, mesures sociales, action de relance économique, lutte contre le chômage, il s'agit bien là de la politique des Socialistes.
Il est clair pourtant qu'elle ne sera pas facile à réussir. D'abord, parce qu'elle est à contre courant des politiques économiques et sociales suivies dans le monde occidental et en particulier aux Etats-Unis. Il est vrai que depuis peu des prises de conscience nouvelles et dés évolutions se dessinent dans un certain nombre de pays de la communauté économique européenne et notamment en Allemagne et cela peut être positif. Mais cette politique se heurte aussi à d'autres difficultés, c'est qu'elle représente et nous l'avons voulu, c'est la politique des Socialistes, une voie moyenne. Elle vise à concilier le public et le privé, le collectif et l'individuel, à réformer progressivement, mais sans bouleverser, sans tarir les ressorts actuel encore dominants d'une économie comme la nôtre et cette recherche du juste milieu est sans doute adaptée à un vieux pays démocratique comme le notre, mais elle suppose, et c'est là le risque, que les forces économiques et sociales qui justement craignent le plus le changement,

acceptent de jouer le jeu avec nous en adoptant une pratique rationnelle.
C'est un peu un pari. En tout cas, notre politique est la seule en France à l'heure actuelle à indiquer clairement une direction, à proposer des issues.
Si on devait faire des suggestions au gouvernement et cela, sachez le, ne nous est pas interdit, je lui dirai : expliquez mieux, faites plus simple, trouvez le bon dosage entre les grandes décisions structurelles et celles qui touchent de plus près aux conditions de vie des gens.
La dernière décision du conseil constitutionnel va rendre effectives dans quelques jours à l'exception de 21 membres qui attendront quelques mois, les grandes nationalisations décidées, c'est un moment très important, c'est une victoire politique.
Il est urgent que la nature des programmes et des stratégies de ces firmes soient définies, que les grands programmes d'investissement soient décidés ou modifiés.
Il faut faire vivre la décentralisation et la planification nouvelles, mais il faut aussi commencer à changer même si c'est progressivement, la vie des gens.
Peut-être suis-je marqué dans mon expérience, par les quartiers populaires et à beaucoup d'égards malheureux qui m'ont élu comme député. Mais je voudrais dire que l'accès aux HLM ou aux logements aidés, que la place en crèche, puis en maternelle, que la progression relative du revenu pour les bas salaires, que le fait de garder ou de trouver un travail restent pour moi et pour eux des questions décisives et sur deux ou trois ans, il faudra avancer sur ces grandes questions.
Il faudra en tenir compte, je veux le dire des maintenant car c'est le moment de le dire dans les choix budgétaires de 1983.
Je ne pense pas par exemple après avoir rencontre avec Marcel Debarge Le SNI, le SNES la fédération Andrieu, ou nous préparer à rencontrer d'autres syndicats, je ne pense pas que nous pourrons avoir une rentrée scolaire 1982 comme la rentrée scolaire 1981.
On a accepté le résultat de 1981, on n'accepterait pas qu'elle se fasse dans les mêmes conditions en 1982.
(Applaudissements)
Pour avancer, et c'est le quatrième point que je voudrais évoquer dans cette intervention, il nous faudra un puissant soutien populaire, et non un peuple de spectateurs,
Un gouvernement isolé dans la forteresse de l'état aurait bien du mal a changer le pays.
Cela suppose donc un puissent mouvement populaire.
D'abord, l'union de la Gauche. nous avons progressé historiquement avec l'union de la Gauche. nous avons gagné les élections contre la désunion. Après la victoire comme avant la victoire, la méthode est la même, chers camarades, il faut rassembler les masses populaires sur une perspective de transformation progressive du pays pour plus de liberté, plus de justice, plus de mieux-être.
Beaucoup d'observateurs intéressés de la vie politique nous jettent le parti Communiste comme un obstacle dans les jambes, au nom de leur peur de toujours ou bien de leur amour d'antan.

Ils le déclarent ex-cathedra, un partenaire peu digne de nous. Ne cherchons pas, chers camarades, chez ceux qui ne sont pas nos amis, les critères de notre action et rappelons quelques évidences.
Le parti Communiste est représenté au gouvernement et c'est une bonne chose. Honnêtement, si je peux me permettre cet instant de polémique courtoise avec ma première secrétaire fédérale Nicole Brick, il ne m'a pas semblé que c'était essentiellement grâce à leur pression idéologique qu'ils y étaient parvenus, mais enfin, on ne peut pas être d'accord sur tout.
(Applaudissements)
Le parti Communiste est représenté au gouvernement, il respecte la solidarité gouvernementale et cela va de soi, parce que s'il n'avait pas voulu respecter la solidarité gouvernementale, je pense qu'il ne serait pas venu au gouvernement.
Parfois, c'est vrai nous nous sommes interrogés sur l'intensité avec laquelle il engageait ses forces militantes derrière l'action gouvernementale et donc, nous lui avons posé cette question très clairement et publiquement, lorsque nous avons rencontré leur délégation le 8 janvier dernier.
On nous a répondu qu'il ne fallait pas avoir de doutes sur cette question. Eh bien, je pense que cette réponse a une signification politique. c'est celle qu'avec Jean Poperen, nous voulions effectivement obtenir.
Le reste, savoir si cela se fait vraiment, c'est affaire d'observation.
La direction du parti Communiste, autre point n'a pas remis en cause l'analyse très critique qu'elle faisait de notre parti entre 1977 et 1981. c'est vrai, et nous lui avons dit que cela n'était pas très logique puisque nous n'avions pas change depuis.
Mais constatons au moins qu'elle a mis fin au comportement extrêmement négatif et brutal qui fut le sien a notre égard à une autre époque.
Il est vrai encore que certains choix que ce parti a fait nous posent problème et que nous ne les approuvons pas.
C'est le cas de la Pologne, c'est le cas de l'analyse des pays de l'est, c'est le cas de ses méthodes d'organisation par exemple. Bien que cela nous regarde moins, nous ne devons pas taire notre désaccord et nous ne les taisons pas d'ailleurs par je ne sais quelle diplomatie de gouvernement. cela est bien clair ;
Mais nous savons bien aussi que ces désaccords ne sont pas nouveaux, même si l'ampleur de celui qui s'est révélé sur la Pologne a été pour nous une déception et pas d'ailleurs seulement pour nous.
Alors poursuivons le débat et la confrontation publique. Cherchons à entraîner et à convaincre sur nos positions et c'est le peuple de Gauche qui continuera à trancher.
Il n'y a pas selon moi de problème majeur tant que sur ces questions brûlantes dont j'en ai évoqué trois tout a l'heure, ce sont nos principes et nos valeurs qui inspirent l'action gouvernementale, la majorité de notre peuple approuve notre politique d'union et des millions de travailleurs y ont investi leur confiance et leur espoir.
A nous de gérer cette situation avec l'esprit de finesse qui convient et de proposer le moment venu au parti Communiste et aux autres formations de

Gauche les actions communes qui permettront de faire de l'union autre chose qu'une composition gouvernementale.
Le soutien populaire ne passe pas seulement par les partis politiques et la surgit le problème des syndicats dont je voudrais dire un mot.
Qu'il y ait actuellement en France des conflits sociaux, cela est absolument normal. La venue au pouvoir de la Gauche, ce n'est pas la fin des problèmes ni la fin de la lutte des classes, ni le blocage social :érigé en principe.
Le patronat agit et s'adapte face à nos propres mesures. nous l'avons bien vu récemment, il complique pour vider de son sens, s'il le peut telle ou telle ordonnance sociale. les travailleurs ont des revendications dans tel secteur dans telle région et ce n'est pas toujours dans ces conflits la négociation qui l'emporte, d'ou le mouvement, d'ou la revendication plus forte, il n'y a rien la qui doive nous effaroucher, nous Socialistes.
Ce qui est plus complexe et ce qui mérite une esquisse de réflexion que le parti devra poursuivre, c'est la relation globale qui existe entre les syndicats et le pouvoir nouveau.
Les syndicats, c'est clair pour nous, sont et doivent rester indépendants de l'état et c'est pourquoi, quelles que soient les affinités qui puissent surgir, le rapport des syndicats au pouvoir politique, est souvent, en France, celui de l'attraction - répulsion. La charte d'Amiens qui a séparé au début de ce siècle les syndicats et les partis, les a aussi faits concurrents, nous le savons bien.
Ils sont faibles en effectifs, les syndicats Français, comme nous-mêmes. Ils ne connaissent pas, et c'est un objet de réflexion particulièrement important, un puissant mouvement d'adhésion vers eux, alors qu'en 1936, en 1945, grâce sans doute il est vrai à l'unité syndicale reconstituée, c'était au contraire 1'engoufrement dans les syndicats Français.
Ils ne connaissent pas un puissant mouvement d'adhésion, ils sont plus divisés que jamais, ils ont été surpris, en tout cas beaucoup d'entre eux, par la victoire du 10 mai, même si leurs adhérents y ont souvent puissamment contribué, et ces syndicats se cherchent dans la nouvelle période, pour se situer.
Visiblement ils ont perdu certains de leurs points de repère. Il est donc important que le gouvernement contribue dans les relations syndicats - pouvoir, à la clarification, qu'il donne nettement ses projets, qu'il explicite ses refus s'il en a et ne crée pas d’ambiguïté sur ses intentions, comme cela a pu sembler être le cas sur la question des 39 heures.
Il est important aussi que certains syndicats ne se trompent pas de cible en confondant un peu légèrement le gouvernement de Gauche, qui est un tout, qui est un bloc, et le patronat, et qu'il n'attende pas tout du pouvoir central, mais qu'ils comptent aussi sur leurs propres forces, car comme disait l'autre, que nous rencontrerons bientôt, il faut savoir ce que l'on veut.
En tant que parti Socialiste, nous prendrons notre part de cette nécessaire confrontation et c'est pourquoi nous souhaitons rencontrer toutes les grandes centrales syndicales, nous commençons dès la semaine prochaine par la C.G.T. et nous poursuivons ces rencontres.
La victoire du 10 mai et le déploiement de notre politique créent j'en suis

convaincu un espace nouveau, des conditions beaucoup plus favorables pour les syndicats.
Nous souhaitons des organisations syndicales fortes, mais si certaines organisations fixaient d'autres objectifs, par exemple d'ordre politique, elles ne rempliraient pas je crois leur rôle, et ce serait négatif pour tout le monde.
D'autres acteurs ont à prendre leur place et leur part de responsabilité, car ni les partis ni les syndicats ne peuvent tout régler. Le mouvement associatif, le mouvement social, doivent agir là où ils sont.
Une contradiction me frappe en effet, beaucoup de gens, jeunes, y compris des jeunes et des gens que je connais personnellement, qui ne sont pas au parti Socialiste, qui n'envisagent pas en tout cas pour le moment d'y entrer, voudraient participer concrètement au mouvement de changement et ne savent pas comment, sympathisants mais spectateurs, ils restent au fond au bout du chemin et en ressentent une grande frustration,
Je n'ai pas à cette étape de proposition concrète à faire au Parti pour répondre à ce besoin spécifique d'engagement et même d'organisation, mais je crois que la direction devra y réfléchir pour trouver peut-être des structures appropriées.
Il n'y a pas de remède simple à l'espèce d'atonie sociale que l'on constate, mais il est vrai qu'il faut dégeler ce fameux mouvement d'en bas, qui plaît à tant, et je suggère de ce point de vue, c'est une idée, que le gouvernement peut-être acte les projets qui sont les nôtres pour ce qui concerne le statut de l'élu social, afin de bien montrer qu'il entend dialoguer avec un mouvement associatif, fort et vivant. (Applaudissements)
J'en viens maintenant, et c'est mon dernier point, à la place du parti qui est le nôtre, au rôle du parti Socialiste.
L'air à la mode depuis dix jours dans les gazettes, c'est que le parti n'existe plus, on vous l'a déjà dit, vous l'avez déjà lu, ou il n'existe plus, ou il n'est pas dirigé... Suivez mon regard... Ou on n'est pas content de lui.
Il y a deux mois, en couverture d'un hebdomadaire, il paraît que je gouvernais la France, charge que je n'avais pas demandée ; aujourd'hui il semble que je ne gouverne même plus le parti Socialiste.
Sur ce point, rassurez-vous, les instances du parti fonctionnent, et j'exerce pleinement ma fonctions. Je rassurerais encore plus, si jamais c'était vraiment nécessaire. Pour le reste, faites comme moi, dites vous que le parisianisme a ses lois et que dans dix jours on parlera d'autre chose. (Applaudissements)
Par contre, ne traitons pas à la légère la question du rôle et de la place du parti dans la nouvelle situation politique héritée du 10 mai, car, je le dis clairement, il y a là un vrai problème. Moi en tout cas je l'admets et je pense même qu'il n'est facile à régler pour personne.
Il est évident qu'en mai et juin s'est opéré un transfert de pouvoirs et un transfert de centres d'intérêt.
Quand François Mitterrand est premier secrétaire d'un parti Socialiste d'opposition et quand il est Président de la République, il me semble que chacun comprend que cela fait une petite différence. Que le Président de la République, le Premier Ministre, les Ministres, le Président de l'Assemblée Nationale, le

Président du groupe majoritaire à l'Assemblée, attirent le feu des projecteurs par leurs actions ou leurs déclarations, c'est logique, je dirai même que c'est souhaitable.
Mais en rester là dans l'analyse serait superficiel, il faut à mon avis aller plus loin.
De la victoire de la Gauche il résulte que le Socialisme Français, et c'est là un premier point décisif, n'est plus dans un seul lieu, le parti Socialiste n'est plus dans un seul lieu mais dans trois ou quatre. Il a étendu son champ d'application, mais il englobe par là-même des terrains bien différents.
Lorsqu'il y a des Socialistes à la Présidence, au gouvernement, à l'Assemblée Nationale, en position majoritaire, le courant socialiste s'incarne donc dans des institutions différentes qui ont leur propre politique, qui en tant qu'institution aspirent à exister pleinement et à être respectées et, entre ces constitutions et entre ces institutions, c'est le jeu démocratique, y compris les conflits, au moins potentiellement ne sont pas exclus.
Autre élément de complexité, c'est la première fois depuis la Constitution de 1958, qu'un grand parti vivant, non pas un rassemblement autour d'un chef, non pas un rassemblement de notables électoraux, mais un grand parti vivant, avec ses principes militants, ses instances démocratiques, ses règles de discipline, se trouve au pouvoir dans le cadre d'institutions qui donnent la prééminence au Président de la République. Certes nous voulons tous faire vivre le régime autrement, de façon plus équilibrée, en redonnant leur place au gouvernement et au Parlement, mais les institutions ont leur pente et cette situation nouvelle implique un apprentissage de la part de tous.
Il y a au fond, si l'on y réfléchit bien et si l'on avance encore, en tout cas j'essaie de le faire, dans la réflexion sur ce sujet sérieux, deux logiques qui se rencontrent pour nous militants Socialistes, et dont on a fait la traduction un peu lyrique et un peu excessive tout à l'heure.
Il y a celle d'un parti démocratique, Socialiste, où existe une discipline et qui peut dire à ses militants, où qu'ils soient, de respecter les décisions de ses congrès.
Il y a celle issue des institutions et des votes émis par les citoyens, votes portés certes sur des candidats Socialistes et non pas sur des candidats indifférenciés, mais d'où ces élus tirent naturellement une légitimité plus vaste.
Aucune de ces deux logiques ne peut véritablement être poussée jusqu'au bout, c'est mon sentiment. La première parce qu'elle déboucherait sur une insupportable captation de l'état par un parti, la seconde parce qu'on ne pourrait pas nier un parti comme le nôtre, sans le condamner à démériter.
Entre ces deux pôles il existe un champ de discussion, de tension, de contradiction, de conformisme, à rechercher, qui s'appelle selon moi la démocratie.
En tant que Premier Secrétaire du parti, présidant le bureau exécutif et le secrétariat chaque semaine, membre comme nouveau député, du groupe Socialiste à l'Assemblée, interlocuteur relativement régulier du Président de la République et du Premier Ministre, je dois vous dire que je ressens et que je vis

particulièrement ces problèmes et ces contradictions. Et, parce que je m'intéresse au succès collectif, au succès du Socialisme, je m'efforce, à ma place, de contribuer à dégager progressivement là aussi une pratique rationnelle ; il me semble que cela doit être l'objectif de chacun.

Le parti Socialiste cherche sa place, qu'il se situe d'abord par rapport à lui-même, qu'il se préoccupe d'abord de lui-même, nous ne sommes pas un gouvernement bis et nos fédérations ne sont pas les services extérieurs des Ministères. Nous sommes le parti Socialiste et nous avons un travail à faire, que personne ne peut faire à notre place. (Applaudissements)

Mais le débat d'idées en France et en particulier la bataille contre la Droite, voilà un premier objectif. Nos Commissions d'études, nos groupes spécialisés doivent nous faire des propositions, des colloques et des carrefours doivent se tenir et certains sont prévus par le secteur animé par Jean Poperen, la lettre quotidienne PS qui va bientôt sortir sera également une initiative importante.

Il faut diffuser nos idées, expliquer la politique gouvernementale sur le terrain. C'est à chaque section locale ou d'entreprise, c'est à chaque élu, et ils sont nombreux, à chaque militant, de faire cette pédagogie politique. L'action d'un parti c'est aussi et toujours la multitude de ces actes simples.

II faut animer la vie interne du parti. La circulation de l'information, les rencontres, les stages, les réunions de formation, tissent un réseau de relations politiques et de confrontations entre les individus qui, même s'il est invisible de l'extérieur, fait d'un parti comme le nôtre un organisme vivant.

Il faut songer à informer plus régulièrement tous les militants ; nous allons chercher à le faire. Il faut débattre, contredire, convaincre, au sein de la Gauche et du mouvement social. C'est le sens des rencontres avec les partis de Gauche, avec les syndicats, avec les associations, qu'elles soient formelles ou qu'elles soient multiples et informelles. Et c'est à vous aussi de mener cela sur le terrain, en faisant les propositions nécessaires à vos interlocuteurs, à l'échelle du département ou de la région.

Il faut mener une action internationale, au sein de l'internationale Socialiste où notre influence a grandi, mais où des problèmes existent, ou à travers d'autres rencontres. Il faut faire connaître nos analyses, établir des solidarités. C'est une activité que les évolutions dans la Gauche mondiale et européenne peuvent rendre particulièrement féconde.

De même qu'il faut agir pour les Droits de l'Homme, et à cet égard je voudrais dire que j'ai envoyé, au nom du parti, un télégramme au responsable de la division des Droits de l'Homme des Nations-Unies, le Hollandais Van Doven, qui devant la pression de forces politiques et étatiques hostiles à ce que la question des Droits de l'Homme soit traitée de façon réelle et effective aux Nation-Unies, a été contraint à démissionner. Michel de la Fournière et moi-même avons pensé à un télégramme, que nous lui avons envoyé, pour marquer notre solidarité

(Applaudissements)

Il faut informer le gouvernement de ce que nos militants constatent, entendent dans le pays. Il faut transmettre les revendications ou les satisfactions. Et il faut

obtenir que les membres Socialistes du gouvernement restent effectivement sensibles - les premiers secrétaires nous l'ont redit à nouveau avec force hier, et Paul Quilès l'a souligné - aux demandes et à la présence des Socialistes qui existent dans tous les départements de France.
Voilà un rôle irremplaçable du parti pour éviter au pouvoir exécutif le risque dangereux de l'isolement.
Il faut réfléchir sur le moyen terme, sur l'effort à faire pour les deux ou trois ans qui viennent, et commencer peut-être, sans trop se hâter pour ne pas brouiller les discours, le discours de l'action pratique et le discours de la réflexion sur "l'après mai", commencer à réfléchir, au moindres phrases qui nous soient propres, sur l'étape ultérieure, à la fin des cinq ans, sur le mouvement politique dans lequel nous sommes engagés, son sens et ses rythmes.
Ce travail, nous le faisons, malgré la modicité de nos moyens et la situation financière difficile que nous héritons des grands efforts nécessaires, eux aussi, de la campagne. Et il est malaisé, chers Camarades, de prendre de grandes initiatives si l'on doit "compter ses sous". Des initiatives, il faut néanmoins en prendre, et c'est pourquoi je me propose, je vous en propose quelques-unes, et je me propose notamment de tenir très prochainement un séminaire de la direction du parti Socialiste, qui prendra son temps, et qui verra toutes ces questions agitées dans la convention, déjà amorcées dans la réunion des premiers fédéraux, qui transparaissent sous des formes souvent caricaturales à l'extérieur, analysées, pour aller au fond des choses et prendre si possible des solutions concrètes.
Par ailleurs, au cours des mois qui viennent, je rencontrerai par régions l'ensemble des premiers secrétaires fédéraux du parti, pour les rejoindre sur le terrain, au-delà des rencontres qui se font à l'occasion des passages trop rapides dans les meetings et les campagnes électorales.
Enfin, je suggère de préparer la tenue, à l'initiative du parti Socialiste, d'un grand colloque sur les acteurs du changement en France, qui permettra une confrontation publique, ouverte, d'idées, entre les partis, les syndicats, les associations, sur le sens et la poursuite du changement en cours... Enfin, toutes les suggestions d'actions faites dans cette convention seront les bienvenues et examinées par la direction du parti.
J'en termine, en disant qu'au-delà des interrogations sur ce qu'on peut faire, ne pas faire, ou autre, pour un parti c'est toujours la politique qui détermine son identité, son essence, et donc son existence.
Et c'est la conclusion principale que je tire du bilan et de la réflexion aussi, auxquels j'ai essayé de me livrer, à la fois personnellement, et puis,ce matin, devant vous.
Pour que le parti Socialiste existe pleinement et soit bien dans sa peau, il faut d'abord qu'il soit lui-même, qu'il dise tranquillement ce qu'il pense, en fonction de ce qu'est son programme, de ce qu'étaient les engagements de son candidat à l'élection présidentielle, et de ce qu'est la résolution de son dernier congrès.
Sur la question des 39 heures, par exemple, notre position a été claire dès le départ, et a été transmise, je veux que vous le sachiez, extrêmement clairement.

Nous l'avons dit, mais peut-être à voix trop basse. Et de ce fait une position décisive a manqué dans le débat en France, (par rapport à ce que disait éventuellement la C.G.T, ou le parti Communiste) et bien, publiquement, de façon forte, entendue par tous, et non pas sous la forme de la réaction ou de la suggestion murmurée, la position du parti Socialiste ! Croyez-le, j'en retiens la leçon.
La vie politique est là, sur le territoire national, et à l'extérieur, avec ses tumultes et ses évolutions lentes. Le gouvernement agit, et les forces représentatives du pays agissent elles-mêmes ou réagissent. Eh bien ! Que le parti dise son sentiment tel qu'il résultera des décisions de ses instances, des délibérations menées semaine après semaine au bureau exécutif du parti, avec esprit de responsabilité, bien sûr, et sens du devenir collectif et du succès ou de l'échec qui ne pourront être, soyez-en sûrs, chers camarades, que collectifs, et assumés en commun, mais également sans excès de précautions diplomatiques. Il faut - c'est clair maintenant en tous cas dans ma tête - que le parti Socialiste continue à servir en France de référence ; cela aidera tout le monde à y voir clair.
(Applaudissements prolongés)

Le Président - Chers Camarades, nous allons maintenant interrompre nos débats pour déjeuner.
La séance sera reprise à 15 heures.
(La séance est suspendue)

CONVENTION NATIONALE DU PARTI SOCIALISTE
SURESNES - dimanche 14 février 1982
(après-midi)
La séance est reprise sous la présidence de Claude Estier.

Le Président – Camarades, la séance est reprise.
Je donne, la parole. à André Ledran.

André LEDRAN
Chers camarades, j’aurais pu ne pas intervenir car ce faisant, je vais parler de ce qu’on a déjà exprimé.
Mais, représentant le département du Calvados, qui vient de s’illustrer dans l’actualité nationale, je ne pouvais pas ne pas le faire.
Ce matin la convention a justement rendu hommage à Edith Cresson, prise à partie par un groupe violemment manipulé par la Droite autour d’une manifestation d’agriculteurs.
Ce qui s’est passé à Isigny lundi matin dépasse de très loin en gravité tous les autres événements. Plusieurs orateurs se sont déjà exprimé sur ce sujet, et je remercie particulièrement Lionel Jospin pour la vigueur d son propos. Mais je ne voudrais pas que seul le caractère récent des événements justifie la place qu’ils prennent dans notre convention.
Note commission exécutive fédérale réunie vendredi soir a longuement entendu

le récit terriblement inquiétant fait par notre camarade maire Socialiste d'Isigny.
Un commando supérieurement organisé a pris le contrôle d'une petite ville de 3.000 habitants. Un groupe de nervis a attaqué et brutalisé le piquet de grève. Pendant six heures, 30 hommes et femmes ont été enfermés dans un local et maintenus en état d'asphyxie à coups de bombes lacrymogènes renouvelées constamment. Ce n'est plus de la séquestration, ce sont des sévices, c'est de la torture ! Cela va bien plus loin que ce que l'on a pu voir en d'autres circonstances.
Puis à 7 heures, au commandement, le commando s'est retiré en bon ordre, militairement, l'opération était réussie.
Ce n'est pas quelques chose d'ordinaire. La commission exécutive m'a mandaté pour porter devant la convention nationale le texte suivant :
Elle dénonce avec indignation l'odieux coup de force et les violences dont ont été victimes à Isigny dans la nuit du 7 au 8 février les travailleurs, hommes et femmes, en grève, de la fromagerie de Bégné.
Pendant toute une nuit, un commando de plusieurs dizaines de nervis a séquestré et malmené les travailleurs. Il a mis toute la ville et ses alentours sous surveillance de véhicules reliés par radio. Il a opéré ainsi un véritable raid, ne se retirant qu'au matin.
Le maire Socialiste d'Isigny, qui a su remplir avec sang froid le rôle qui était le sien, mérite l'hommage de tous.
On s'étonne au contraire de la mansuétude dont est gratifié le chef de la bande, laissé en liberté après son audition, sans souci apparent de la nécessaire recherche de la vérité.
Des égards singuliers sont marqués par le juge à l'égard de l'accusé, en le reconduisant jusqu'à la voiture de son avocat. Enfin, le silence étrange gardé sur les instigateurs de cette provocation.
Comment aussi ne pas souligner le silence persistant de la Droite ?
Sachons que de telles entreprises, entourées de telles complaisances ne sauraient se renouveler sans mettre en péril, a terme, les institutions républicaines.
L'ampleur de la protestation de 3.000 personnes rassemblées à l'appel des organisations syndicales avec le maire à leur tête le 11 février témoigne à cet égard de l'émotion et de la clairvoyance de l'opinion. Des mesures s'imposent de toute urgence pour prévenir le retour, et plus encore l'extension de ces violences, mettre hors d'état de nuire leurs auteurs, et imposer le respect de la loi.
La commission exécutive en appelle au gouvernement, et plus spécialement au Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, au Garde des Sceaux Ministre de la Justice, pour y pourvoir avec vigilance et fermeté.
Ce que nos camarades d'Isigny ont vu à l'œuvre lundi matin, c'est une Droite qui, ayant perdu le pouvoir politique au niveau national, s'oriente vers d'autres formes d'intervenions, au mépris des hommes, au mépris des lois de la République. Elle l'a fait en bénéficiant de complaisance et de la complicité de la Droite politique. Ce qui s'est passé à Isigny lundi matin peut se renouveler n'importe où, dans n'importe quelle entreprise, dans n'importe quelle meeting

politique, dans n'importe quel voyage ministériel.
Je ne veux pas dramatiser à l'excès, mais nous tous, notre première réaction a été l'incrédulité. Il faut que nous soyons conscients d'un véritable danger, pour que toutes les conséquences et toutes les leçons en soient tirées. Au plan judiciaire, il faut que l'on sache si les instigateurs ont simplement séquestrés pour moins de 24 heures les personnes, ou s'il y a eu constitution de bandes armées, ou s'il y a eu des sévices graves sur des travailleurs.
Au niveau des partis et des forces de Gauche, il faut que la conscience d'un péril mortel les réunisse et les mobilise.
Au niveau du gouvernement et du Parlement, si c'est nécessaire, il faut que tous les moyens soient mis en œuvre.
Nous avons le devoir de tuer dans l'œuf ce qui lundi matin à Isigny prenait déjà le caractère du fascisme en action.
(Applaudissements)

Le Président – Merci Ledran.
Il va de soi que le sens et le contenu de la résolution de la fédération du Calvados dont tu viens de donner lecture sera intégré dans la résolution que nous voterons tout à l'heure à l'issue de cette convention.
Je donne la parole à Jean Matouk.

Jean MATOUK
Mes chers camarades, l'intervention que je devais faire a été en partie et heureusement vidée de sa substance par celle qu'a fait ce matin Lionel Jospin. Elle va donc être fortement raccourcie.
J'interviendrai sur deux sujets : le premier c'est la propagande gouvernementale, et j'utilise le terme "propagande" à dessein, et le second, ce sont les élections à venir.
En ce qui concerne la propagande, je parlerai d'abord de son amplitude, ensuite de son contenu.
J'ai été proprement horrifié il y a quelques jours
Par deux constats, d'abord, lors d'une discussion avec un camarade candidat dans un canton de mon département, celui ci m'a fait part du fait qu'il se fondait principalement sur sa personnalité - c'est le fils d'un ancien conseiller général - sur les contacts personnels qu'il a avec le public, pour faire sa propagande, et il m'a avoué qu'il ne mentionnait même pas, ou le moins possible son parti, et encore moins il ne défendait la politique de notre gouvernement.
En second lieu, il y a quelques jours, dans la réunion de ma section, deux camarades se sont levés pour me dire qu'ils n'étaient pas en mesure de défendre la politique de notre gouvernement, qu'ils ne possédaient pas les arguments nécessaires.
Des ces deux constats, je tire la conclusion qu'il y a un problème que je résume sous la forme suivante : le parti n'a pas su inverser ses moteurs. En 1981, nous étions arrivés à un bon rodage pour ce qui est de la contestation et des propositions. Mais dans la défense et l'illustration de la politique de notre

gouvernement, nous ne sommes pas du tout au point.
Bien sûr les deux camarades que j'ai mentionnés, le candidat au Conseil Général et le militant, ont une part de responsabilité dans ce manque, car l'informé doit s'informer, on ne peut pas espérer que l'information arrivera aux gens contre leur propre volonté.
Je crois qu'il y a deux autres responsables dans cette affaire. Le premier responsable, c'est le parti, et quand je parle du parti,je ne parle pas de ses instances dirigeantes, car je crois qu'effectivement, sans aucune flagornerie, un effort assez sensible a été fait ces dernières années et ces derniers mois pour nous donner une information plus complète, la plus complète possible. Je parles, mes camarades, des secrétaires fédéraux des fédérations et aussi des sections.
Je me suis vu opposer, il y a quelques jours, l'argument selon lequel puisque maintenant le parti était au gouvernement, nous devrions avoir des moyens accrus pour informer nos militants, c'est-à-dire en quelque sorte que brutalement, par une sorte de miracle, nous disposerions de milliards nécessaires à la diffusion de l'information.
Je crois qu'il est très important que nous prenions conscience du fait que nous avons autant d'efforts à faire aujourd'hui que nous en avions hier, que nous avons autant d'efforts à faire aujourd'hui dans la défense et l'illustration de notre gouvernement que nous en avions hier dans la critique et les propositions, et par conséquent je crois qu'il faut que toutes les fédérations se remettent au travail, tout comme avant le 10 mai, pour défendre l'action gouvernementale dont on peut dire, et la je ne reviendrai pas sur ce qui a été dit ce matin, qu'elle est très largement positive et que comme le disait le commentateur du Nouvel Observateur d'hier, nous sommes le premier gouvernemen,t qui ait autant tenu ses promesses.
Le troisième responsable, c'est la presse. Je crois qu'il y a de multiples exemples de la "carence", que je mets entre guillemets - j'y reviendrai dans un instant - de la presse dans l'explication de nos actions.
Combien de journaux ont mentionné de façon exclusive, par exemple, que l'accord franco-russe sur la gaz avait pour vertu principale que ce gaz serait payé en Francs ? En ce qui me concerne, j'ai entendu des critiques sur qu'on signait cet accord au moment de l'affaire polonaise, que cela renforçait la minorisation de l'Europe, etc.. J'aurais d'ailleurs beaucoup à dire sur ce sujet, mais j'ai écourté mon intervention.
Mais bien peu de gens, je l'ai très peu entendu à la radio, à la télévision, très peu lu dans la presse, ont mentionné ce fait essentiel que l'accord comportait un règlement en Francs, c'est-à-dire qu'en ce qui concerne notre balance des paiements, c'était un très bon accord.
Si je reviens encore sur la loi Quillot, comme je ne sais plus qui ce matin, un de nos dirigeants, cette loi qui donne satisfaction à des revendications décennales des organisations de locataires a été proprement sabotée par la presse. A la limite, on a entendu parler de la pauvre veuve, propriétaire d'un appartement dans le 16e, et qui risquait de crever de faim.
La aussi, carence de la presse dans l'explication des côtés positifs de l'action

gouvernementale, mais quand je dis carence, je mets le mot carence entre guillemets car notre plainte doit être analysée un peu plus clairement.
La presse a une tendance naturelle à ne s'intéresser qu'à ce qui créé l'événement. Or qu'est ce qui créé plus facilement l'événement ? C'est évidemment la critique, la contestation.
Par conséquent, nous sommes victimes d'un phénomène tout à fait naturel qui est que, maintenant, ayant le pouvoir, nos réalisations sont dominées, dans la presse, par la critique émanant des autres. C'est un fait, le monde est ainsi fait, il faut en tenir compte, et ceci m'amène droit aux conclusions.
La première, c'est ce que j'ai déjà dit il y a deux ans, dans une assemblée du même type : il faut que nous réapprenions, que nous apprenions à travailler avec la presse.
Il faut que les attachés de relations publiques ou les chargés de presse dans les ministères comme les fédérations apprennent à travailler avec la presse.
La presse est ce qu'elle est, et nous ne la changerons pas à coup de baguette magique. Il faut donc que nous apprenions à travailler avec elle, parce que nous ne savons pas.
La seconde conclusion, c'est qu'il faut que nous réfléchissions sérieusement au problème de la presse dans ce pays. Bien sûr, on pourrait souhaiter utopiquement que le parti ait un grand journal diffusé à autant de millions d'exemplaires que la grande presse parisienne ou la grande presse de province. La malheureuse expérience de Combat Socialiste nous amène à plus de modestie. Il faut faire avec les journaux que nous avons. Mais nous devons bien réfléchir à ce qui se passe en ce moment.
Il y a quelques semaines le bruit a couru qu'Hersant était en train d'essayer de racheter des parts du Midi-Libre, je parle du Midi-Libre, parce que c'est le journal de ma région et il faut que nous réfléchissions que le parti et le gouvernement réfléchissent à la manière d'assurer dans ce pays une véritable liberté de la presse, en particulier vis à vis du cartel des journaux régionaux, car autrement notre action continuera à être masquée par la critique et nous n'y pourrons rien.
En second lieu, je voudrais sur le thème de la propagande aborder le contenu de cette propagande…

Le Président - Tu avais promis d'être bref.

Jean MATOUK
Je ne prends pas souvent la parole dans cette enceinte, mais j'ai le droit d'exprimer mes opinions. Je dirai simplement ceci : je trouve que le gouvernement et notre parti insistent trop sur la lutte contre le chômage et pas assez sur la lutte contre l'inflation. Comprenez moi bien, je ne critique pas la politique du gouvernement contre le chômage, mais je dis que la lutte contre le chômage est un exercice difficile, qui prendra du temps et si nous insistons trop sur ce thème, nous ne serons jugés que sur ce thème et les résultais que nous pourrions attendre ne seront jamais, aussi bon soient-ils, à la hauteur des espoirs

que nous aurons pu donner.
Par conséquent, je me contente simplement de demander que la propagande gouvernementale soit plus orientée vers d'autres thèmes et un peu moins vers la lutte contre le chômage.
Tel est le premier thème de mon intervention.
J'aborde maintenant le problème des élections, rassure toi, Claude, je serai bref.
Nous avons 2 élections à l'horizon dont je ne parle pas il s'agit des élections régionales et des élections municipales.
En ce qui concerne les élections régionales, une loi a été votée et nous n'en connaissons pas encore les détails, en particulier nous ne savons pas si les électeurs seront appelés à voter par collège régional ou par collège départemental, et je me place dans l'hypothèse où nous votons par collège régional, c'est-à-dire qu'un parti devra présenter des listes régionales, et je dis ceci :
En premier lieu, des bruits ont couru envisageant que la désignation des camarades aux élections régionales soit faite en quelque sorte par une espèce de commission exécutive régionale, émanation des commissions exécutives fédérales qui coopterait et choisirait les candidats.
Je demande à la convention d'admettre, ou du moins d'apporter le soutien, à l'idée suivante : qu'en tout état de cause, la désignation des candidats aux élections régionales ne puisse être faite qu'au suffrage universel de tous les militants et en aucun cas par une liste quelconque fabriquée par une quelconque commission exécutive régionale qui n'a aucune assise, les seules assises de notre parti étant les assises départementales, c'est-à-dire les fédérations.
Par conséquent, je propose que même si nous devons faire des listes régionales, chaque fédération soit avertie à l'avance que dans cette liste il y aura tant de sièges correspondant à son poids dans la région et même qu'elle sache les places qui lui seront réservées un peu à la manière dont Pierre Bérégovoy avait, il y a deux ans, établi des listes européennes en fonction des différents courants.
Voilà pour les élections régionales et j'en termine avec les élections municipales qui sont le point le plus important de mon exposé.
En ce qui concerne ces élections, nous ne savons pas quelle sera la loi proposée, projetée et discutée par l'Assemblée Nationale. Allons nous retourner au système des listes bloquées ? Allons nous avoir une proportionnelle et, dans cette hypothèse, le bruit court que ce serait une proportionnelle corrigée, c'est-à-dire que la liste arrivée en tête ayant une prime qui lui donnerait la majorité absolue ?
Je tiens à dire ici ma position, - c'est une pièce que je verse au dossier - Lionel Jospin m'a dit l'autre jour que la question serait abordée au secrétariat après les cantonales et je profite de cette convention pour verser ma pièce au dossier.
Si vous voulez bien me suivre sans grande réflexion, vous verrez que nous sommes ramenés au système précédent, car dans ce cas la Droite finira par s'unir, par faire une liste partout et nous serons amenés à faire nous mêmes une seule liste avec les Communistes dans toutes les villes.
Or, dans cette hypothèse, mes camarades, que se passera t-il ?
En premier lieu, les électeurs auront l'impression qu'il n'y a pas de vraie

proportionnelle.
En second lieu, nous risquons, liste contre liste, de perdre beaucoup de vie, car ne nous leurrons pas, les élections 1977 ont été un succès et, par conséquent, nous aurions dans cette hypothèse plus de chances de reculer que d'avancer.
Aussi, et c'est là ma proposition finale, je pense qu'il faudrait que le gouvernement fasse un projet de loi avec la proportionnelle à l'état pure, c'est-à-dire chaque parti Communiste, Socialiste et les partis de Droite, autant qu'ils seront, faisant une liste. Car il s'agit bien de respecter l'union de la Gauche et d'empêcher la dérive d'une éventuelle troisième force. Sur ce point, je me rallie entièrement à ce qui a été dit ce matin par la plupart des orateurs. Je suggère un accord entre le parti Communiste et le parti Socialiste dans quelques mois disant qu'après les élections, les élus de la liste Socialiste et les élus de la liste Communiste soient tenus de s'entendre et que, par conséquent, si c'est la liste Socialiste qui est en tête, le maire soit Socialiste, les Socialistes disposent de la majorité des délégations et des postes d'adjoints, si c'est la liste Communiste qui est en tête, le maire sera Communiste, et le parti Communiste disposera de la majorité des postes des délégués et adjoints.
Ainsi, nous respectons à la fois la légitimité de la proportionnelle car nous nous y sommes engagés et si nous ne la faisons pas pour les législatives, les cantonales, au moins faisons la pour les municipales et les régionales, mais nous respecterons également, d'une part, l'efficacité précédente, puisque nous aurions des majorités solides, d'autre part, la possibilité pour les Socialistes là où ils ont des chances d'arriver en tête, d'avoir la majorité à la mairie : le maire et les adjoints.
Comme le disait ce matin, je crois Jean Poperen, la victoire au niveau national a été préparée par le Socialisme municipal ; eh bien, je crois que cette victoire au niveau national, il faut qu'elle soit confortée dès 1983 et c'est la raison pour laquelle je pense qu'à l'heure actuelle, le système proportionnel avec accord préalable pour qu'il y ait union de la Gauche entre les deux listes après le scrutin, est la meilleure façon de conforter notre Socialisme municipal et par là même ensuite la victoire au niveau national.
(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Alain Barrau.

Alain BARRAU
Chers camarades, je voudrais, dans le cadre de ce débat général, vous parler de l'action du parti, de notre action nécessaire en direction de la jeunesse, non pas comme je l'ai fait hier à la réunion des premiers secrétaires fédéraux, en termes d'organisation. j'ai été très heureux de pouvoir m'adresser à eux dans le cadre de cette réunion des secrétaires fédéraux.
Je voudrais, à cette convention, essayer d'apporter quelques axes prioritaires de notre action, en termes politique jeunesse.
Il me semble, en effet, indispensable qu'après les succès de mai et de juin, notre parti, qui en grande partie a assis ses succès sur le vote massif de la jeunesse, ait

une action décisive en direction des jeunes.
Nous savons, les uns et les autres, que la jeunesse ne constitue pas une classe sociale homogène ; il s'agit d'une catégorie d'âges hétérogènes mais à laquelle un certain nombre de thèmes sont sensibles et chers et je vous propose de saisir, à partir des travaux qui seront faits dans les fédérations et au niveau national, le parti dans ses instances dirigeantes, d'un programme de politique jeunesse.
Je vous en propose les priorités suivantes :
1°) l'emploi.-
Il est évident que cette catégorie d'âge est de plein fouet frappée par la situation de crise que nous avons trouvée dans notre pays au moment de mai/juin.
Un grand effort a déjà été fait par le gouvernement pour l'insertion professionnelle des jeunes ; les plans "avenir jeunes", les dispositions prises pour les 16/18 ans, en sont la preuve.
Il faut aller plus loin. Il faut trouver en particulier pour les jeunes femmes, les moyens appropriés de traiter au fond ce problème du premier emploi des jeunes.
Il faut le faire avec tout l'effort qui délibérément tend l'action du Président de la République et du gouvernement sur ce thème de l'emploi.
Mais sur le second thème, il ne s'agit pas seulement de parler d'insertion professionnelle des jeunes. Bertrand Schwartz a eu raison de dire dans son rapport au Premier Ministre que l'insertion sociale des jeunes, la manière dont la société percevait sa jeunesse et agissait par rapport à cette jeunesse, était pour nous, Socialistes, un enjeu presque aussi important que le problème de l'emploi.
Il faut donc que notre parti, dans les propositions qu'il fera en termes de société, en termes de loisirs, de logement, d'activité de la jeunesse, tienne compte de cette insertion sociale, que nous luttions contre tous les phénomènes de marginalisation que la Droite peut développer, mettre en avant pour opposer la jeunesse au Socialisme.
La jeunesse et le Socialisme doivent aller de pair et il faut pour cela que nous apportions les moyens concrets de l'insertion sociale des jeunes.
Troisième thème : l'éducation.
Bâtir un grand Ministère de l'Education Nationale, avec des Universités, avec des professeurs d'éducation sportive et physique est une chose très importante ; il faut maintenant s'attacher, et la venue d'Alain Savary au bureau exécutif la dernière fois, a été très importante, à transformer les contenus même de l'éducation. Il faut faire en sorte que nous positions, entre Socialistes, avec les militants Socialistes qui sont aussi des militants enseignants, du syndicalisme enseignant, le problème de l'éducation.
Il faut que cette question de l'éducation soit posée par tous les enseignants, les utilisateurs de l'éducation, les parents d'élèves et aussi les autres, qui ont sur le problème de l'éducation quelque chose à dire.
Il faut en particulier que la réponse Socialiste en matière d'éducation permanente, de cohésion et de cohabitation entre les dispositifs de l'éducation initiale et la formation continue, la place des organisations d'éducation populaire, par rapport au dispositif d'ensemble, soit apportée.
Quatrièmement, le service national : là aussi, il faut que nous soyons précis et

clairs, Charles Hernu a déjà mis en oeuvre plus de 30 mesures améliorant la situation du service militaire, mais il faut que nous, en tant que force politique, nous fassions comprendre cet objectif politique essentiel que le problème du service national ne se pose pas en soi comme étant le passage obligé d'une année dans la vie des jeunes gens et d'une partie plus grande des jeunes femmes bientôt, il faut que cette question du service national soit posée en termes politiques, c'est-à-dire : est-ce que, oui ou non, nous considérons que cela est nécessaire par rapport au problème de la sécurité, de la défense de notre pays ?
Le Parti y a répondu très clairement : si nous sommes contre une armée de métier, pour ce passage démocratique d'un service national, il faut que l'ensemble des jeunes qui passent par là voient la signification profonde de ce que représentent le monde troublé actuel et la défense de la patrie.
Il faut que ces termes qui sont des termes Socialistes soient effectivement pris en compte par la jeunesse et ses profondeurs et non pas que le service soit fait comme un passage obligé, ennuyeux, préoccupant dont il faut se libérer le plus tôt possible, là aussi par un service qui tiendra compte des situations réelles des jeunes qui tiendra compte d'une différence entre faire son service dans un bureau à Paris ou en Allemagne coupé de sa famille et ses proches. Nous arriverons petit à petit à faire en sorte que le patriotisme soit un patriotisme de Gauche et non pas une valeur confisquée par la Droite.
Cinquième thème, il existe dans notre pays un nombre grandissant d'associations de jeunesse et d'éducation populaire. Nombre d'entre elles sont animées par des militants Socialistes ou qui se retrouvent dans la famille Socialiste.
Lionel Jospin évoquait ce problème ce matin. Certains de ces animateurs, certains de ces militants ne veulent pas franchir le pas d'une adhésion à un parti tel que le nôtre.
Il faut pourtant que nous-mêmes, en tant que force politique, par une proposition tenant compte de leur statut d'élu social, par une proposition tenant compte de la situation des associations dans la cité, nous soyons à même de répondre à leur engagement politique.
A cet égard, il faut que le parti ait toute sa place dans le débat qui va s'instaurer - et je dirai, qui va s'instaurer maintenant - entre les associations et le gouvernement sur la reforme de la loi de 1901 - débat essentiel - et qu'il prenne complètement ses responsabilités sur ce thème.
Enfin, dernier thème : la solidarité internationale.
Comment pourrait-on être Socialiste et ne pas proposer aux jeunes l'internationalisme, c'est à dire cette solidarité avec les peuples exploités, les peuples pour lesquels les Droits de l'Homme sont bafoués ? Comment pourrait-on faire autrement que de montrer à la jeunesse, actuellement, le rôle qui peut être celui des militants de notre parti, aussi bien vis-à-vis du problème du Salvador que vis-à-vis de celui de la Pologne.
Cet axe de solidarité internationale, nous le développons avec le parti dans son ensemble, et cela me semble, pour mobiliser, pour convaincre la jeunesse dans ses profondeurs, un axe essentiel. si nous arrivons à cela, nous pourrons faire en sorte que cet enjeu considérable de la période soit enfin réalisé, c'est-à-dire que

notre parti ne développe pas des bribes de discours sur la jeunesse, mais soit en réalité, dans ses profondeurs, le parti de la jeunesse, le parti vis-à-vis duquel les jeunes ont des choses à dire, vis-à-vis duquel les jeunes ont des choses à proposer.
Il ne s'agit pas, pour cela, d'être complaisants à leur égard, il s'agit de dire : voila ce qu'en tant que force politique nous proposons à la jeunesse de notre pays, voila ce que le gouvernement, animé par les Socialistes, se voit proposer par le parti Socialiste,
C'est l'objectif que nous nous donnons en définissant les cadres de cette politique nationale du parti en direction de la jeunesse, et c'est pour cela que je fais appel à vous tous pour contribuer, dans vos fédérations, dans vos sections, a cette réflexion.
(Applaudissements)

Le Président - La parole est à René Bas, du Var.

René Bas (Var)
Chers camarades, la fédération du Var, réunie en convention fédérale, a voté à l'unanimité le quitus a la direction du parti.
Ce faisant, son analyse de la situation de la vie du parti l'a amené à apporter à un certain nombre de critiques vis-à-vis du fonctionnement du parti, je précise tout de suite que ces critiques portées au parti, la fédération se les est également adressées a elle-même.
Elle a constate que le rôle du parti, le nouveau rôle du parti, dans un contexte nouveau d'un gouvernement à direction Socialiste, n'était pas encore perçu et que le cycle de fonctionnement du parti n'était pas justement relié à ce nouveau contexte. aussi bien, nous avons pense qu'il n'était pas exclu que la réaction que nous exprimions soit également partagée par l'opinion qui nous soutient après les élections du.10 mai et du mois de juin.
En effet, la Gauche ayant rarement rendez-vous avec l'histoire, il est de fait que depuis des décennies, aussi bien à l'intérieur du parti qu'à l'extérieur, parmi nos sympathisants, les uns et les autres nous étions - et nous sommes encore - imprégnés de cet état d'esprit critique qui fut le nôtre, et c'est peut-être bien en termes d'état d'esprit qu'il convient d'appréhender l'action que le parti doit mener ; il n'est pas si facile de passer d'une attitude de contestation permanente à une attitude de proposition, d'accompagnement de la riche action gouvernementale impulsée par François Mitterrand et conduite par le gouvernement de Pierre Mauroy.
Pour ce faire, à l'évidence, le parti doit multiplier les initiatives en direction des points forts de l'action gouvernementale afin que, sur le terrain, l'action indispensable d'information, d'explication, soit menée.
Dans le même temps, nous souhaitons que le parti poursuive son labeur de recherche et de proposition, indispensable adjuvant nécessaire a la sous-tension de l'action gouvernementale,
Mais au-delà, mes chers camarades, n'oublions pas la perspective de l'action

Collection Jean-Jaurès

Socialiste, sa philosophie, dirai-je, si bien traduite par le concept que nous avons mis en avant tout au long de notre conquête du pouvoir et qui s'inscrivait en grandes lettres sur nos banderoles : "changer la vie".
Qu'il soit bien dit que changer la vie, camarades, c'est ouvrir de nouvelles perspectives aux hommes et aux femmes de demain - sinon d'aujourd'hui - des perspectives qui dépassent les changements d'ordre économique et social, pour toucher aux comportements, aux manières d'être dont parlait Pierre Mauroy.
En effet, rien de fondamental ne sera changé si nous ne posons pas clairement, auprès de l'opinion, les problèmes en termes de vision de l'homme.
Qu'il soit dit que nous voulons sortir de l'idéologie dominante qui dogmatise l'individu, en en faisant cette super-créature qui subit beaucoup plus qu'elle ne cohabite avec son environnement.
Il importe que nous réhabilitions avec force le concept généreux qui, pour nous Socialistes, a nom laïcité, en lieu et place du dogmatisme que nous connaissons, qu'il soit d'inspiration judéo-chrétienne, ou plus simplement cartésienne, ainsi, mes chers camarades, serons-nous à même de faire passer ce souffle qui accompagnera et portera le changement.
J'ai parle de laïcité, je sais que ce concept, dans l'opinion - et par une propagande savamment entretenue par la droite – est quelquefois laissé sans réponse au sein même de notre parti et fait figure de concept suranné.
Il est de fait qu'après la période que nous venons de traverser/ il convient de réhabiliter ce concept, il convient de l'adapter à la période que nous vivons,
Le concept de laïcité, qui, pour ceux qui l'ont conçu, pour ceux qui l'ont mis en avant voici des décennies, avait nom respect de l'autre au sein de l'espèce humaine, qui voulait qu'au-delà des différences de religion, de conviction et de race, nous nous respections et nous ayons droit à notre vérité, ce concept aujourd'hui, par rapport à la situation de l'homme au sein de son environnement, doit peut-être prendre en compte une notion de respect de l'autre étendu a l'ensemble de l'environnement, à vouloir considérer qu'il y a des espèces supérieures et inférieures de la vie, l'homme a peut-être creusé ses propres dissensions, et considérer qu'il n'y a pas d'espèce inférieur ni supérieure de la vie, c'est peut-être la chance, pour l'homme, dans un respect universel de la vie, de promouvoir ce respect au sein même de l'espèce humaine.
Je pense que ce changement dans les mentalités, puisque changement il y a, doit être sans cesse présent dans nos esprits, au parti.
J'en appelle également à nos camarades du gouvernement, j'en appelle au Ministère de l'Education Nationale, j'en appelle au Ministère du Temps Libre, j'en appelle au Ministère de l'Environnement et du cadre de vie, de la Mer, a bien d'autres, à tous ceux qui ont pour charge d'aider les citoyens de ce pays à prendre en compte leur devenir, pour qu'ils traitent ces problèmes selon ce généreux concept à réhabiliter, pour faire passer ce souffle qui nous permettra de dire haut et clair que le parti Socialiste veut effectivement changer la vie !
(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Alain Dunnel, ensuite à Jean-Paul Bachy.

Alain DUNNEL

Mes chers camarades, permettez- moi, à mon tour, d'apporter ma modeste pierre à la réflexion de notre convention sur la question centrale des enjeux de la période.

Après le discours introductif de Jean Poperen et l'importante intervention du premier secrétaire, nous nous disons tous qu'après neuf mois d'exercice du pouvoir, nous pouvons être fiers du travail accompli et des réformes mises en chantier… Et pourtant, certains camarades, ici même à cette tribune, et ailleurs dans le parti, expriment un sentiment de gêne, parfois, ressentent la lenteur des effets et quelquefois la timidité de certaines mesures du gouvernement. je citerai par exemple, bien sur, la réduction du temps de travail, ou l'abaissement de l'age de la retraite ; j'ai entendu aussi certaines réserves sur le rapport Auroux, j'ai entendu dire, y compris à l'intérieur du bureau exécutif, que 39 heures, ce n'était pas assez, j'ai entendu prétendre - a l'extérieur du parti, cette fois - que maintenir le pouvoir d'achat, c'était sacrifier l'emploi...

Laissez-moi vous dire, mes camarades, que je ne crois rien de tout cela et je tiens a dire, devant la convention, combien les orientations du gouvernement sont justes, combien le rôle qu'ont joue, pour affermir ces orientations, le Président de la République et le Premier Ministre, est important, et combien je ressens qu'avec ces orientations, nous tenons le bon cap.

Mais, bien sûr, pour mesurer les effets positifs de ces mesures, il faut comprendre que la relance de l'emploi ne sera pas la conséquence de l'une ou l'autre, mais bien la résultante de toute une politique. La relance de l'emploi, ce seront à la fois les 39 heures, la 5ème semaine, l'abaissement de l'âge de la retraite et la relance économique ; aucune de ces mesures, prise isolément, ne saurait suffire, mais l'ensemble forme un projet économique.

C'est un accord sans réserve, donc, je le disais, sur ces orientations, qui attestent bien l'importance et le sens du projet, cet accord, que je sens d'ailleurs partagé par le parti dans son ensemble, n'est pas un accord passif.

Ayant écouté notre camarade Montoya, ce matin, j'ai envie, d'une façon différente de lui, de dire qu'à mon sens nous naviguons entre deux risques majeurs :

- Le premier serait de négliger la puissance de l'appareil d'Etat, de s'en remettre trop docilement a l'expérience de ceux qui, depuis longtemps, souvent - depuis toujours pour certains d'entre eux - assurent la permanence du fonctionnement du pays, je veux parler de la technostructure.

Ces hommes préparent les décisions, les forgent souvent, les exécutent toujours. ils ont concentre entre leurs mains l'essentiel du pouvoir pratique, ils luttent toujours pour conserver leur autonomie par rapport a ce qu'ils appellent "les politiques", ils croient souvent dans le caractère impératif absolu de ce qu'ils appellent "les solutions techniquement justes", sur tel sujet, par exemple, il y avait avant le 10 mai leur "bonne solution", et bien souvent ils continuent de considérer que cette "bonne solution" est toujours "la bonne solution" après le 10 mai !

Les laisser, sans directives politiques précises, suivre leur avis sans les avoir soumis au préalable à ce que j'appellerai "la critique sociale", ce serait assurément se préparer de dures déconvenues politiques, C'est ce qui risque de se produire chaque fois qu'une réforme "technique" émanerait d'eux politiquement. Les conséquences en sont alors connues : on laisse dans ce cas-là un champ de manœuvre facile, je dirai même presque "inespéré", à la C.G.T, souvent à d'autres parfois aussi, et, comble de tout, c'est parfois la Droite qui nous accuse de ne pas tenir nos promesses.

Tout cela, on l'a déjà vu, se termine, soit par un malaise dans notre électorat, malaise passager, gênant quand même, soit par une montée au créneau du Président de la République ou du Premier Ministre. Chacun comprend bien que cela ne peut pas se reproduire trop souvent.

Le deuxième écueil, mes camarades, ce serait de laisser croire, et c'est parfois un peu ce qui ressort de mon information, que le changement c'est l'affaire du seul gouvernement, qu'il n'y à qu'à attendre, comme on dit vulgairement, "que çà tombe tout cuit dans le bec", et qu'après tout, on a voté pour ça. Ce serait laisser seuls, face à face, le gouvernement et la techno-structure, justement, ce serait oublier que le patronat est toujours là, que la Haute Administration l'est aussi, que l'environnement international l'est également, que les lois sont toujours les mêmes, que les syndicats sont hélas toujours aussi faibles.

Il y a je crois un immense travail d'explication et de mobilisation dans lequel le parti doit considérablement progresser. Il s'y attelle, il travaille beaucoup dans ce domaine, et je m'en réjouis. Et pour progresser il doit d'abord se convaincre lui-même. C'est un enjeu formidable, de dimension historique, qui conditionnera bien évidemment la réussite ou l'échec.

Mais il est un autre enjeu important, lui aussi, mais plus strictement politique. Le parti saura-t-il faire respecter certaines de ses orientations qu'il a jugé lui-même dans le passé comme fondamentalement intrinsèques de son identité ?

Je veux profiter de cette Convention pour approfondir un point qui me parait aujourd'hui important.

Mon propos concerne les droits nouveaux des travailleurs dans le secteur public. Pardonnez-moi ce penchant, c'est celui de mon vécu militant.

Nous avons dit, mes camarades, dans nos textes les plus engageants, nous avons placé au cœur même de notre identité, que nous introduirions la démocratie économique dans les entreprises publiques. Nous avons écrit souvent que l'autogestion était impossible dans le secteur privé, la propriété échappant à la collectivité, mais qu'elle devait progressivement être mise en oeuvre dans les entreprises socialisées.

Nous avons écrit dans le projet Socialiste, nous avons toujours défendu partout, que dans ces entreprises publiques :

1° Les travailleurs éliraient directement leurs représentants au conseil d'administration, c'est-à-dire le suffrage universel directe sur listes non syndicales, pour éviter bien évidemment les confusions qui sont propres aux régimes de l'Est.

2° Le Conseil d'Administration désignera son Président sur liste d'aptitudes.

3° Dans ces entreprises des conseils d'atelier, de service, d'unité, seraient créés.
Nous avons dit tout cela, et nous l'avons écrit, et des militants d'entreprise, des dirigeants, ont expliqué qu'enfin une ère nouvelle de réelle démocratie économique s'ouvrait, deux siècles après qu'ait été ouverte celle de la démocratie civile.
Et j'entends, en provenance de certains milieux, proches parfois du gouvernement, que dans le fond ces orientations-là risqueraient d'être légèrement incontrôlables, que cela creuserait un trop grand fossé entre le secteur public et le secteur privé, Admirable argument qui risquerait d'aligner tout vers le bas !
J'entends qu'il faudrait désormais être sérieux, et garder, bien en mains, les leviers de commande… Comme si nous étions certains de pouvoir les garder toujours… Et qu'enfin il faudrait bien donner aux organisations syndicales l'accès aux organismes dirigeants des entreprises.
Je tiens à dire, mes camarades, devant cette convention, avant qu'aucune décision n'ait été prise, que si de telles rumeurs devaient s'avérer fondées, je crois que le gouvernement serait entraîné par là à faire une importante erreur.
Beaucoup de nos camarades militant dans les entreprises publiques nous le disent, et dans le secteur entreprises, souvent, on a entendu ces choses-là, c'est-à-dire que dans ces entreprises-là, depuis le 10 mai, trop peu de changement ont encore pu avoir lieu. L'essentiel du pouvoir est toujours entre les mêmes mains. Pour beaucoup de nos amis, de nos camarades militants, la situation est souvent pire qu'avant le 10 mai, écartés qu'ils sont trop souvent de leurs responsabilités antérieures, par une hiérarchie inquiète d'éventuels court-circuits.
Tous ces éléments, mes camarades, sont connus. Déjà les travailleurs de ces entreprises publiques comprennent mal que le gouvernement, qui est effectivement le vrai patron de ces entreprises, laisse faire, Nous imaginons sans peine quelle serait leur réaction s'ils devaient se voir frustrés de la plus stricte de nos promesses,
Si on calquait le statut des entreprises nationalisées sur le tripartisme de 46, si sclérosé, tant combattu, que ce soit à l'E.D.F, ou chez Renault, si l'espoir révolutionnaire, au mauvais sens du terme, devait se transformer en un frileux redoux, 35 ans en arrière, si tel était le cas, quelle serait la situation de nos militants d'entreprise, face aux travailleurs ? Que pourraient-ils leur dire sinon qu'ils ont été légèrement trompés ?
Mais plus grave encore serait l'immense déception populaire devant l'occasion historique manquée ! Plus grave encore serait l'abandon des entreprises publiques aux seuls managers en place, sans contrôle, et donc bientôt l'abandon de la volonté même d'agir sur le secteur économique public.
Je sais, pour l'avoir souvent entendu, que beaucoup de camarades du parti, et bien sûr d'abord du secteur "entreprises", partagent ce souci, qui est le mien, de fidélité à l'identité, et aussi d'engagement et d'efficacité pour le changement.
Je suis persuadé que grâce à cette convention et grâce à l'action de tous, le parti pourra engager sur ce terrain, le langage de la raison prévaudra, et toutes les inquiétudes dont je me suis fait l'écho auront été de fausses alarmes. Mais je suis

persuadé aussi, mes camarades, qu'il est bon que le parti réaffirme à chaque occasion son analyse et ses orientations.
(Applaudissements)

Le Président.- La parole est à Jean-Paul Bachy.

Jean-Paul BACHY

Chers camarades, ce que vient de dire notre camarade Dunnel constitue une excellente transition par rapport à ce que j'ai voulu dire moi-même, Paul Quilès ce matin a indiqué qu'en même temps que se tenait hier la réunion des premiers secrétaires fédéraux, nous avions également une réunion de notre commission nationale entreprises, qui, groupant régulièrement une soixantaine de militants des différentes sections et des différents groupes Socialistes d'entreprise, constitue en quelque sorte le parlement du secteur entreprise.
Les débats, je n'ai pas besoin de vous le dire, ont été très riches et même très vifs, et les sujets ne manquaient pas : le réveil des luttes sociales, les réactions aux initiatives gouvernementales, le débat sur les 39 heures, l'analyse de la stratégie patronale ou de la stratégie des confédérations ouvrières.
Mais une majorité des interventions à cette commission nationales entreprises ont porté sur la question de l'extension des droits des travailleurs dans l'entreprise, et la préparation du texte sur la démocratisation du secteur public, auquel Alain Dunnel faisait allusion à l'instant.
Je ne voudrais, sur ces questions, évoquer qu'un seul point, et je faillirais à ma mission de responsable d'entreprise du ^parti Socialiste en ne concentrant pas l'essentiel là-dessus.
L'une des dimensions décisives de la démocratisation de l'entreprise, qu'elle soit publique ou privée, c'est en effet, sans aucun doute, la reconnaissance de la liberté d'expression politique sur le lieu de travail. Je sais bien que l'on fait à cette perspective un certain nombre d'objections. Il y en a trois, en gros :
Il y a une première objection qui, est d'ordre juridique. Elle consiste à dire : les partis constituent un peu un cas à part, ils ne relèvent à l'évidence ni du droit des organisations syndicales, ni du droit associatif normal, et par conséquent il est difficile d'imaginer qu'on leur reconnaisse un statut officiel dans l'entreprise.
Cet argument, à mes yeux, ne vaut pas. La preuve, c'est que les libertés politiques ont été reconnues déjà dans l'Université, par un gouvernement de Droite, pour comble, et cet obstacle juridique, par conséquent, ou cette prétendue difficulté, ne peut être invoquée comme une fin de non recevoir ou comme suffisante pour empêcher la reconnaissance des libertés d'expression politique sur le lieu de travail.
Une deuxième objection, plus sérieuse, consiste à invoquer un argument d'opportunité.
Cela consiste, d'une part, à dire qu'il ne faut pas prendre trop à rebrousse-poil le patronat à l’heure actuelle, dans la mesure où nous avons besoin de lui pour la relance économique et pour la relance de l'emploi.
L'argument d'opportunité porte aussi sur la concurrence politique du syndicat, et

ce serait gêner le mouvement syndical que de reconnaître des libertés politiques dans 1'entreprise.
Je crois également, et nos militants l'ont exprimé très nettement hier, que cette seconde objection ne vaut pas plus que la première.
Chacun sait en effet que les forces patronales n'ont cédé et n'acceptent des compromis que sous l'effet d'un rapport de forces. Et comment créer, dans l'expression de ces rapports de forces, la possibilité de faire entendre la voix des Socialistes, la possibilité pour eux d'organiser leur implantation sur le lieu de travail, si une protection légale, juridique, n'est pas enfin reconnue, et si un statut n'est pas enfin donné à l'action politique, à l'action des militants politiques dans l'entreprise ?
L'argument vis-à-vis des syndicats est aussi insuffisants, car c'est un faux débat de croire qu'il existerait d'un côté un terrain syndical qui serait par définition un terrain apolitique, et le terrain des partis, les partis qui auraient le droit de s'exprimer partout, sauf sur le lieu où les citoyens passent les trois quarts de leur existence et la moitié de leurs journées, à savoir le lieu de leur emploi. Et par conséquent cette objection d'opportunité, ni vis-à-vis du patronat dans la conjoncture actuelle, ni vis-à-vis du mouvement syndical, ne me parait suffisante pour s'opposer et pour apporter un argument valable qui empêche la reconnaissance officielle de l'action politique sur les lieux de travail.
Le 3ème argument est un argument qui consiste, d'une certaine façon, à renvoyer la balle dans notre camp.
On nous dit : "Etes-vous sûrs que la reconnaissance des libertés politiques dans l'entreprise ne profiterait finalement pas plus à d'autres qu'au parti Socialiste, en l'occurrence à la Droite, ou au parti Communiste ?"
Moi, je dis que cet argument, lui non plus ne vaut pas.
En effet, les militants Communistes sont, en réalité, le plus souvent protégés, face aux pressions, face à la menace du licenciement, face à la répression patronale, par la couverture que leur offre l'exercice d'un mandat syndical, notamment, par C.G.T. interposée.
Quant aux militants politiques de Droite sur le lieu de travail, chacun sait qu'ils ne sont en réalité que le bras séculier du patronat qui, non seulement les protège, mais les crée parfois de toutes pièces, les suscite, les encourage et les finance.
Par conséquent, ceux qui sont, aujourd'hui, exposés de plein fouet, ce ne sont ni les uns et ni les autres, ce sont les camarades du parti Socialiste et un certain nombre de témoignages évoqués hier, voire même ce matin dans l'enceinte de cette convention, montrent qu'effectivement ce sont aujourd'hui les Socialistes qui payent de plein fouet et le plus durement le tribut de la répression et de l'action militante sur le lieu de travail.
Nous disons donc aujourd'hui que la reconnaissance des libertés d'expression politique dans l'entreprise n'est pas, pour le parti Socialiste, un risque.
Nous disons donc aujourd'hui que la reconnaissance des libertés d'expression politique dans l'entreprise, ce n'est pas pour le parti Socialiste un risque, c'est en réalité sa chance essentielle pour amplifier et prolonger son action et son intervention, pour concrétiser chaque jour davantage le nouveau rapport de force

historique que nous avons réussi à travers la dernière échéance électorale, à créer dans la classe ouvrière, vis-à-vis du parti Communiste Français.
De plus la reconnaissance de la liberté d'expression politique dans l'entreprise, c'est le prolongement logique de ce que nous avons toujours demandé, citoyen dans l'entreprise, comme citoyen dans la cité, nous avons répété cela depuis dix ans, et tout recul sur ce terrain nous mettrait non seulement en porte-à-faux par rapport à nos engagements publics, mais porterait à l'évidence un coup grave à l'action et à l'intervention de notre parti, sur un lieu de la lutte des classes, où les enjeux sont particulièrement décisifs.
Dans ces conditions la commission nationale entreprise du parti Socialiste et après avoir débattu de tous ces éléments que je viens d'évoquer, a voté une motion qui reprend en gros l'essentiel de l'argumentation que je viens de développer, et cette commission nationale entreprise du parti, unanime, demande à la direction du parti Socialiste, qu' à l'occasion des débats qui vont s'engager dans les prochaines semaines sur la concrétisation du rapport Auroux et sur le texte de loi sur l'élargissement des droits des travailleurs dans le secteur public, qu'une vigilance extrême s'exerce, que dans les faits le gouvernement reconnaisse les droits d'expression et d'organisation politique sur le lieu de travail.
Mon seul vœu, lors de cette convention, c'est que, sans reprendre l'intégralité du texte de la motion de notre commission nationale entreprise, nous puissions introduire dans la résolution finale cette dimension qui me parait essentielle pour la réussite du changement, le développement des droits des salariés sous tous leurs aspects et la reconnaissance de la citoyenneté pleine et entière sur le lieu de travail, la reconnaissance officielle donc des libertés d'expression politique dans 1'entreprise.
Sachez, mes camarades, que si une avancée significative n'est pas faite sur cette question, les échéances qui nous attendent dans les prochaines années ne tourneront pas en faveur de nos thèses et en faveur du projet politique que nous défendons.
Si par contre, dans les deux mois qui viennent, nous savons inscrire dans la loi à cet égard des propositions réalistes, raisonnables, mais résolues, croyez le, l'événement qui marquera ce printemps, c'est-à-dire la tenue de la conférence nationale entreprise du parti Socialiste, au mois de mai prochain, sera un événement politique qui comptera, non seulement dans l'année 1982, mais pour les cinq années qui viennent.
Je le souligne d'autant plus que cette conférence nationale aura à l'évidence un caractère symbolique. Je citerai simplement une date : le 21 mai ce sera juste un an après la victoire électorale des présidentielles et le lieu ce sera Epinay, onze ans après le congrès du renouveau du parti Socialiste.
(Applaudissements)

Le Président - Voilà une belle accumulation dans la recherche des symboles. La parole est maintenant à Santoni.

SANTONI

Mes chers camarades, la Corse vient d'être le théâtre d'attentats sanglants et barbares qui font l'objet de la réprobation générale.

Pour certains d'entre nous qui avons subi déjà les effets de la violence, aussi bien par les plasticages que par l'occupation de notre siège, ces événements sont graves, mais je crois qu'ils sont graves également pour chacun d'entre nous et pour chacun d'entre vous, ils mettent un accent sanglant sur la situation critique qui est actuellement celle de la Corse.

Cette situation se caractérise par une crise profonde qui entraine la décomposition d'une société traditionnelle et archaïque, et un blocage entre, d'un côté le conservatisme de cette société que nous appelons le système des clans, et les aspirations des jeunes génération corses engagées dans la vie active, qui aspirent à la modernisation de l'île, c'est-à-dire à la démocratie et au développement qu'ils appellent, avec la sauvegarde de leur identité.

Ce blocage, il avait été entretenu par ce qu'on pourrait appeler la ligne de M. Giscard d'Estaing, qui consistait à dire : il n'y a pas de destin politique en Corse.

Il a entraîné le déferlement des violences pendant sept ans.

Le parti Socialiste a dégagé une autre ligne et cela a été dû en partie à la visite et aux visites incessantes que les gens de la direction du parti ont effectuées en Corse, à partir principalement des événements dramatiques de Bastelica - Fesch, dont vous avez entendu parler.

A ce moment-là sont venus en Corse nos camarades Debarge, Teisseire, Laurrissergues, Anne Tregouet, Fajardie, puis est venu Pierre Mauroy et enfin est venu, au moment de la campagne présidentielle, François Mitterrand, qui dans son discours d'Ajaccio, a mis dans son programme le statut particulier pour la Corse, et ce statut faisait partie de cette ligne du parti, de débloquer la situation, parce qu'il est vrai qu'on ne dépasse les violences que par une avancée de la démocratie, et cela était effectivement la ligne du parti. C'était la ligne du changement qui a commencé avec les mesures d'apaisement et qui s'est continuée avec la mise en oeuvre du statut particulier.

Bref le parti Socialiste est apparu à ce moment-là comme le recours et il a posé la question centrale de la démocratie en Corse, et la victoire du 10 mai est apparue véritablement comme une ouverture.

Cela a été l'époque où un certain nombre de jeunes nationalistes sont venus sous les fenêtres du parti Socialiste, tant celui-ci apparaissait comme porteur d'espoir.

Cette victoire du 10 mai, de cette façon, à entraîné une triple cassure dans le mouvement nationaliste, et je crois que cela a été véritablement un déblocage.

La première cassure, a été celle qui a séparé les autonomistes légaux des autres et en particulier du P.C. et du P.P.C., qui se sont engagés dans la voie des élections et qui actuellement se préparent à entrer dans la voie des élections.

Puis il y a eu le plus grand nombre des sympathisants du F.L.N.C. c'est-à-dire du mouvement clandestin, qui se sont écartés de lui. Et puis finalement, à l'intérieur même de ce mouvement, le mouvement jugé par les prises de position extérieures, il y a eu prédominance d'une tendance politique qui avait l'air de faire confiance au parti Socialiste pour débloquer la situation et qui a instauré la

trêve des attentats, le jour même de la venue de François Mitterrand.
Il y avait donc à ce moments là un certain isolement des extrémistes qui poursuivaient peut-être leur pesée à l'intérieur de ce mouvement et qui ont manifesté, à un moment donné, il y a deux ou trois mois, leur désaccord avec la politique de la trêve.
Et puis il y a eu ces attentats, nous ignorons quels en sont les auteurs mais nous pouvons penser, faute de démenti du F.L.N.C., que ce sont peut-être les dirigeants de ce mouvement, soit l'organisation clandestine dans son ensemble, qui en sont à l'origine.
Le problème que posent les attentats, c'est celui-ci : les extrémistes resteront-ils isolés ou bien apporteront-ils un soutien ou bien réussiront-ils à entraîner une partie de la jeunesse derrière eux ? Ce qui serait grave parce que le gouvernement serait obligé d'entrer dans une politique de maintien de l'ordre et que par le phénomène de solidarité, les familles se retrouveraient entraînées derrière les jeunes qui seraient en cause.
Si les extrémistes restent isolés, le problème ne nous paraît pas pouvoir prendre des proportions importantes et par conséquent l'avenir pourrait rester serein.
Par contre, s'ils réussissent à recoller derrière eux tout le mouvement nationaliste et autonomiste, à ce moment-là la situation politique peut devenir préoccupante.
Voilà le problème important que je voudrais essayer avec franchise de tenter d'analyser avec vous, en sachant bien qu'effectivement le jeune se fraie péniblement un chemin au milieu du vieux, mais je crois qu'actuellement le problème est important, c'est qu'il y a un certain flottement, une certaine incertitude en Corse et que selon la solution que nous adopterons et les mesures qui seront prises immédiatement, ce flottement disparaîtra ou bien il pourrait profiter aux extrémistes.
Cette incertitude, d'où vient-elle ? Pourquoi ce sentiment s'est-il emparé tout à coup de l'opinion ?
L'on peut dire je pense que la réponse peut comporter trois sortes de considérations.
La première c'est que, dans un pays comme la Corse, plus qu'ailleurs, le pouvoir est personnalisé, identifié dans l'administration. Or les chefs de service qui faisaient une politique partisane et de Droite sont restés en place, il semble que le gouvernement se soit enfermé de ce côté-là dans un juridisme frileux et la question du pouvoir a été posée en Corse sans que l'on puisse dire vraiment que le pouvoir se soit prononcé pour le changement, alors qu'il faisait des réformes de structures profondes.
D'ailleurs des fautes graves ont été commises, en particulier à ce sujet, nous nous sommes coupés en partie des milieux agricoles, ou bien du milieu associatif. C'est ainsi par exemple que le président de la SOMIRAC, qui est l'organisme de mise en valeur agricole de la Corse, n'a pas été changé et c'est un organisme qui a une très grande importance dans les milieux agricoles et qui est entre les mains de la Droite.
On aurait pu peut-être nommer un administrateur provisoire, cela n'a pas été fait et là encore les gens se sont interrogés sur la volonté de changement.

De la même façon, en ce qui concerne un certain nombre d'animateurs ruraux qui ont une importance considérable sur les mouvements de jeunes, aussi bien au niveau des foyers ruraux que du mouvement culturel, un certain nombre de nominations adéquates de conseillers de la jeunesse et des sports n'ont pas été effectuées, alors que ces gens remplissaient le maximum de conditions, qu'ils étaient des animateurs réels et elles n'ont pas été effectuées sous le prétexte juridique qu'ils n'avaient pas les diplômes du genre du CAPAS, qu'ils auraient pu acquérir au bout d'un stage de quinze jours, si on avait bien voulu leur en donner la possibilité, ce qui fait que nous nous sommes coupés des animateurs réels et qu'un certain nombre d'animateurs sur le papier ont été nommés à leur place.

Ceci est une faute considérable et grave, parce que la plupart des gens, aussi bien des milieux agricoles, tout au moins en Haute Corse, que des milieux associatifs, penchaient vers nous et qu'ils étaient déjà dénoncés comme au P.S. par le mouvement nationaliste et avec des fautes de ce genre nous les avons repoussés en quelque sorte vers les nationalistes.

Il y a également le problème de la police, dont la plupart des membres n'ont pas été changés, alors qu'un certain nombre d'entre eux étaient compromis dans les activités du SAC, qui en Corse avait pris la dénomination de Francia. Et ce problème n'est pas tellement éloigné de celui de l'assaut qui a été donné à Isigny.

Je crois que cet argument a été accru également par l’idée qui s’est répandue que les élus vont avoir demain au sein de l’assemblée régionale des pouvoirs accrus, et il faut bien dire que cette idée c’est d’autant plus répandue qu’un certain nombre de gens ont fait des critiques extrêmement virulentes contre le statut particulier, et qu’il s’agit de personnes qui appartiennent à la Gauche, dont le leader est allé jusqu’à voter contre le gouvernement, au moment du vote sur le statut particulier.

Il est évident là aussi que cela créé une incertitude. Le démarquage n’a pas été fait sur à sujet, et une ligne politique claire n’a pas été dégagée en Corse depuis quelques temps, et ceci d’autant plus qu’au moment où le statut particulier avait été voté, le Conseil d’Etat avait donné un avis défavorable, et qu’à ce moment là on a eu l’impression d’un retrait sur un certain nombre de questions, et en particulier sur celle des offices et des agences.

De quoi s’agit-il ? Eh bien, le statut particulier avait des dispositions qui prévoyaient la création d’agences et d’offices de développement, comme par exemple le développement agricole, ou bien la banque d’investissement, ou bien une société des transports. La question politique qui était posée était celle-ci : sera-ce la loi qui va créer ces offices et ces agences ? Autrement dit, les élections se feront-elles avec des gens qui seront dégagés du système des clans, de sa corruption et de son incompétence, qui bloque tout développement en Corse, ou bien des hommes nouveaux seront-ils dégagés, hommes compétents, qui pourront prendre en main ce développement ? Le gouvernement ayant la possibilité de nommer les gens qu’il faut à ce sujet ?

Entendez-moi bien, il ne s’agit pas de créer en Corse un Etat PS, ni de nommer des gens du PS, il s’agissait seulement de nommer des gens compétents pour le

développement.
Les fait que les compétences de la région Corse aient été renvoyées au mois d'avril, que les moyens dont sera dotée la région n'ont pas pu être votés, le fait qu'on a pu se poser le problème de savoir en réalité si ces offices et ces agences, ayant la main mise sur tout le développement touristique, agricole, industriel, sur l'emploi, resteraient peut-être aux mains des clans, s'ils n'étaient pas votés directement par l'Assemblée Nationale mais s'ils étaient remis au vote de l'assemblée régionale, tout cela a encore créé un sentiment de doute, et ce doute a été d'autant plus grand, que sur la question des listes électorales - et vous savez quelle est l'importance du problème de la fraude - disons qu'il y a en Corse 70.000 inscrits parasitaires qui normalement, si on appliquait le code électoral, n'auraient pas le droit d'y figurer, et que tous comptes faits, dans la plupart des communes et des cantons, il y a deux fois plus d'électeurs qu'il n'y a d'habitants réels. Voilà la situation, et voilà pourquoi était né l'espoir du changement ; à partir d'une révision des listes électorales on aurait pu penser que demain la majorité des assemblées régionales auraient pu éventuellement basculer, ou à tous moins, que le consensus aurait pu être atteint par une représentation réelle et valable des minorités.
Actuellement, là encore, la question reste en suspens.

Le Président - Je demande à Santoni de resserrer un peu plus son intervention.

SANTONI
Je pense que nous, militants Socialistes, nous n'avons pas perdu confiance, mais ce qu'il faut c'est redonner cette confiance à la population, et pour redonner cette confiance à la population, il est important, dès à présent, de réaffirmer la ligne gouvernementale, de réaffirmer dès maintenant que le statut particulier sera voté sans qu'il y ait retranchement ou retrait par rapport à la proposition Socialiste du programme de François Mitterrand.
Il faut également que sur la question des listes électorales, le gouvernement donne les moyens nécessaires à la commission judiciaire qui a été nommée, des moyens en hommes, c'est-à-dire que les juges qui seront nommés ne soient pas des juges "paillassons", dont nous avons malheureusement la triste habitude, mais des juges réels, qui feront le nécessaire pour censurer les listes, et des moyens en matériel, en particulier en matériel informatique.
Il est possible de restaurer la confiance si cela est fait immédiatement.
Il faut également que le gouvernement annonce que, non seulement le statut particulier sera pris en compte, mais qu'il dise également quelle sera sa politique, et qu'il se démarque à l'égard du passé, qu'il affirme réellement sa volonté de changement.
Si demain nous ne sommes pas majoritaires à l'assemblée avec nos alliés éventuels, MRG ou Communistes, se ne sera pas un drame si nous avons affirmé à l'avance que la volonté du gouvernement de poursuivre les réformes en Corse demeure, et qu'en conséquences, même si la Droite garde le contrôle de l'assemblée régionale, les gens pourront avoir confiance dans le changement.

Je crois que c'est cela qu'il faut affirmer immédiatement, et qu'il faut mettre fin à cette politique d'incertitude qui s'est emparée de la Corse depuis le mois de janvier.
A partir de là, je crois que les extrémistes pourront demeurer isolés, et que dans ces conditions, on pourra envisager l'avenir avec optimisme.
(Applaudissements)

Le Président – Merci.
Michel de la Fournière.

Michel DE LA FOURNIERE
Chers camarades, le problème, quand on intervient en fin de convention, ou disons en deuxième partie du convention, est de ne pas répéter ce qui a été dit auparavant, dans un débat politique qui a été contrasté et approfondi.
Je vais essayer de le faire.
Beaucoup de camarades ont évoqué au début de leur intervention, et notamment Lionel Jospin, les difficultés de la situation politique présente. A tout ce qui a été dit, que je ne répéterai pas, j'ai envie d'ajouter deux éléments. Tout d'abord une difficulté économique et sociale, je veux dire la situation de l'emploi par rapport à laquelle je crains que nous ne soyons un peu optimistes.
Augmentation du pouvoir d'achat, oui, elle a été réalisée par les mesures sociales du gouvernement. Reprise de la production, oui, les indices de l'INSEE nous le montrent, mais pour le moment, reprise de l'embauche, non, et il conviendrait de bien prendre garde que la reprise de la consommation ne se fasse pas prioritairement à partir des importations de produits étrangers, ce que d'autres indices de l'INSEE semblent annoncer.
Et puis, camarades, cette difficulté proprement politique que l'union de la Gauche continue, bien sur, mais avec une nouvelle blessure à son flanc. Elle doit désormais s'accommoder de divergences aussi graves que celle portée sur la situation de la Pologne. Certes, ce n'est pas nouveau, mais c'est tout de même inquiétant dans la mesure ou l'accord conclu entre les deux partis au mois de juin pouvait laisser espérer une évolution du parti Communiste dans l'autre sens.
Eh bien, nous constatons que la phrase signée par le parti Communiste dans le texte de juin sur la Pologne était purement tactique, on est en droit de s'alarmer.
Camarades, notre rôle est de bien prendre la mesure politique de ces difficultés, et d'abord de noter qu'elles sont apparues, somme toute, assez tard, ou pour présenter les choses de façon positive, que l'état de grâce a duré très longtemps. C'est d'abord cela qu'il convient de souligner très fort.
La manière dont le gouvernement a su s'installer au pouvoir, prendre en main le contrôle de l'Etat, c'est à dire d'administrations largement réservées sinon hostiles pour certaines d'entre elles que je connais mieux, gérer l'économie et les finances de la France sans accroître le taux de l'inflation, ceci après 22 ans de mis à l'écart de affaires, c'est déjà un immense succès, et croyez bien que les Français ne s'y trompent pas. Il s'agit là d'un formidable acquis démocratique, d'avoir montré que l'alternance politique pouvait fonctionner sans drame.

Ensuite et surtout, la nouvelle majorité sait gré au gouvernement d'avoir entamé tambour battant la réalisation de son programme de réformes, et d'en avoir déjà mené à bien un grand nombre.
Mais cette confiance que la nouvelle majorité nous fait, et que tous les sondages confirme, ne nous satisfait pas pleinement, parce qu'il s'agit d'une confiance trop passive, et qu'on ne saurait construire le Socialisme, ni même dans une première phase appliquer le programme de Créteil, sans un soutien actif des travailleurs, et plus largement de toutes les couches sociales qui ont intérêt au changement.
Ce soutien actif des travailleurs, ce mouvement d'en bas, selon un vocabulaire que d'aucun peuvent trouver un peu désuet, nous l'attendions tous, nous l'espérions tous, et il ne s'est pas manifesté, ou fort peu. On l'appelle selon le degré apathie ou atonie, mais il est de fait que son absence est la principale raison non pas du malaise qui règne dans le parti, le terme est trop fort, mais de l'incertitude qui règne dans un grand nombre de sections de notre parti.
Le rôle du parti, nous l'avons dit dans le projet Socialiste, est de faire l'articulation entre le mouvement d'en haut et le mouvement d'en bas. Or, le mouvement d'en haut existe bien, avec le train de reformes engagées, avec le formidable labeur du gouvernement et de la majorité parlementaire, mais le mouvement d'en bas, et notamment le mouvement social, fait défaut. J'en prends pour exemple la baisse continue du taux de syndicalisation que le 10 mai n'a pas bloqué, la rareté des meetings, et quand il y en a, leur insuffisant succès.
Certes, la contre-offensive du patronat sur les 39 heures a provoqué un certain réveil de la combativité ouvrière, les travailleurs ne voulant quand même pas se faire enlever d'une main ce qu'on leur donnait de l'autre, mais ces mouvements même, outre une certaine confusion, n'ont été que défensifs, et pourtant ce sont ces mêmes travailleurs qui disent parfois que le changement ne va pas assez vite et qu'ils ne comprennent pas pourquoi ils ont toujours la les mêmes interlocuteurs en face d'eux !
Face à ces contradictions, je crois qu'il faut éviter de tomber dans l'alternative un peu simpliste, bien que traditionnelle, du plus vite ou plus lentement !
Le problème n'est pas celui du rythme du changement, car je crois en effet que la cadence trouvée est la bonne.
Le problème est celui du choix des priorités dans les éléments qui composent le changement.
Il faut maintenant donner priorité aux réformes intéressant la vie quotidienne des gens.
Les réformes des structures politiques et administratives comme la décentralisation, ou les réformes de structures économiques, comme les nationalisations ou la mise en route de la planification démocratique, ne donneront d'effet sensibles qu'a moyen terme.
Les Français approuvent cela, mais ils veulent aussi autre chose. Ils veulent notamment que la courbe du chômage commence à descendre avant la fin de l'année, il faut que les ordonnances que notre gouvernement prépare, notamment sur l'âge de la retraite et le cumul des emplois, y contribuent vraiment.

Les travailleurs attendent des améliorations dans leurs conditions de travail et de leurs droits dans l'entreprise, les jeunes attendent des changements dans le système éducatif, dans la formation professionnelle, dans le service national.
Il revient au parti de faire des propositions dans ce sens, de proposer des objectifs nouveaux et des priorités nouvelles, d'ouvrir les débats.
Ce gouvernement, le notre, a choisi de lutter contre la crise par le mouvement. Le parti est, pour une large part, comptable de la réussite de son entreprise, ce qui lui donne un droit à l'initiative, voire à la critique.
Enfin, le parti peut se montrer d'une très grande vigilance, par rapport aux menaces et à la réalité d'un retour de la Droite musclée, qu'elle apparaisse sous le visage des rodomontades, des calomnies ou des provocations.
Nous devons condamner avec fermeté et combattre le terrorisme qui sous couvert de défendre les droits des Corses assassine froidement des militaires en service.
Nous devons aussi, sur un autre plan, dénoncer les brutalités policières quand elles se produisent, comme ce fut le cas contre des manifestants écologistes. Nous devons agir avec tous les citoyens attachés aux libertés républicaines, quand le fascisme surgit grandeur nature à propos d'une histoire de camemberts, et rappeler à ceux qui dans la presse hebdomadaire en rient déjà, en bon Gaulois, paraît-il, que voici 60 ans, de joyeux Italiens s'amusaient eux aussi des farces à l'huile de ricin que faisaient certains jeunes gens en chemise noire…
Que se soit l'occasion pour nous de réaffirmer avec la dernière énergie que nul n'a le droit de se faire justice soi-même, et que les Socialistes entendent être les plus vigilants défenseurs des Droits de l'Homme, et plus particulièrement des droits des travailleurs.
Camarades, cette relance du parti, cette affirmation nouvelle, nous devons la réaliser dans l'esprit du congrès de Valence, c'est-à-dire dans une unité réelle de travail et de direction, et là j'approuve tout à fait en ce domaine la dernière partie de l'intervention de notre camarade Lionel Jospin.
Le parti a toujours eu besoin de l'ensemble de ses militants, mais il en aura encore plus besoin dans la période qui vient. Veillons bien à ce que leur unité se consolide et que chacun trouve sa place.
Ainsi, tous ensemble dans le respect des responsabilités confiés à certains, nous pourrons affirmer la présence du parti, contribuer à donner toute ses chances au gouvernement de Pierre Mauroy, à l'action du Président de la République
(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Jacques Bahry.

Jacques BAHRY
Camarades, actuellement on ne peut guère se promener dans les sections du parti sans être à tout moment sollicité sur les fameux problèmes de l'information des militants. Hier encore à la réunion des premiers secrétaires fédéraux, ce problème de l'information des militants a fait la une si je puis dire en mobilisant une large partie des interventions, et je pense qu'il faut dans ce domaine faire un

certain nombre de précisions.
Tout d'abord, il est certain qu'il serait effectivement préférable que tous les ministres toujours nous signalent à l'avance leurs déplacements dans nos départements, je pense qu'il serait effectivement préférable si nous avions suffisamment à temps les argumentaires concernant telle ou telle mesure, mais je crois aussi qu'il ne faut pas s'obnubiler sur ces questions, je crois aussi que beaucoup, depuis Valence, a été fait dans ce domaine et que lorsque aujourd'hui on continue à poser cette question avec la vivacité, avec laquelle on le fait, il y a derrière cette question autre chose.
Derrière cette question formulée en termes de demande d'information, je crois qu'il y a une réelle hésitation sur le rôle même du parti aujourd'hui.
Le rôle du Parti serait-il devenu d'être le meilleur porte parole du gouvernement, meilleur porte parole des décisions du gouvernement que le gouvernement lui même ?
Le rôle des militants, le bon militant, serait-il devenu celui qui sait répondre à tout ? Qui sait tout ? Je crois qu'à ce jeu nous risquerions vite de nous essouffler. Je crois et c'est encore plus grave, qu'à ce jeu nous ne risquerions pas, comme le souhaitait Jean Poperen, de devenir effectivement le moteur de 1'entraînement populaire pour lé changement.
Les camarades disent qu'il se sentent gênés pour expliquer la politique du gouvernement et il en ressort une demande massive permanente d'information, d'argumentaire. Je crois qu'ils sont surtout gênés pour oser faire autre chose que d'essayer d'expliquer la politique du gouvernement et que c'est là actuellement où le bas blesse.
Le problème ne me parait pas être actuellement l'amélioration de l'information, mais bien davantage l'élaboration politique de l'action spécifique du parti.
Prenons un exemple, et un exemple positif : l'affaire des 39 heures. Je dirai que l'éditorial de Lionel Jospin dans le Poing et la Rose Responsables, a été un élément politique majeur, non pas simplement parce qu'il a indiqué par rapport au problème des 39 h. ce qu'il en était, mais parce que, au delà de la simple expression du sentiment du parti sur une question, il a donné aux militants une orientation politique, un axe en termes d'action sur ce que le parti souhaitait dans un moment où la position du gouvernement n'était peut-être pas parfaitement claire, même si quelques jours après les choses de ce côté ont été tout à fait clarifiées.
Je crois qu'il s'agit d'un exemple à suivre,, Il doit y avoir complémentarité, mais donc distinction entre l'action du parti et celle du gouvernement ; nous avons dit à Valence qu'il fallait éviter que la situation se résume à un tête à tête entre le gouvernement, d'une part, et les classes dirigeantes, de l'économie, de l'autre.
Si nous voulons que ce souhait ne reste pas un vœu pieux, cela passe par une élaboration politique qui soit autre chose qu'une explication de la politique, c'est-à-dire des mesures prises et des mesures non prises par le gouvernement.
C'est aussi une condition du développement du parti, bien sûr, dans les entreprises, mais aussi, comme le disait tout à l'heure Barrau, dans la jeunesse.
Je ne voudrais pas allonger mon propos, puisqu'il faut être bref, je dirai tout

simplement pour conclure que les militants dans les sections locales, mais aussi et peut-être aussi et surtout dans les sections d'entreprises, voient quotidiennement que loin de l'atténuer, la victoire de mai et juin 1981 attise la hargne des classes dirigeantes de l'économie et de leurs sbires dans l'administration, dans les entreprises nationalisées et ailleurs.
Ils doivent savoir que dans le cadre de la stratégie complémentaire et coordonnée du gouvernement, des élus et du parti, une stratégie coordonnée est nécessaire à la réussite du changement : la place du parti doit rester celle d'un parti de lutte.
(Applaudissements)

Le Président - Bertrand Delanoë ?

Bertrand DELANOË
Chers camarades, il me semble que cette convention est la convention de l'affirmation du parti, l'affirmation du parti, c'est aussi un certain nombre de moyens et, si possible, des moyens inscrits dans la réalité, dans le possible. Parmi les difficultés que nous rencontrons depuis le 10 mai, depuis le 22 juin, il y a l'expression du parti Socialiste.
C'est vrai que les Socialistes, ils sont partout, on l'a dit ce matin, et le parti n'est peut-être pas celui qui dans les formes habituelles des médias dans notre société aujourd'hui, attire le plus.
De plus, nous avions un quotidien qui avait des succès divers et nous n'avons plus de possibilités d'expression quotidienne du parti.
C'est pourquoi au lendemain du congrès de Valence, sur la demande de la direction du parti, mon secteur a essayé de chercher comment faire pour, avec les moyens limités qui sont les nôtres, permettre une expression plus rapide, plus abondante de l'expression de notre parti.
La conclusion à laquelle nous sommes arrivés, c'est que compte tenu de ces moyens qui sont les nôtres, il fallait se donner l'organe le plus léger possible, mais le plus solide possible pour que la position des Socialistes soit connue quotidiennement sur l'ensemble des grands événements qui agitent la France ou l'activité internationale.
Il est évident que l'expérience du quotidien Combat Socialiste nous a beaucoup appris et devait nous encourager à la fois à la modestie mais pas nécessairement nous refuser l'ambition.
Ce qui est utile aujourd'hui, dans les médias, c'est qu'on sache ce que pense le parti Socialiste d'un certain nombre d'événements, par exemple, ce qui s'est passé dans le Calvados, évoqué aujourd'hui, l'activité sociale des 39 h, ou un certain nombre de faits de l'activité internationale, dois-je citer la Pologne, le Salvador ?
Le problème n'est donc pas de créer un organe d'expression de masse, nous ne pourrions pas le faire, qui s'adresser à des millions de citoyens. Le problème, c'est de faire en sorte que les organes de masse qui existent, presse écrite et presse audio-visuelle, connaissent tous les jours la position du parti Socialiste.

C'est pourquoi nous avons repris l'expérience finalement qui avait été menés par Claude Estier et Georges Fillioud de la Lettre de l'Unité ; nous allons donc, à partir du début mars sans doute, entre le 1er et le 15, je ne peux pas vous dire aujourd'hui la date exacte, faire sortir tous les jours une lettre qui sera adressée à l'ensemble de ceux qui écrivent ou parlent dans la presse, qu'il s'agisse du niveau départemental ou national.
Le titre choisi a été "P.S. aujourd'hui".
"P.S. aujourd'hui", parce qu'il évoque le rôle du parti Socialiste dans les nouvelles circonstances où nous sommes : parti de gouvernement avec un Président de la République et un gouvernement à majorité Socialiste.
"P.S. aujourd'hui" parce que ce sera précisément le commentaire et la prise de position quotidienne du parti Socialiste.
Modeste, ai-je dit tout à l'heure, oui, nous commencerons par un recto-verso, mais nous souhaitons que ce soit aussi un produit propre, sérieux et pas une feuille qui soit déjà d'aspect un petit peu rebutant.
C'est pourquoi nous avons choisi la modestie dans la taille, mais la qualité dans la technique et c'est pour cela que ce bulletin quotidien sera fait en photocomposition.
Que contiendra t-il ?
Il contiendra tous les jours un éditorial et pour ma part je souhaiterais que tous les membres de la direction du parti, tous les membres du bureau exécutif, à un moment ou à un autre, s'expriment à travers les éditoriaux courts et percutants,
Je pense qu'il faut que le style de ce bulletin soit offensif et qu'en même temps il tienne compte des réalités dans lesquelles nous sommes, c'est-à-dire que nous ne sommes plus un parti d'opposition et nous ne pouvons pas faire un bulletin uniquement offensif. Il faut que ce soit un bulletin aussi de défense de la politique des Socialistes où qu'ils soient. Mais ce doit être à mon sens le bulletin du parti Socialiste et non le bulletin du gouvernement.
Je le dis très clairement, il me semble qu'il doit exprimer la volonté des militants, l'opinion des militants et des dirigeants fédéraux et nationaux du parti.
Il doit comporter aussi des "brèves" et aussi une revue des activités nationales, départementales ou locales du parti Socialiste, donc à tous ses échelons.
Il faut que ce soit un organe a la fois modeste et ambitieux qui pourrait éventuellement quand il aurait fait ses preuves, et seulement s'il a fait ses preuves, connaître un nouveau développement quelques mois ou un an après.
Enfin, et c'est par là que je terminerai, je pense que ce bulletin destiné à l'extérieur, peut être utile à l'intérieur.
Dès l'instant ou il représente quotidiennement la prise de position, le commentaire de la direction du parti Socialiste, je pense qu'il peut être utile aux responsables fédéraux, et même aux responsables de sections ; il peut leur être utile pour qu'ils aient une connaissance de l'appréciation, au jour le jour, sur tel ou tel événement, mais aussi pour les reprises dans des journaux locaux ou départementaux, et également pour que les événements qui se passent dans un département, dans une région, et qui peuvent avoir une valeur symbolique au plan national, soient connus de la presse de l'ensemble du pays, par

l'intermédiaire de "P.S. aujourd'hui".
C'est pourquoi, sur la suggestion des secrétaires fédéraux rencontrés hier à la réunion des premiers secrétaires fédéraux, nous sommes prêts à abonner gratuitement deux ou trois journalistes des feuilles départementales, de manière à ce que les journalistes locaux, aussi, reçoivent gratuitement "P.S. aujourd'hui" et a ce que cette actualité, cette prise de position, cette opinion politique soient connues, y compris des journaux départementaux ou locaux.
En accord avec le trésorier, Laignel, nous avons fixé un prix d'abonnement extrêmement bas, c'est-à-dire que l'abonnement à "P.S. aujourd'hui" sera de 150 F par an ; pour une publication cinq jours par semaine, je pense que c'est vraiment le tarif le plus compétitif qu'on pouvait offrir, afin qu'éventuellement aussi, à l'intérieur du parti, cet organe serve.
Je terminerai d'une phrase, en vous disant que si cet organe est modeste, si cet organe va avoir besoin, avant même de naître, d'être amélioré, s'il va avoir besoin de vos critiques, de vos propositions, il aura besoin aussi, me semble-t-il, de porter notre ambition collective. cet organe ne devra pas être l'organe de tel ou tel secrétaire national - encore moins de celui qui en est le responsable - il doit être celui de la direction du parti, de l'ensemble des militants.
Il dépend de vous que, dans la bataille d'idées que nous allons mener, et qui a été évoquée largement aujourd'hui, notamment face à nos adversaires de la Droite, il soit un vecteur utile dans lequel chacun des militants du parti Socialiste se reconnaisse.
(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Coffineau.

Michel COFFINEAU
Chers camarades, depuis ce matin on parle sans arrêt du dilemme : devons-nous être un parti "godillot" ou un parti contestataire ? La réponse à déjà été apportée, notamment par le premier secrétaire : il convient de n'être ni l'un ni l'autre,
Je suis entièrement d'accord avec cette affirmation, encore que je m'interroge - et il me semble qu'il est souhaitable que nous nous interrogions - sur l'attitude d'un certain nombre de nos camarades lorsque, confrontés - que ce soit au marché, que ce soit dans le train de banlieue, puisque je suis banlieusard, que ce soit dans l'entreprise - à des réflexions sur les critiques que l'opinion de Gauche - pour l'essentiel - porte sur certaines positions gouvernementales, ils ne savent pas dire autre chose que ce que disent leurs interlocuteurs, à savoir ; "eh bien oui… Je comprends… Cela ne va pas très bien… Le changement, ce n'est pas cela…", au lieu d'expliquer - ce qui m'apparaîtrait plus souhaitable - qu'il y a un certain nombre de changements que le gouvernement a mis en application, que le pouvoir Socialiste a mis en application, et qu'il y a des points sur lesquels, bien entendu, il y a encore des difficultés qu'il convient d'aplanir.
Le dépassement de cette situation, de ce dilemme entre parti "godillot" et parti contestataire, il me semble - et je voudrais le dire après d'autres - c'est de se lancer dans ce qui a été dit ce matin : la bataille des idées, la bataille

idéologique, non seulement en appliquant, par exemple, le projet socialiste - j'en suis d'accord à 100% - mais en trouvant des moyens concrets de le faire.
Je suis d'accord avec Lionel Jospin dans ce qu'il a dit ce matin de l'éducation nationale sous l'angle budgétaire, dans nos fédérations, ou en tant que parlementaires - et combien sommes-nous dans ce cas - nous sommes assaillis, par exemple sur le plan de l'éducation, par des demandes qui sont de nature budgétaire : nombre, d'emplois, etc. Tous, nous connaissons cela, ceci est important et utile, je suis tout à fait d'accord - d'autant plus que je suis d'un département assez déficitaire - mais nous devrions pouvoir dépasser cette situation en offrant à la population nos orientations sur des domaines précis et, par exemple, sur celui-ci : notre projet éducatif.
Si le parti et ses militants sont capables demain - sont capables des aujourd'hui - de dire ce qu'ils veulent comme projet éducatif et de dire que le gouvernement va s'engager dans un délai x, avec une contrainte de temps x, à mettre en place un projet éducatif, alors nous serons moins enfermés dans les demandes concrètes qui portent sur un emploi de plus ou un emploi de moins dans l'éducation nationale. Je pourrais en dire autant d'autres domaines, comme celui de la santé par exemple : si nous pouvons dire quelle politique de la santé nous voulons mettre en oeuvre, je crois que nous aurons moins de difficultés à expliquer la situation concrète d'aujourd'hui et ses difficultés.
Dans cet ordre d'idées, il me semble - je dis cela parce que ce point m'est traditionnellement plus sensible - qu'au niveau des travailleurs, des mesures sociales et des droits nouveaux, nous avons matière à développer largement ce que j'appelais tout à l'heure la bataille d'idées.
Sur les droits nouveaux - je le dis pour cette convention, mais j'ai envie de le dire aussi pour le gouvernement - il faut tenir bon.
Lorsque Pierre Mauroy dit, ou laisse dire, ou laisse entendre qu'il convient, au niveau des entreprises, de faire en sorte que le coût social des mesures qui sont actuellement mises en application - que ce soit les 39 heures, la retraite, ou les autres mesures - ne soit pas un coût économique tel que les entreprises ne soient plus en état d'investir et, donc, d'embaucher, je le comprends, et je crois même que c'est compris de la masse de la population, en tout cas de la masse des travailleurs. Il convient de faire en sorte de gagner la bataille de l'emploi, donc il ne faut pas, aujourd'hui, d'un seul coup, augmenter le coût de production d'une manière telle que les entreprises ne soient plus en état d'embaucher.
Mais, s'agissant des droits nouveaux pour les travailleurs, il me semble que le problème se pose d'une manière différente.
J'ai eu l'occasion de l'expérimenter, le patronat, que ce soit Chautard, que ce soit les PME, ont un discours qui consiste a dire : "avec des nouveaux droits pour les travailleurs, l'entreprise va perdre de son importance, va perdre de sa productivité, va perdre de sa compétitivité"
Il me semble qu'il convient de nous inscrire en faux contre cette affirmation et cela a de l'importance.
S'il s'agit de dire que les nouveaux droits pour les travailleurs vont réduire le droit discrétionnaire du chef d'entreprise, bien entendu ! Mais qu'avons-nous dit

d'autre depuis des années dans nos discours, dans nos conventions, dans le rappel d'un certain nombre de motions ? Il est bien entendu que notre orientation Socialiste à ce niveau est de nature telle que les nouveaux droits pour les travailleurs vont restreindre d'une certaine manière le droit patronal… Encore que, dans ces nouveaux droits, il faille distinguer ceux qui seront déterminants dans le secteur public - ceux qui, actuellement, sont en cours de discussion pour la démocratisation du secteur public - et les nouveaux droits pour le secteur prive.

Sur le secteur public, je ne m'étendrai pas, la situation me parait extrêmement simple par rapport a la bataille d'idées que j'évoquais il y a quelques instants. les nouveaux droits des travailleurs dans le secteur public ne peuvent être qu'inscrits, dans notre esprit, dans la perspective de l'autogestion, ce ne sera pas, au mois de juin 1982 ou au mois d'octobre 1982, l'autogestion dans ces entreprises, mais à mon avis cela sera inscrit dans la perspective de l'autogestion, avec la manière dont nous envisagerons la composition et l'élection des conseils d'administration, la manière dont nous envisagerons le pouvoir réel et l'élection des conseils d'ateliers ou de services.

Mais enfin, dans le secteur public, j'allais dire, je ne me fais pas de "mouron", encore qu'il faudra progresser.

Dans le secteur prive - j'en reviens à mon propos - le patronat, actuellement, mène une offensive - et il la mènera particulièrement au printemps, dans deux mois, lorsque la loi viendra en discussion à l'Assemblée Nationale - dans le sens de dire : "l'entreprise va perdre avec les nouveaux droits des travailleurs."

Je le dis, et il faut que nous le disions : le chef d'entreprise va perdre un peu de son autorité, mais pas l'entreprise, c'est important de le dire et de développer ce thème. l'entreprise, c'est-à-dire à la fois le chef d'entreprise et sa propriété du capital, et les travailleurs qui, nous le savons depuis déjà de nombreuses décennies dans notre langage Socialiste, sont les seuls à produire les richesses, l'entreprise dans son ensemble n'a pas à perdre aux nouveaux droits pour les travailleurs, mais sans doute a gagner en productivité, en compétitivité, en fonctionnement, et bien sur - c'est cela, le but - au niveau de sa démocratie.

Je crois que nous avons la un langage que le parti devrait tenir, un combat qu'il conviendrait de mener, particulièrement avec nos structures que sont les sections et les groupes d'entreprises, pour que le patronat n'influence pas trop nos amis et camarades qui sont au gouvernement, voire quelques autres qui sont au parlement, en disant : "vous allez foutre l'entreprise en l'air avec les nouveaux droits des travailleurs !"

Moi, je dis : non ! L'entreprise, en tant qu'entité, a tout a gagner à l'amélioration de ces nouveaux droits dans son fonctionnement, dans sa démocratie.

Je voudrais donc que soit clairement pris en compte par le parti que cette amélioration des droits des travailleurs que nous aurons au printemps sera un renforcement de l'adhésion des travailleurs à notre politique et ne sera pas une difficulté, afin que nous n'ayons pas, au dernier moment, à rattraper des situations difficiles, mais qu'au contraire nous marquions un pas en avant dans cette lutte des idées pour le Socialisme.

(Applaudissements)

Le Président - Merci. Colette Audry ?

Colette AUDRY

Camarades, je voudrais intervenir quelques instants à propos d'une phrase que j'ai entendue ce matin, que nous a dite Nicole Bricq, à savoir que la meilleure manière d'aider la Pologne, c'est de réussir le changement chez nous.

Il me semble qu'il n'est pas possible de s'en tenir à cette formule, car sur le point de la Pologne nous devons être particulièrement précis. Il n'est pas possible de s'en tenir a cette formule, tout simplement parce que la réussite du changement, pour nous et chez nous, c'est déjà quelque chose de tellement vital, que venir nous dire : la meilleure façon de lutter pour la Pologne, c'est de réussir le changement, cela ne nous motivera pas davantage dans le changement et cela n'équivaut pas à grand chose.

Et surtout, cela semble supposer qu'il n'y a pas de manière spécifique pour nous d'aider la Pologne. Et ce que je voudrais dire c'est que précisément il y a une façon spécifique d'aider la Pologne, et nous aider d'ailleurs nous-mêmes aussi. Car la réussite du changement c'est aussi notre poids et notre voix à l'extérieur, dans l'internationale Socialiste, en Europe, et dans la détermination d'un nouvel internationalisme. Or la Pologne est absolument au cœur de tout cela.

En second lieu, de quoi le mouvement polonais se trouve-t-il menacé à l'extérieur de la Pologne ? De l'usure par l'oubli. Cela, nous l'avons déjà vu: c'est lorsque, au fond, les dernières vagues, les dernières ondes des événements de Hongrie se sont terminées, que Nagy a pu être assassiné. Par conséquent pour la défense des responsables de Solidarité qui sont arrêtés aujourd'hui, nous devons être perpétuellement en éveil.

Ce que nous avons à rappeler aussi à propos de la Pologne, c'est que, partant d'une lutte nationale d'un peuple, ce qu'il y a essentiellement, il faut le redire en permanence, c'est le mouvement d'une classe ouvrière dans son immense majorité, pour créer ses organisations autonomes et pour les défendre, et que cela suffit pour donner droit à la Pologne à une solidarité politique, et pas seulement la solidarité que nous apportons à tous les opprimés. Non seulement cela nous donne le droit, mais cela nous fait un devoir d'étendre notre solidarité.

Je crois d'ailleurs que c'est ainsi que nous ôterons ses armes à la Droite, c'est en rappelant sans cesse ce genre de chose-là. C'est contre le genre de récupération par la Droite que nous avons à défendre la Pologne, au nom de ce que nous disons là.

Enfin, cela fait partie aussi de notre débat public avec le parti Communiste. Si vous dites à des militants communistes : "la meilleure manière de défendre la Pologne c'est de réussir le changement en France", vous aurez tout le arti Communiste avec vous, ils ne réfléchiront pas davantage, ils ne s'interrogeront pas davantage, n'est-ce pas.

Je considère donc qu'il n'est pas possible de se dérober à cette appréciation sur la Pologne, à l'appréciation des pays de l'Est, et qu'il serait tout de même paradoxal

de laisser cette tâche assumée au seul parti Communiste Italien, alors que c'est nous qui avons commencé tout de même à l'échelle européenne et mondiale à reconstruire une image d'un véritable Socialisme.

Le Président - La parole est à Pierre Guidoni.

Pierre GUIDONI

Mes camarades, je crois que l'heure est à la brièveté, et qu'au cours de ce long débat beaucoup de choses ont déjà été dites.

Cela fait que je centrerai mon intervention par conséquent sur un seul point qui est une expression qui est revenue à la fois dans le rapport de Jean Poperen et dans l'intervention du premier secrétaire, qui mérite, je crois, que nous y réfléchissions encore avant la fin de cette convention nationale : c'est "être offensifs".

Etre offensifs, c'est d'abord un mot d'ordre, C'est sans doute le bon état d'esprit qui doit animer le parti à la veille de la nouvelle bataille politique, notamment, des élections cantonales.

Sommes-nous sûrs d'en tirer en permanence toutes les conséquences ?…

Je suis frappé de voir, dans un certain nombre de nos propres interventions, mais plus encore dans les discussions que l'on peut entendre parfois dans les réunions de section ou dans les réunions fédérales, une sensibilité excessive aux critiques qui nous sont faites, et un effort pour poursuivre les objections qui nous conduit quelquefois à être manœuvrés par elles,

Nous n'avons pas à nous justifier d'être ce que nous sommes. Nous n'avons pas à nous faire pardonner d'être Socialistes. Et nous n'avons pas à essayer en permanence de trouver les mots ou les expressions ou les thèmes qui désarmeront des adversaires qu'en réalité, nous devons le savoir, rien ne saurait désarmer.

La lutte de classes continue dans ce pays et nous avons assez dit qu'il n'y avait pas de solution aux problèmes essentiels que connaît la société française, qu'il n'y avait pas de sortie de la crise possible s'il n'y avait pas transformation profonde des structures sociales et économiques de notre pays, si il n'y avait pas construction d'une société nouvelle. C'est ce que nous faisons. Et peut-être le seul inconvénient de la situation actuelle est-il qu'avec l'immensité de la tâche à accomplir, avec la variété des terrains sur lesquels il est nécessaire d'intervenir, la cohérence et l'unité profonde de ce projet n'apparaissent pas suffisamment aux yeux de la population.

Si elles n'apparaissent pas suffisamment, c'est sans doute que nous devons y insister davantage.

Si ce que l'on nous reproche c'est de vouloir bâtir en France une société nouvelle, construire le Socialisme tel que nous le concevons, tel que nous l'avons rêvé pendant des décennies, et tel que nous y avons réfléchi pendant les dix dernières années, ce reproche est juste, et nous n'avons aucun moyen de le récuser, mais sachons aussi que l'affirmer dans toute sa clarté, qu'insister en permanence, que rappeler toujours que c'est là l'objectif, et que nous simplement

sur un chemin qui conduira à ce but, c'est le moyen de rassembler autour de nous non seulement ceux qui nous ont déjà fait confiance, mais tous ceux à qui nous serons capables de montrer que leur intérêt véritable va dans ce sens, et cela dépasse les limites actuelles de la Gauche.

Ce n'est pas en essayant de modérer notre propos ou d'affaiblir notre projet que nous pouvons rassembler, c'est au contraire en montrant à quel point notre projet, dans toute son ambition, dans toute sa dimension, répond aux problèmes réels qui sont ceux de l'ensemble de notre société, montrant à quel point, en définitive, le Socialisme n'est pas seulement une réponse conjoncturelle aux difficultés de tel ou tel groupe social, fût-ce à celles de l'ensemble des travailleurs, mais une réponse à la crise historique que connaissent les sociétés occidentales, et notamment à la crise profonde, crise économique qui est aussi une crise de valeurs, une crise morale, qui est celle de la société française, et qui n'est pas éteinte au moment du 10 Mai,

C'est dans ce sens qu'il est peut-être nécessaire de corriger légèrement une partie de ce que nous disons.

Non, nous ne sommes pas entrés le 10 mai dans un monde nouveau, il reste à construire. Nous nous sommes donné des instruments nouveaux, c'est vrai, extraordinairement importants, extraordinairement utiles, mais pour le reste nous restons dans une société de contradictions et de conflits, où les contradictions et les conflits ne se résoudront pas par un coup de baguette magique, où ils se résoudront, comme toujours, par l'action des forces sociales, et aujourd'hui, par l'action du gouvernement et par le changement lentement apporté par la loi à la logique même de la plupart des institutions.

C'est un élément important de le rappeler. Certains disent, neuf mois après le 10 mai : "mais comment, tout n'a pas encore changé ?"… Comme s'il suffisait d'un vote pour que la réalité se transforme ! En fait ce qui s'est transformé ce sont les moyens de changer la réalité et l'utilisation qui en est faite, mais l'essentiel du travail reste à faire, l'essentiel du travail c'est ce qui se fait aujourd'hui.

Encore faut-il que chacun fasse le travail qui est le sien, et on ne saurait trop insister sur la nécessaire distinction à faire entre les rôles de chacun, en particulier bien distinguer ce qu'est le rôle du gouvernement… Le gouvernement gouverne, le gouvernement est confronté à la réalité quotidienne, le gouvernement a à agir sur quantités de terrains à la fois, avec tous les pièges ou la complexité de la réalité nationale et internationale.

Je dirai qu'au-delà du parti ce n'est pas le rôle de l'ensemble des Socialistes de passer notre temps à voir si tel ou tel sous-paragraphe de tel décret correspond bien. C'est le travail du gouvernement, il est là pour cela, et c'est notre gouvernement. Et si nous pouvons avoir telle ou telle appréciation sur tel ou tel de ses actes, si nous pouvons avoir des remarques à faire sur tel ou tel sujet, et après tout c'est aussi le rôle des groupes parlementaires, notre rôle est d'abord un rôle de soutien, un rôle d'explication, un rôle d'appui à la politique menée et qui, dans l'ensemble, est une politique positive et qui va dans le bon sens, on l'a déjà dit et je n'y reviens pas.

Les organisations syndicales, elles, ont leur travail à faire, qui est la lutte

quotidienne pour défendre les intérêts et les revendications des travailleurs, mais qu'elles le fassent, et qu'elles le fassent pleinement, qu'elles le fassent sans aucune timidité sans aucune réticence, c'est le meilleur service qu'elles puissent rendre, c'est le meilleur rôle qu'elles puissent jouer, Le parti ?... Eh bien, le parti a tout simplement à prendre conscience que lui non plus il n'est pas né le 10 mai.
Ce qui s'est passé en mai et juin dernier revêt pour notre parti une importance capitale. Jamais nous n'aurons eu autant de moyens, autant de possibilités de faire entrer dans la réalité ce que nous pensons, ce que nous souhaitons et ce que nous voulons.
Mais tout cela ne remonte pas uniquement à la campagne des présidentielles ou à celle des législatives, c'est le résultat de dizaines et de dizaines d'années de combat des Socialistes à travers le pays. Si l'on voulait en prendre la véritable dimension, comme François Mitterrand aimait le faire quand il se lançait, dans les conventions, dans une de ses méditations improvisées que chacun d'entre vous a maintes fois entendue, il faudrait dire que cela remonte aux premiers combats du mouvement ouvrier, à ce qui était dans l'inconscient de quelques-uns il y a près d'un siècle et demi, et qui aujourd'hui se concrétise sous cette forme particulière où les Socialistes occupent à la fois la Présidence de la République, la tête du gouvernement, et la majorité à l'Assemblée Nationale.
Mais ce que nous pensons, ce que nous sommes, ce que nous voulons, vient de plus loin, et notre but c'est que cela aille plus loin, c'est que cela se développe encore pendant de longues années, jusqu'à ce que toutes les aspirations, tous ces projets, soient pleinement réalisés.
Otons des esprits, et d'abord des nôtres cette idée que la gauche improvise toujours en quelques mois les réformes qu'elle veut arriver à mettre sur pied en attendant d'être balayée par une réaction, en attendant que le pouvoir soit repris par ceux qui l'ont toujours occupé, ceux qui en seraient les légitimes propriétaires, c'est-à-dire la Droite.
Et si nous voulons avoir dans l'esprit que nous sommes là pour longtemps, et le dire, commençons à nous persuader que le fait d'être au pouvoir vient aux termes d'un long combat, et que ce que nous faisons aujourd'hui n'est qu'une étape, que l'objectif que nous nous fixions, celui du Socialisme, doit rester au centre de nos préoccupations.
C'est dire que l'objectif que nous nous sommes fixé doit rester au centre de nos explications si nous voulons que tout le reste ait un sens.
D'où viennent les attaques et les critiques et notamment celles de tous nos adversaires et particulièrement de ceux qui font semblant d'être nos amis, du fait qu'ils ne veulent pas voir le but vers lequel nous tendons.
Si aujourd'hui il s'agit vraiment de construire une société nouvelle en commençant doucement, lentement, en prenant bien en compte les obstacles et les difficultés, mais en sachant quel est le but, alors peut-être cela éclaire d'un jour différent ce que nous disons sur le contexte international et notamment sur la nécessité de sortir de Yalta.
Sortir de Yalta, cela veut dire aussi que quelque part en Europe occidentale, se construit, importante parce que c'est la première fois dans l'histoire, mais

importante aussi parce qu'elle servira tôt ou tard de référence à notre peuple, l'alliance du Socialisme et de la liberté et c'est dire que le meilleur service que nous pourrons rendre au peuple polonais est d'être à l'ouest ce qu'il a été à l'est, d'être dans notre camp un élément de changement aussi fondamental qu'il a essayé de l'être dans le sien.
C'est cela sans doute qui serait la véritable solidarité.
C'est dire aussi que le meilleur service que nous puissions rendre à tous les autres peuples, est de réussir, de faire ce que nous voulons et que tout le reste doit s'effacer devant cette priorité.
Que le parti y croit et qu'il le veuille, qu'il ait la pleine conscience de son rôle et qu'il l'assume, alors les criailleries actuelles apparaîtront pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire de peu d'importance…
Alors notre parti sera vraiment et pour une fois ce ne sera pas un mensonge ou une figure de style, l'âme de la France.
(Applaudissements)

Le Président - Chers camarades, l'heure s'avance et nous avons encore à entendre les rapports de la commission des résolutions.
Il reste trois orateurs inscrits dans la discussion générale... (protestations)... Je pense qu'avec un tout petit peu de courtoisie, nous pourrions les entendre tous les trois, à condition qu'ils parlent chacun trois minutes, ce à quoi ils se sont engagés.
Alors, si vous voulez bien je leur donne la parole à chacun pour trois minutes : Clermont d'abord.

CLERMONT
Mes chers camarades, mon intervention s'adresse à tous les premiers secrétaires fédéraux, aussi croyez-moi je suis profondément déçu de voir que nombreux seront les absents.
Dans un premier mouvement de colère j'avais l'intention de demander un vote par mandat sur le quitus, je ne le ferai pas pour ne pas allonger, c'était pour montrer ma désapprobation.
Mes propos ne seront pas dans la ligne politique du débat, mais pourtant l'un sera politique.
Je rappellerai qu'un matin de septembre, à 4 heures du matin, Carmaux était réveillé par une importante déflagration. Le monument de Georges Rheims qui avait reçu l'hommage de François Mitterrand, n'existait plus. Un groupe s'intitulant “les artilleurs du grand soir” venait de le plastiquer.
Sa reconstruction montre le désir de tous nos camarades de rétablir le symbole de Jean Jaurès dans cette ville. Aujourd'hui les travaux préparatoires sont au point, le projet a été arrêté, le montant total des travaux s'élèvera entre 75 et 100 millions de centimes.
Le total des collectes enregistré aujourd'hui est de 22 millions vous voyez que nous sommes loin du compte.
La reconstruction rapide s'impose et le président du comité m'a demandé de

vous confirmer l'appel qu'il a lancé par lettre auprès de vous il y a à peu près un mois.
Au début de la semaine nous recevions le chèque de la direction nationale du parti Communiste. Les autres partis politiques se sont manifestés.
Le premier geste enregistré avait été celui d'Yves Deniau, au nom de sa municipalité. J'ai appris hier que notre direction nationale nous envoyait un chèque d'un million, je l'en remercie devant vous tous.
Mais croyez moi, cela ne suffit pas. Je vous lance à tous un nouvel appel, je demande au groupe parlementaire de faire en son sein une collecte, je vous demande de le dire autour de vous, je demande à la direction nationale de répercuter dans le Poing et la Rose mon appel, j'espère que tout cela sera entendu. Merci.
(Applaudissements)

Le Président - Merci, Clermont, je ne sais pas si cet appel sera entendu, mais en tout cas merci d'avoir tenu dans les trois minutes.
La parole est à Jean Luc Mélenchon.

Jean-Luc MELENCHON
Je vais pratiquer une brièveté d'une qualité différente, mais croyez que je partage aussi la déception de mon collègue.
En premier lieu je dirai que Lionel Jospin avait bien raison ce matin de dire que la place du parti et de ses principaux responsables nous la fixerons dans le contexte nouveau par les leçons que nous tirerons de notre pratique depuis le 10 mai et certainement par approximations successives.
Il a été dit à plusieurs reprises dans la réunion des premiers secrétaires fédéraux qu'il fallait poser le problème de nos relations avec les Ministres et un certain nombre d'exigences ont été formulées, sur le fait que nous devions être prévenus avant les autres etc.
Pour ma part et en ce qui concerne ma fédération, je dirai que ce sont des avantages auxquels nous renoncerions très facilement, pour peu que, pourquoi pas, en échange la direction du parti rappelle ce qui était autrefois exigé des secrétaires nationaux, et qui doit l'être à notre sens aussi des Ministres.
Il y a une obligation de réserve qui doit être observée par ces Ministres, concernant l'orientation de la politique des Socialistes. Il est clair que, pour une question comme celle de la pause, ou une question comme celle de savoir si la majorité actuelle a vocation de s'étendre au-delà et bien au-delà de la Gauche, c'est une question qui regarde d'abord le parti et seulement le parti, c'est le parti qui décidera et personne d'autre à sa place.
Alors cela fait partie de ces approximations successives et de ces mises au point successives, de demander aujourd'hui que ceci soit clairement mis au point et clairement arrêté.
Le second point, c'est une demande de ma fédération. On a bien vu et bien senti que pour ce qui concerne les problèmes d'information il y a entre les volontés et les choix, et la mise en application, la marge du consensus et certainement que

les enseignements de l'échec de "Combat Socialiste" doivent être tirés, et précisément, ayant décidé ce consensus qui n'a pas existé dans le parti, le parti Socialiste a là un élément qui certainement va être important dans la vie du parti et va nous apporter quelque chose, de même que la lettre hebdomadaire.
Mais tout ceci nous semble un peu court ou en tout cas tout aussi compromis et tout aussi sujet à d'éventuels capotages que Combat Socialiste, si nous n'avons pas avant le débat qui nous permet de convenir et d'obtenir que chacun s'en tienne aux décisions communes.
C'est pourquoi nous souhaitons qu'il y ait une convention nationale consacrée précisément au problème des moyens d'expression du parti.
Dans les dernières minutes que j'ai, je voudrais aussi m'exprimer sur le problème de la mobilisation populaire. Si le parti a à fixer sa place, à conquérir ou à conserver ses galons, il le doit dans la zone et dans le champ d'activité qui est le sien, c'est-à-dire dans l'autorité qu'il est capable de conquérir auprès des masses populaires, on a dit, et je ne veux pas le laisser passer sans le relever, dans la passivité des masses populaires, je crois qu'il n'y aurait pas pire erreur que de parler de passivité, on parlait déjà de passivité avant le 10 mai 1981. Cette passivité, c'est une haute confiance politique, la compréhension que tous les problèmes n'étaient pas syndicaux, qu'ils n'étaient pas catégoriels, mais qu'ils étaient politiques et ne pouvaient se régler qu'au niveau politique.
Il en va de même aujourd'hui, chaque travailleur tient le raisonnement tout simple qu'ayant porté à la tête de l'Etat un Président de la République Socialiste, une majorité absolue de députés Socialistes, tout de même, il y a un certain nombre d'épreuves de force locales dont on pourrait faire facilement l'économie, pour peu que l'on traduise en termes concrets et locaux les rapports de la force politique établis au niveau de la nation.
Notre sentiment est que cette absence de mobilisation populaire, pour y faire face il faut commencer d'abord par balayer devant sa porte, peut-être devons nous nous interroger sur la naïveté qui nous a conduits à laisser passer la saisine du Conseil Constitutionnel à propos des nationalisations sans rien dire, pour découvrir ensuite le caractère réactionnaire du Conseil Constitutionnel. Et c'est bien parce qu'entre cette première décision du Conseil et la seconde, le parti a réagi, a parlé haut et a pris un certain nombre de dispositions, que nous avons ensuite obtenu la décision. Car si nous avions faibli, si nous avions laissé planer le doute, il n'y a pas de doute que le Conseil Constitutionnel aurait recommencé ce qu'il avait fait la première fois.
Dans ces conditions il nous semble que nous devons prendre conscience de la situation réelle qui est créée depuis le 10 mai.
Il est normal qu'en démocratie il y ait des compromis, il y en aura encore et c'est certainement la fonction et le rôle et du Président et du gouvernement.
La situation est que le gouvernement établissant les positions, la Droite se mobilise, puis qu'un compromis est trouvé. Lionel Jospin a dit qu'il avait tiré la leçon de ce qui s'était passé pour les 39 heures. Qu'il croit bien que les premiers fédéraux, dans la période entre les premières déclarations ministérielles et celles du parti, qui ont eu toutes les peines du monde à tâcher de justifier ce qui

semblait injustifiable, eux aussi l'ont tirée.
Je dirai en conclusion, qu'il y a une équivoque qui pourrait sans doute nous poser problème.
On a dit, à propos de ces élections cantonales, qu'elles seraient politiques. Nos adversaires avaient fait ce choix. Je crois qu'il faut qu'elles soient politiques, parce que nous avons, nous, à faire ce choix, et qu'on ne peut à la fois tenir un langage qui consistera à dire que nous ferons des élections politique pour riposter mais qu'il faudra expliquer ce qu'est la loi de décentralisation et les nouvelles dispositions prises, il faut, pour mobiliser notre propre parti et notre propre électorat, commencer par dire que le projet des gens de la Droite, des candidats de la Droite, est de faire, dans les assemblées départementales, ce qu'ils feront au Conseil Constitutionnel et au Parlement, c'est-à-dire rendre le changement plus long, plus coûteux et plus difficile.
Donc, pour résumer, nous croyons que la première des choses à faire est, plutôt que de spéculer sur les raisons pour lesquelles la mobilisation populaire a lieu ou n'a pas lieu, de nous donner les moyens... Et ceci passe par des choses que nous connaissons, ce n'est pas seulement un travail de fourmis, c'est l'appel clair du parti s'adressant au pays pour qu'il se mobilise... C'était l'occasion à propos du Conseil Constitutionnel, et à propos des cantonales il faut dire clairement qu'une occasion nous est donnée de vaincre la réaction.
(Applaudissements)

Le Président.- Dernier orateur inscrit dans la discussion générale, Huntzinger.

Jacques HUNTZINGER
Clôturant cette journée, Camarades, je voudrais simplement vous dire quelques mots sur l'activité internationale du Parti.
L'activité internationale du parti Socialiste s'est manifestée le lendemain... Le dialogue avec le F.L.N., quelque temps avant le voyage de François Mitterrand à Alger, et les négociations du contrat du gaz ont permis d'éclaircir le dossier et de faire valoir les points de vue algériens et français.
Le parti Socialiste doit jouer un rôle moteur dans la préparation de la conférence de l'internationale Socialiste sur l'Afrique australe, car nous voulons établir une présence Socialiste dans cette région du monde où s'affrontent de nos jours des puissances et des blocs et nous voulons que l'action gouvernementale qui nous paraît encore trop tiède. notamment à l'égard de l'Afrique du sud, s'affirme.
nous avons, conformément à l’engagement pris par les assises de Valence, commencé avec le plan Socialiste à travailler pour la sécurité et le désarmement. Ce plan sera prêt au printemps et vous sera présenté, car la aussi nous pouvons aller plus loin que le gouvernement. Il y a la réalité gouvernementale, il y a la nécessité de l’action du parti en la matière.
Lionel Jospin a rencontré Brandt pour débattre avec lui de la façon dont les Socialistes européens peuvent faire face au problème de la crise du chômage en Europe, en commun, pour voir de quelle façon les principaux partis Socialistes peuvent coordonner leurs actions, leurs réflexions, leurs efforts, pour trouver des

solutions communes, des solutions Socialistes à la crise en Europe.
Et puis il y eu la Pologne. Vous le savez, le parti a tout de suite exprimé son émotion et son refus. Il continuera non seulement à exprimer son émotion mais à agir politiquement. L'action politique; cela est la dénonciation du coup militaire, mais cela est surtout notre analyse historique des régimes de l'Europe de l'Est, et c'est notre interrogation sur ce que doit devenir le Socialisme, en Europe de l'Ouest et en Europe de l'Est. C'est notre interrogation sur l'avenir de l'Euro-Communisme, de l'Euro-Socialisme, de ce que l'on appelle l'Euro-Gauche. Quel est le rôle du parti Socialiste dans cette affaire ? Il est essentiellement, Mermaz l'a dit ce matin, celle-ci : le parti a une vocation théorique et idéologique, il doit l'accomplir dans le domaine des relations internationales, il doit devenir le pôle autour duquel convergent les intérêts et les espérances des peuples européens, à l'Est et à l'Ouest.
Sortir du galetas, quelqu'un en a parlé ce matin, oui, cela consiste à être Socialiste à l'Ouest, mais cela consiste à vouloir la les libertés et la démocratie à l'Est également.
Je pourrais parler de l'Amérique Centrale et de l'Amérique Latine, et de l'action du parti sur ces régions. Je pourrais parler de l'Afghanistan, de la façon dont le parti s'est exprimé en janvier, qui a conduit le gouvernement à faire un geste, mais nous pensons qu'il faut aller plus loin dans notre soutien à la résistance afghane. Je pense que l'action qui a été menée pour la lutte de femmes en Algérie, au rôle que nous avons joué dans la restructuration de la politique française du développement, à autre chose encore… Mais cela suffit.
Nous avons été offensifs, camarades, et nous continuerons à l'être. Animer la politique étrangère pour le parti, je crois que cela consiste d'abord à faire prendre conscience au gouvernement de certaines situations pour qu'il agisse, en Afrique Australe, en Afghanistan.
La parti a une exigence, il doit la maintenir. Il y a une dimension théorique dans notre activité. Il s'agit d'expliquer pourquoi, face à la crise des grands systèmes, le capitalisme, ce qu'on appelle le Socialisme à l'instant, ce que nous faisons actuellement en France représente historiquement un espoir pour les peuples, en Europe et ailleurs.
Il y a une dimension historique à l'expérience française entamée depuis neuf mois, et je conclurais sur cette note d'optimisme. L'intérêt de l'opinion internationale vis-à-vis de la France, du gouvernement et du parti Socialiste, montre bien que dans nos difficultés, parfois nous sommes myopes, et que nous ne voyons pas combien ce que nous faisons intéresse les peuples et les gouvernements à l'extérieure.
Guidoni l'a dit, nous venons de loin, nous les Socialistes. Nous avons la chance historique d'être la génération Socialiste qui va exercer durablement le pouvoir et transformer la société française. D'autres ont pleuré pour avoir cette espérance, et cette victoire nous l'avons !
Eh bien, je dis que nous resterons longtemps au pouvoir si nous le voulons, et que l'espérance des Français et l'espérances des peuples dans la société internationale nous obligent à la patience, mais à la volonté et à la

détermination, c'est-à-dire à être fidèles à nous-mêmes.
(Applaudissements)

Le Président – La discussion générale est close ; avant de passer à la commission des résolutions, je vais demander à la convention de se prononcer, comme il se doit, sur le quitus à la direction nationale pour son activité depuis le congrès de Valence.
Le vote à lieu par mandat.
Que ceux qui sont favorables au quitus veuillent bien lever la main, mandat en main.
…..
Avis contraires ?
…..
Abstentions ?
…..
Le quitus est voté à l'unanimité.
(Applaudissements)
Nous en arrivons au rapport de la commission de résolutions.
Je donne tout de suite la parole à Eugène Teisseire sur le problème des modifications statutaires.

Eugène. TEISSEIRE
Le congrès de Valence avait donné mandat à la convention nationale de revoir, d'examiner les propositions de. modification statutaires qui avaient été faites avant le. congrès de Valence., qui avaient été évoquées dans les sections et les fédérations.
La commission des résolutions a décidé de ne prendre en compte évidemment que les propositions de modification ayant obtenu la majorité absolue au congrès de Valence, et de tenu compte dans le cadre de la discussion au sein de la commission des propositions de modification aux modifications qui avalent été faites par des sections ou des fédérations.
Cela nous a conduits à proposer que soient adoptés un certain nombre d'articles nouveaux, et de modifications des articles anciens, que je vais être obligé tout de même de lire pour que la question soit claire.
D'abord, proposition de modification de l'Article 22 des statuts.
Cet article 22 deviendrai ceci :
"Au niveau de la région est créé une commission inter-fédérale. La commission inter-fédérale à pour objet de définir la politique du parti concernant les problèmes propres à la région, et de travailler à son application avec le groupe Socialiste du Conseil Régional.
Chaque fédération est représentée à la commission inter-fédérale par une délégation élue à la proportionnelle par la commission exécutive fédérale. L'effectif de cette délégation est fonction des effectifs de la fédération selon le tableau suivant : pour toute fédération, 4 représentant, par tranche de 1000 adhérents ou par fraction de 1000 supérieure à 500, un représentant

Contribution Jean-Jaurès

supplémentaire.
La commission inter-fédérale peut élire en son sein un bureau représentatif. Elle se réunit, et ses décisions sont exécutées par un délégué régional qu'elle élit dans son sein, et qui peut déléguer une partie de ses responsabilités.
Elle ne peut être un écran entre l'échelon national du parti et la fédération…"
Cette proposition nous est faite par la commission des résolutions unanime.
Deuxième proposition, ce qui est maintenu de l'article 23 : "Chaque fédération reste souveraine pour l'application de la politique du parti dans la limite des statuts nationaux."
Proposition sur l'article 34 : "Le comité directeur est composé de 131 membres titulaires, 26 suppléants élus dans les conditions prévues par l'article 5, et 2 représentants nationaux avec voix consultatives pour chacun des organismes prévus aux articles 33, 43, 45 et 46." Ceci est inchangé.
"Le président de la commission nationale des conflits assiste avec voix consultative aux réunions des comités directeurs…" Inchangé.
Voici la modification :
"Au-cas où le comité directeur élu à l'issue du congrès ne comprend pas de membre issu d'une fédération donnée, cette dernière à droit à un auditeur, le secrétaire fédéral ou son représentant. "
Proposition de modification à l'article 49
Je ne relis pas la totalité de l'Article 49, mais simplement ce qui est ajouté à cet article :
"La désignation du candidat Socialiste à la présidence du conseil fédéral fera l'objet d'une concertation entre le groupe Socialiste et la commission exécutive fédérale, qui prendra la décision en dernier ressort".
Un petit rajout à l'Article 51.
L'Article 51 dit ceci : "Tout candidat du parti prend par écrit l'engagement d'honneur de remettre sa démission au président de l'assemblée à laquelle il appartient si, après avoir été élu, il quitte le parti pour une cause quelconque".
La modification est incluse à l'intérieur du paragraphe ; il deviendrait donc ceci : "Tout candidat du parti prend par écrit, avant la ratification de sa candidature..."
Voilà la modification : "...engagement d'honneur, etc."
Enfin proposition concernant l'Article 57, dans lequel nous vous proposons d'insérer ceci : "le premier secrétaire du parti de l'échelon correspondant, soit fédéral, soit section, soit national, participe de droit aux réunions du groupe Socialiste ; les premiers secrétaires fédéraux ou leur représentant participent de droit aux réunions du groupe Socialiste du Conseil Régional, ainsi que le délégué régional".
Cette proposition a été faite à l'unanimité, la proposition précédente également; la proposition sur la désignation du président du conseil fédéral a été faite à l'unanimité moins 5 abstentions et un refus de vote. La proposition sur le comité directeur, la présence de l'auditeur au comité directeur a été faite à l'unanimité moins 3 abstentions.

Le Président - Merci.

Y a-t-il des observations sur ce rapport concernant les modifications aux statuts ?

Un Délégué - Une explication concernant les comités régionaux : chaque fédération est représentée à la commission fédérale par une délégation élue à la proportionnelle… Elue à la proportionnelle, qu'est-ce que ça veut dire ?

Eugène. TEISSEIRE - La proportionnelle, c'est très simple, après Valence, ça ne veut rien dire ; avant Valence, ça voulait dire la proportionnelle des courants et comme les statuts du parti prévoient que tous les organismes sont représentés à la proportionnelle des courants, on a maintenu le texte de proportionnelle dans ce sens là.

Le Président - S'il n'y a pas d'autres observations, je mets aux voix le rapport de Teisseire.
Que ceux qui sont d'avis d'adopter ce rapport veuillent bien lever la main ?
Avis contraire ?
Abstentions ? 1.
A l'unanimité moins une abstention, les modifications sont adoptées.
Je donne la parole à Paul Quilès pour le rapport sur les problèmes de contentieux.

Paul QUILES
A vrai dire, il ne s'agit pas des problèmes de contentieux, mais d'un problème qui a été traité par la commission des résolutions tout a l'heure ; Daniel Vaillant interviendra après moi pour les quelques cas de contentieux qui restent à presser devant la convention.
Il s'agit d'un problème de discipline au sein du groupe parlementaire à l'Assemblée Nationale, certains d'entre vous se souviennent peut-être que, fin septembre 1981, s'est déroulé à l'Assemblée Nationale un débat sur l'abolition de la peine de mort et que, malgré les efforts du président du groupe, Pierre Joxe, un de nos camarades du groupe socialiste, Gérard Houteer, qui est député de Haute-Garonne, a refusé de suivre, ce qui est la règle qui est fixée par l'article 17 du règlement intérieur du groupe Socialiste, qui veut qu'il y ait unanimité de vote au sein du groupe Socialiste.
Le bureau du groupe Socialiste et Pierre Joxe ont saisi le parti, le 30 septembre dernier, pour que l'application des statuts se fasse. en l'occurrence, les articles des statuts qui s'appliquent à cette situation sont les articles 52, 54, 72, 64 et 65 ; ce n'est pas très long et je pense qu'il est normal que la convention nationale ait connaissance - en tout cas le rappel - de ces articles des statuts, parce que le cas que nous avons à traiter aujourd'hui est quand même assez rare ; je crois que c'est même la première fois depuis 1981 qu'il se présente.
L'article 52 de nos statuts dit la chose suivante : "Le groupe Socialiste au parlement est constitue de députés et de sénateurs, il est distinct de toutes les autres formations politiques et composé exclusivement des membres du parti

désignés par leur fédération. Même en cas de circonstance exceptionnelle, le groupe ne peut engager le parti sans son assentiment, chaque élu est soumis à toutes les obligations du militant dans sa section ou sa fédération, mais son activité parlementaire et ses votes au parlement relèvent uniquement et exclusivement du groupe parlementaire Socialiste, du comite directeur et de la convention nationale."

Article 54 :

"Les membres du groupe Socialiste au parlement acceptent le règlement du parti et se conforment à sa tactique. en toutes circonstances ils doivent respecter la règle de l'unité de vote de leur groupe. en cas d'infraction à cette règle, le comité directeur peut faire jouer les dispositions prévues à l'article 72… etc.", ce qui suit ne concerne pas la situation actuelle.

Article 72 :

"Chacun des élus parlementaires, en tant qu'élu, et l'ensemble du groupe, en tant que groupe, relèvent du contrôle du comité directeur et de la convention nationale...." Je vous rappelle que ce cas a été soumis au comité directeur fin octobre, qui avait renvoyé à la convention nationale d'aujourd'hui.

".. Les élus qui commettent des infractions à la discipline sont rappelés au respect des décisions du parti par le comité directeur qui peut les traduire devant la convention nationale, et qui doit le faire s'il y a récidive.

La convention nationale, après avoir entendu les intéressés, les fédérations auxquelles ils appartiennent, et le président du groupe Socialiste au parlement dont ils dépendent, peut prononcer l'une des sanctions prévues aux articles 64 et 65.

Les décisions de la convention nationale sont définitives."

Je vous lis maintenant les articles 64 et 65 qui régissent les sanctions auxquelles peut être soumis le camarade qui n'a pas respecté les règles du groupe et du parti.

Article 64 :

"La commission des conflits fédérale ou nationale peut rejeter la demande de contrôle ou appliquer les peines de l'avertissement public ou privé, du blâme, de la suspension temporaire de toute délégation, ou de l'exclusion du parti.

Elle peut aussi, à la demande des parties, conclure un arbitrage pour lequel elle désigne un tiers arbitre.

La commission fédérale ou nationale des conflits, saisie d’une demande, doit en tout état de cause faire connaître sa décision dans un délai maximum de quatre mois à dater de la réception de celle-ci."

Et enfin, article 65, concernant la suspension temporaire :

"La suspension temporaire de toute délégation comporte, pour l'adhérent qui en est frappé, l'interdiction d'être candidat du parti, de le représenter, de parler ou d'écrire en son nom, ou d'occuper un poste, fonction ou délégation, à quelque degré de l'organisation que ce soit.

Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un adhérent détenant un mandat électif, la commission fédérale ou nationale des conflits a la faculté de lui permettre de continuer à remplir son mandat, si elle juge qu'il est de l'intérêt du parti qu'il en

soit ainsi."
Je vous demande de m'excuser de vous avoir lu cet ensemble un peu fastidieux d'articles de nos statuts, mais je crois qu'il est important que la convention nationale se prononce en connaissance de cause.
La proposition qui est faite par la commission des résolutions est que notre camarade Gérard Houteer soit frappé d'une suspension temporaire de six mois, qui aurait un effet rétroactif puisqu'elle prendrait effet à partir du 30 septembre, date où l'infraction, si je puis dire, a été commise, si bien que la suspension se terminerait le 31 mars, et que cette suspension soit assortie - comme l'article 65 des statuts le permet - d'une autorisation d'exercer son mandat.
La sanction qui est proposée peut sembler peut-être dure - encore que les statuts en prévoient une encore plus dure – mais son effet est limité, je crois qu'il est important que le parti puisse marquer la nécessité d'une discipline interne, il me semble que dans la situation que nous vivons actuellement d'un parti au pouvoir, d'un groupe Socialiste majoritaire absolu à l'Assemblée Nationale, il est essentiel que le parti puisse véritablement parler d'une même voix. Cela ne signifie pas que le débat ne soit pas possible, bien au contraire, le débat est toujours possible, mais une fois que le groupe, une fois que le parti se sont prononcés, il est normal - et c'est prévu par nos statuts - que l'unanimité se fasse au sein de nos instances.
Le Président - Merci.
Avant de consulter la convention, je donne naturellement la parole a Gérard Houteer.

Gérard HOUTEER
Camarades, je serai très bref.
Le 13 septembre 1981, en effet, j'ai enfreint la règle du groupe parlementaire Socialiste, non pas parce que je suis pour la peine de mort, mais parce que je demandais au préalable la révision du code de procédure pénale, la révision du code pénal, voire même une peine de substitution tout simplement, car je suis au conseil supérieur de l'administration pénitentiaire depuis neuf ans bientôt et je ne crois pas du tout à un résultat par la détention, voire la réclusion criminelle à perpétuité, un amendement de dernière minute l'a pratiquement établi, mais je n'ai pas connaissance qu'une commission se soit encore réunie sur ce changement dans la justice.
Deux projets de loi, en effet, pouvaient prêter à cas de conscience :
- l'un, en 1976, concernant l'interruption volontaire de grossesse ;
- - et le second, celui de l'abrogation de la peine de mort.

L'IVG ne m'a pas posé de problème du tout, puisque c'était, pour nous, donner la liberté à chaque couple de décider lui-même, donc, aucun problème.
Pour l'abrogation de la peine de mort, malgré - je dois dire que c'est exact - la mise en garde de Pierre Joxe, président du groupe, qui m'a fait toucher du doigt ce que je risquais - j'ai refusé de voter. En cela, j'ai en effet commis une faute, je le reconnais et je plaide coupable. Je me demande d'ailleurs comment je pourrais faire autrement !

Dans l'article 72, on vient de vous en parler, il y a trois sanctions possibles : avertissement, blâme, exclusion pure et simple.
Je vous rappelle aussi que, lors de ce vote, j'ai été poursuivi par l'audiovisuel et par la presse, et que j'ai refusé toute déclaration. cette affaire regardait le groupe parlementaire, moi-même, et aujourd'hui vous. D'ailleurs, ce genre d'affaire s'est produit une fois en neuf ans de mandat, cela ne se reproduira certainement plus étant donné que, là, il s'agissait pour moi - j'avais le droit de le penser - d'un cas de conscience, une fois, bien entendu, mais pas deux !
C'est maintenant a vous de juger. c'est votre décision, et j'attends votre verdict.

Le Président - Pierre Joxe ?

Pierre JOXE
Chers camarades, je regrette beaucoup d'avoir à prendre la parole aujourd'hui au sujet d'un aspect de l'activité du groupe parlementaire, et de ne parler que d'un de nos députés, pour une infraction qu'il a commise, sans parler beaucoup plus longtemps de tous ceux qui ont participe au travail législatif et au travail politique, dans le respect absolu de la discipline du groupe et la fidélité aux engagements du parti.
Heureusement, il s'agit d'un cas unique et, après avoir entendu Houteer, je comprends que, dans son esprit, cela ne doive plus se reproduire pour ce qui le concerne.
Mais en vérité, la question n'est pas là. La question est de savoir si les statuts du parti et le règlement du groupe parlementaire ont un sens ou non.
S'ils n'en ont pas, il n'y a plus de parti, il n'y a plus de groupe, il y a une collection de députés qui sont élus un beau jour et qui, ensuite, arrivés a l'Assemblée Nationale, votent selon leur humeur, leur conviction du moment, ou leurs intentions, qu'ils peuvent venir expliquer quelques mois plus tard devant des camarades réunis, pleins de bienveillance…
Nous avons été élus sur un programme. ce programme a été confirme à plusieurs reprises depuis dix ans et, sur le plan particulier de la peine de mort, c'est une position traditionnelle du mouvement Socialiste que son abolition. Aucun député Socialiste ne pouvait l'ignorer. Aucun militant Socialiste n'est obligé de se présenter aux élections législatives et tout militant qui se présente aux élections législatives, ayant l'espoir d'être élu et, ensuite, d'avoir la majorité à l'Assemblée pour pouvoir appliquer son programme, doit s'attendre - en se présentant aux élections -à voter ensuite des lois qui vont dans le sens du programme sur lequel il a été élu. L'abolition de la peine de mort était un des éléments les plus connus et les plus clairs de ce programme.
Par conséquent, l'infraction a l'unité de vote est absolument inacceptable et inexcusable.
Elle est d'autant plus inexcusable, dans le cas d'Houteer, que sur cette question, pas moins de quatre réunions de groupe ont été tenues, dont l'une a duré plusieurs heures, pour essayer de convaincre certains camarades - plus nombreux que la presse ne l'a dit - qui étaient réticents à l'égard du projet de loi,

Fondation Jean Jaurès

de voter, et de convaincre aussi le Garde des Sceaux, Robert Badinter, de prendre des engagements sur un problème réel qu'Houteer a rappelé - et qu'il est légitime de reconnaître comme un problème qui existe - qui est celui de la transformation globale du code pénal, qui est un problème qui a été un peu caricaturé par l'expression de "peine de substitution", c'est-à-dire : à la place de la peine de mort, quoi ?
J'observe - et j'ai fait observer au bureau du groupe, puis ensuite au comité directeur - que le camarade Houteer n'est pas venu à ces réunions de groupe et que c'est dans ces réunions de groupe que plusieurs camarades ont été convaincus d'abandonner la position initiale qu'ils avaient, qui les poussait vers l'abstention, le refus de vote, ou le vote contre.
Je reconnais que Houteer n'a pas voté contre le projet de loi gouvernemental ; en vérité, il n'a pas pris part au vote, il est parti pour ne pas avoir à voter. Mais, quelle que soit la nuance que cela introduit, il a rompu l'unité de vote du groupe et, pour ma part - je suis parlementaire depuis neuf ans, lui aussi d'ailleurs - je pense que cela n'est jamais arrivé sans que cela se traduise par une exclusion, cela a été le cas en 1974, pour quelqu'un des Pyrenées-Orientales : Alduy, je ne veux pas faire un parallèle entre le camarade Houteer et Alduy et je parle de cette question très modérément, parce que j'ai eu avec plusieurs députés du groupe des conversations très longues - j'en ai eu une avec - et c'est un fait que ce problème de la peine de mort, à ma surprise d'ailleurs, a troublé la conscience d'un certain nombre de nos camarades.
Finalement, je n'ai pas réussi à le convaincre et je pense que la proposition que fait la commission des résolutions est vraiment le minimum de ce que l'on doive exprimer, c'est-à-dire une réprobation absolue à l'égard des camarades qui rompent l'accord intervenu et je suis favorable aux conclusions de la commission des résolutions que je demande à la convention d'approuver.

Le Président - Je vais demander à la convention de se prononcer sur les propos de la commission des résolutions qui sont, je le rappelle, conformément aux articles des statuts, 52, 54, 72, 64 et 65, que le camarade Gérard Houteer soit frappé d'une suspension temporaire de six mois à dater du 31 septembre, avec possibilité de continuer à exercer son mandat.
Que ceux qui sont d'avis d'adopter cette proposition veuillent bien lever la main avec le mandat ?
…..
Avis contraires ? Abstentions ?
La proposition est adoptée à l'unanimité.
La parole est à Daniel Vaillant pour les contentieux sur les cantonales.

Daniel VAILLANT
Chers camarades, au nom de la commission des résolutions, je vais donc rapporter sur 3 thèmes qui ont été évoqués concernant, je ne dirai pas le contentieux des cantonales, parce que le premier thème est, je crois, tout à fait politique.

Il s'agit du nombre de cantons qui semble t-il est encore relativement important où le parti ne présente pas ou ne soutient pas de candidat. L'enjeu de ces élections cantonales nécessite que le parti soit présent partout, c'est-à-dire dans tous les cantons, soit en présentant un candidat, du parti Socialiste, soit en soutenant un candidat. Ceci pour des raisons évidentes qui sont liées à l'implantation locale nécessaire pour conquérir des positions et les dix ans d'histoire du parti Socialiste sont la preuve que, petit à petit, élection par élection, on finit par conquérir des positions, et c'est bien ce qui a permis au parti Socialiste d'avoir cette grande victoire de mai et de juin derniers.
C'est donc dans cet esprit que la commission des résolutions demande aux fédérations de présenter systématiquement ou de soutenir un candidat dans les cantons.
Raison d'implantation locale, mais aussi raison politique nationale. Il est évident qu'en soi les élections cantonales seront prises en compte au niveau des suffrages et on imagine l'exploitation qui pourrait être faite s'il y avait une déperdition, un manque à gagner par absence sur le terrain de candidat du parti Socialiste ou soutenu par lui.
Donc, pour ces raisons, la convention nationale, si vous en étiez d'accord, demanderait aux fédérations instamment de présenter des candidatures partout ; si tel n'était pas le cas, s'il n'y avait pas une volonté individuelle des camarades pour se porter candidats, il est demandé aux membres des bureaux fédéraux au aux secrétaires fédéraux de se porter candidats y compris dans les cantons les plus difficiles. C'est de leur responsabilité politique.
C'est le souhait de la Commission des résolutions et une demande instante est adressée aux Fédérations dans ce sens.
Le deuxième thème traité sera celui, et là il a un côté un peu plus contentieux, qui suit : pour éviter que ces élections cantonales n'entraînent, dans les mois qui suivront avant d'autres échéances aussi elles très importantes, des conflits fédéraux ou des appels à la commission nationale des conflits, il est proposé à la convention nationale de retenir un texte que je vais vous lire, c'est plus simple que de donner des explications :
"Compte tenu du fait que le comité directeur ne se réunira probablement pas avant les élections cantonales, la convention nationale mandate le bureau exécutif pour l'application de l'article 80 des statuts à l'encontre des membres du parti qui se seraient présentés aux élections cantonales contre un candidat investi ou soutenu par le parti."
Vous avez compris qu'il s'agissait de la possibilité pour certains camarades de se présenter malgré que le parti ait un candidat ou qu'il soutienne un candidat ; donc, il est demandé à la convention de mandater le bureau exécutif pour traiter le moment venu le problème de ces camarades et vous savez que la conclusion de l'article 80 va dans le sens de l'exclusion de ces camarades du parti.
Enfin, dernier thème, et là il s'agit de sujets locaux, le secteur contentieux du parti a, dans la dernière période, et concernant les élections cantonales, eu a connaître d'une petite trentaine de cas de recours individuels ou de sections à l'égard de la désignation des candidats dans les fédérations. Pour 23 d'entre eux

le cas a été réglé simplement par une étude du dossier et un rappel des règlements et des statuts du parti et, à partir de là, localement, les problèmes se sont réglés.
Il est à noter d'ailleurs que les fédérations sont souveraines, les conventions fédérales du moins, pour désigner les candidats aux élections cantonales. Il n'empêche que 3 cas ont été évoqués à la commission des résolutions et, pour des raisons que la convention comprendra, il est encore nécessaire d'avoir quelques jours pour régler les 3 cas qui restent. Il a été décidé de ne pas les évoquer nominativement ici à la tribune, je vous dirai seulement qu'il y a le cas d'une fédération où nous sommes saisis d'un recours parce qu'il semble que les règles, c'est-à-dire qu'une convention fédérale n'a pas été réunie dans les termes prévus par les règles du parti et il est demandé à cette fédération dans les meilleurs délais d'organiser cette convention fédérale de ratification des candidatures pour couper court à tout recours ou protestation.
Dans les deux autres cas où il s'agit de dualité ou de problème posé par telle ou telle candidature, la commission des résolutions demande à la convention de mandater le bureau exécutif et notamment celui qui se tiendra mercredi prochain, de façon à ce que ces problèmes puissent être réglés au mieux et si possible au niveau des fédérations.
Pour ces deux derniers cas, donc, il est demandé que le Bureau exécutif du parti soit mandaté pour les régler mercredi prochain.
Voilà ce que j'avais à vous dire.
Je rappelle que le premier point, c'est que le parti doit être présent partout, et je crois que c'est un problème politique ; le second, c'est l'adoption du petit texte que je vous ai lu ; enfin, pour les trois cas particuliers que j'ai évoqués, il est demandé d'une part à la convention fédérale de la fédération en question, pour le premier, d'organiser sa convention statutaire et pour les deux autres de les renvoyer devant le bureau exécutif.

Le Président - Merci, Daniel Vaillant.
S'il n'y a pas d'observations, je vais mettre globalement aux voix l'ensemble des conclusions rapportées par Vaillant : que ceux qui sont d'avis de les adopter, veuillent bien lever la main avec le mandat ?
…..
Avis contraires ? Abstentions ?
Adopté à l'unanimité.
Dernier rapport de la commission des résolutions : Gérard Delfau pour la résolution politique.

Gérard DELFAU
Chers camarades, voici le texte du projet de résolution de la commission :
(Lecture du texte de la résolution)
(Applaudissements)

Le Président - Y a t-il des observations sur le texte de la résolution qui vient de

vous être lue ?

Dans la salle - J'avais cru comprendre qu'il y aurait quelque chose sur l'expression politique des travailleurs dans l'entreprise ?
Gérard DELFAU - La commission des résolution a longuement abordé ce point et elle a estimé qu'étant donné la conjoncture, étant donné aussi le débat qui a commencé au gouvernement, étant donné que nous serions saisis très prochainement de projet à ce sujet et que le bureau exécutif devrait en débattre, il était nécessaire de mettre l'accent aujourd'hui d'une façon plus globale sur les droits nouveaux des travailleurs, en incluant, bien évidemment, cet élément, mais sans focaliser sur cet élément seulement.

Le Président - Y a-t-il d'autres observations ?
Non ? Alors, je mets aux voix la résolution politique qui clôture cette convention nationale.
Que ceux qui sont d'avis de l'adopter le manifestent en levant la main avec le mandat.
…..
Avis contraires ? Abstentions ?
La résolution politique est adoptée à l'unanimité.
(Applaudissements)
Je remercie ceux qui sont restés jusqu'au bout de leur assiduité. La convention est terminée et la séance est levée.

Coll. Fondation Jean-Jaurès